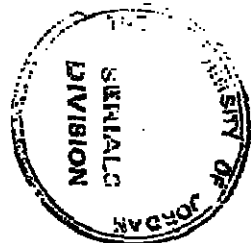


مركز من الإعلام



Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14352 - 6 F

MARDI 19 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

L'hésitation de l'armée yougoslave

DEPUIS la mort de Tito, il y a dix ans, la crise de la Yougoslavie n'a cessé d'empirer. Débarassés de la baguette de fer du maréchal, les Républiques qui la composent se sont progressivement émancipées, ont redécouvert leur histoire propre et considèrent que leur avenir ne réside pas forcément dans le cadre de la Fédération.

Au fur et à mesure que le pays rejetait un communisme « expérimental » et « autogestionnaire » que les Occidentaux jugeaient avec une tolérance qu'il ne méritait sans doute pas, les mouvements nationalistes fleurissaient. Ce sont eux qui - en Slovénie, en Croatie, en Bosnie et en Macédoine - sous différentes étiquettes, ont balayé du pouvoir, lors des élections libres de l'année dernière, les tenants de l'ancien système, qui avaient tenté de sauver leur mise en se réhabilitant « socialistes » ou « réformateurs ». En Yougoslavie, la sortie du communisme a devancé de points communs avec l'actuel chaos des nationalités de l'Union soviétique qu'avec les ruptures survenues en Europe de l'Est.

LES derniers événements en Serbie, ultime bastion, semble-t-il, du néo-communisme populiste, démagogique et centralisé, ont dangereusement déstabilisé le pays, au point que plusieurs responsables occidentaux, dont le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, parlent, à juste titre, de « situation explosive ». Les manifestations pacifiques en faveur d'une télévision et d'une presse objectives ont été brutalement réprimées par des unités armées, ce qui a ébranlé le pouvoir de M. Slobodan Milosevic.

Pour se défendre, celui-ci a choisi d'attiser encore plus la crise. Peut-on interpréter autrement, en effet, la décision de son fidèle collaborateur, M. Borisav Jovic, de démissionner brusquement de son poste de président de la direction collégiale de la Fédération et le retrait de cette instance des représentants du Monténégro et de la Voïvodine, tous deux acquis à la Serbie ?

MILLOSEVIC estime que la présidence collégiale de la Yougoslavie, amputée de trois de ses membres, n'a plus aucune « légitimité ». Son plan est clair : mis en minorité, il demande une intervention des militaires, et l'instauration de l'état d'urgence, pour éviter ce qu'il appelle la décomposition du pays et contre la « coalition anti-serbe », autrement dit slovénocroate. Il laisse ainsi les mains libres aux forces armées, dont le commandement suprême est, selon la Constitution, assuré « collectivement » par la présidence collégiale, qu'il juge complètement discréditée.

Garante de l'intégrité du pays, l'armée est sans doute lasse d'assister à ces convulsions internes sans bouger. Mais a-t-elle envie de passer l'action, et sous quelle forme ? Elle est apparemment divisée et sait à quels risques elle s'expose. Certes, la majeure partie de ses cadres supérieurs sont serbes et épousent les idées « fédéralistes » de M. Milosevic. En outre, beaucoup d'officiers aimeraient bien se débarrasser du premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, qui veut rogner sur les crédits militaires. Mais une intervention de l'armée, qui ne déplairait pas à certains Yougoslaves épuisés par toutes ces querelles et le marasme économique, risque aussi de plonger le pays dans une véritable guerre civile. La Slovénie, et surtout la Croatie, ne resteraient pas les bras croisés.

Lire l'article de FLORENCE HARTMANN page 7

M0147 - 0319 0 - 6.00 F



Le vote des Soviétiques n'a pas dissipé les ambiguïtés du référendum

Incidents dans les Républiques indépendantistes

Selon des résultats officiels partiels, les deux tiers des électeurs moscovites ont participé, dimanche 17 mars, au référendum organisé par M. Gorbatchev sur le maintien de l'Union soviétique, la moitié d'entre eux votant « oui ». Les trois quarts des votants à Moscou se seraient par ailleurs prononcés pour l'élection d'un président de Russie au suffrage universel, selon l'agence indépendante Interfax. Les résultats officiels, qui devraient donner une

majorité globale de « oui », sont attendus dans les jours qui viennent, mais ce vote ne dissipe pas pour autant les ambiguïtés du référendum. Dans les six Républiques indépendantistes qui refusaient d'organiser le scrutin, le vote des minorités russophones a été émaillé d'incidents et d'irrégularités.

D'autre part, en Lituanie, le responsable de la défense arrêté la nuit précédente par les forces de sécurité soviétiques a été libéré lundi.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Deux cents millions de Soviétiques étaient appelés à voter dimanche 17 mars pour ou contre une Union renouvelée des Républiques souveraines. Les résultats officiels devraient être proclamés d'ici une semaine, et lundi, en fin de matinée, les seuls chiffres disponibles étaient ceux de la participation dans certaines régions ou villes.

L'issue du référendum ne fait guère de doute - les sondages, pour autant qu'ils soient crédibles, laissent penser que plus de 60 % de Russes se prononceraient en faveur du « oui », mais il est tout aussi clair que le vote en lui-même ne changera pas fondamentalement les données de la situation politique et économique difficile dans laquelle se trouve l'URSS. Les

résultats du référendum seront, de toute manière, ambigus car, finalement, quatre Républiques seulement sur quinze - la Biélorussie (très conservatrice) et, en Asie centrale, la Kirghizie, le Turkménistan et le Tadjikistan - ont posé la question dans les termes voulus par M. Gorbatchev (1).

Six Républiques - les trois baltes, la Géorgie, l'Arménie et la Moldavie - ont refusé d'organiser le scrutin. Quant aux cinq autres, elles ont soit posé une question différente, tel le Kazakhstan (qui parle de « Fédération d'États » et non de « Républiques »), soit ajouté d'autres questions qui peuvent modifier le sens du vote. Ainsi l'interprétation des résultats sera-t-elle controversée.

C'est en Russie que la deuxième question soumise aux électeurs risque d'avoir les conséquences politiques les plus

importantes. Les Russes étaient appelés à se prononcer pour ou contre l'élection du président de la Russie au suffrage universel. M. Boris Eltsine n'est actuellement que président du Soviet suprême de la plus grande République de l'URSS. Son poste est à la merci des députés, dont la majorité, conservatrice, a d'ailleurs l'intention de le censurer à la fin du mois.

S'il était élu directement, son autorité et son pouvoir seraient beaucoup mieux assurés et il pourrait rivaliser directement avec le président de toute l'Union, surtout si celle-ci était amputée de quelques Républiques rebelles. M. Gorbatchev, dont la popularité se dégrade et qui doit, lui aussi, son poste à un Congrès peu représentatif, ne s'y est pas trompé, qui a condamné l'initiative de son rival : « Cela signifiait, en fait, la scission de l'Union », a-t-il dit, tout en laissant au « peuple de Russie » et aux députés le soin de décider.

DANIEL VERNET

Lire la suite et nos informations page 6

(1) « Estimez-vous indispensable le maintien de l'Union des Républiques soviétiques en tant que Fédération renouvelée de Républiques souveraines et égales en droit dans laquelle seront pleinement garantis les droits et libertés des personnes de toutes nationalités ? »

Les socialistes divisés sur les ventes d'armes

M. Fabius propose un contrôle des exportations

La question des ventes d'armes par la France, troisième exportateur mondial, divise les dirigeants socialistes. Au cours de la réunion, dimanche 17 mars, du courant de M. Fabius, l'ancien premier ministre a proposé un plan en quatre points pour mieux contrôler la fabrication et le commerce des armes. M. Rocard s'était lui-même prononcé récemment pour un contrôle international. En revanche, M. Védrine, porte-parole de M. Mitterrand, s'est élevé contre une « Sainte-Alliance » des pays développés, qui imposeraient leur loi aux autres dans ce domaine.



Les principes et les comptes, par PATRICK JARREAU
M. Fabius appelle les socialistes à « tirer les leçons idéologiques » de la guerre du Golfe, par PASCALE ROBERT-DIARD page 10
M. Rocard à la Réunion : lire les articles de JEAN-LOUIS ANDRÉANI ET D'ALIX DIJOUX page 9

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le complexe militaro-industriel en Europe

FRANCE : un système de relations fermé
GRANDE-BRETAGNE : entre des mains privées
Les économistes et la guerre
La chronique de Paul Fabra :
« Un point de vue bien optimiste sur l'économie américaine » pages 19 à 22

Le Koweït dans le coma

Rien ne fonctionne correctement dans l'émirat libéré.

La vie quotidienne est dominée par la confusion, l'amertume et la colère

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

« Vous mentez ! » L'accusation a claqué comme un coup de fouet. Le ministre de l'électricité et de l'eau vient d'annoncer que le courant ne sera probablement pas rétabli avant trois semaines, les travaux se révélant plus difficiles que prévu. Dans la salle, le silence se fait lourd.

« Le 9 mars, il y a exactement une semaine, poursuit l'intervenant en colère, vous nous aviez promis l'électricité avant dix jours. Nous sommes aujourd'hui le 16 mars. Les gens espèrent le courant et l'eau pour le ramadan. Et maintenant vous nous parlez de trois semaines ! Pourtant, nous vous avions informé, avant même la libération, de l'ampleur des dégâts. Qu'avez-vous fait ? »

Le ministre, décontenancé, marmonne des explications confuses, puis repart vite, la mine piteuse, tandis que son contradicteur, M. Fayçal Al-Marzoq, membre d'une des plus riches et des plus influentes familles koweïtiennes, donne à son tour une conférence de presse improvisée pour dénoncer l'incompétence du gouvernement. Colère, confusion, amer-

tume. Le ramadan a commencé à Koweït-Ville dimanche 17 mars dans une atmosphère tendue. Dix-neuf jours après la libération, l'économie du pays est toujours dans un état de coma avancé. Les commerces, les services, les banques, toutes les entreprises, toutes les administrations restent fermés. Dans le quartier de Salmiya, ancien cen-

tre des affaires, aujourd'hui totalement déserté, règne un silence pesant, comme dans ces villes mortes hantées seulement par des chats, familières aux amateurs de westerns.

VÉRONIQUE MAURUS

Lire la suite page 18

Lire également les articles de JEAN GUEYRAS

et de JACQUES ISNARD

pages 3 et 4

L'après-guerre du Golfe

Un débat entre Cornélius Castoriadis et Edgar Morin

page 2

La France et l'OTAN

Paris participera aux travaux du comité des plans de défense

page 8

Un maire centriste à Biarritz

M. Didier Borotra (CDS) l'a emporté largement sur M. Bernard Marie (RPR)

page 10

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 32

La vengeance des nations



"La nation, oui, mais sous le gouvernement de la raison".

Grasset

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 70 p.; Irlande, 80 p.; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 15 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA, 2 \$; USA (étranger), 2,50 \$.

DÉBATS

L'après-guerre du Golfe vue par Cornélius Castoriadis et Edgar Morin

Entre le vide occidental et le mythe arabe

Pour tirer quelques leçons de la guerre du Golfe, nous avons demandé à deux intellectuels, Cornélius Castoriadis et Edgar Morin, de confronter leurs points de vue. Le premier a surtout étudié les régimes totalitaires, le second a théorisé la complexité des sociétés modernes.

Avant d'entamer le débat, Edgar Morin a souligné que deux écueils guettent les intellectuels occidentaux : soit se croire propriétaires de la rationalité et ne voir autour d'eux qu'arriération, superstition, erreur ; soit au contraire tomber dans un pur masochisme et déclarer que les autres ont toujours raison. Faute de juste milieu entre les deux attitudes, il faut zigzaguer en s'aidant de l'auto-observation, voire de l'auto-critique. Pour traiter une réalité à la fois complexe et conflictuelle, on ne peut se satisfaire ni d'une causalité linéaire ni d'une pensée binaire opposant vrai et faux absolus, insiste Edgar Morin. Comme le montre l'affrontement israélo-arabe, le Moyen-Orient est traversé par des causalités « en boucle » où l'hostilité engendre l'hostilité, la violence, la violence.

Cornélius Castoriadis a, de son côté, mis en avant son souci de relier les événements du Golfe à leurs antécédents historiques, notamment depuis la chute de l'Empire ottoman. Il a rappelé les responsabilités historiques de l'Occident, qui a armé l'Iran du Shah pour en faire le gendarme du Golfe, puis Saddam Hussein, tout en favorisant le maintien sur place de régimes « médiévaux ». La situation d'arriération politique des pays arabes et la politique de puissance des Occidentaux, dans laquelle Israël a joué le rôle d'un pion avancé, nourrissent son pessimisme sur le devenir de la question israélo-palestinaise.

J.-M. C.

Cornélius Castoriadis : La décision de faire la guerre méprisait royalement les facteurs à long terme, à savoir le risque que se creuse davantage le gouffre culturel, social, politique et imaginaire existant entre les pays occidentaux et le monde arabe.

Edgar Morin : Maintenant, nous pouvons établir une première rétrospective. Celle-ci s'est effectuée dans une région où tous les problèmes ne sont pas seulement solidaires, mais impliqués les uns aux autres et de multiples poids gordiens. C'est pourquoi j'ai pensé, avant et pendant la guerre, que la démarcation principale était non entre pacifistes et bellicistes, mais entre ceux qui voulaient dénouer ces nœuds gordiens et ceux qui ne

voulaient que frapper l'Irak saddamiste et éviter le problème palestinien.

Aujourd'hui le problème est de savoir si la guerre a tranché les nœuds gordiens, les a emmêlés davantage, ou si elle permet d'en dénouer les plus graves. Il est important que la guerre ait été courte, qu'elle n'ait employé ni les gaz ni le terrorisme, qu'elle ne se soit pas généralisée, qu'elle n'ait pas été jusqu'au bout puisque Bush n'a pas poussé jusqu'à Bagdad, et enfin qu'elle permette une réaction de rejet du peuple irakien à l'égard de Saddam Hussein. Cela a permis, à notre grand soulagement, d'éviter les catastrophes en chaîne qu'aurait suscitées une guerre longue et inexorable.

Mais cela ne suffit pas pour prendre la mesure de cette guerre. Qui aurait pu penser en 1919, après le traité de Versailles, que l'effet principal de la guerre de 14-18 serait non l'affaiblissement de l'Allemagne et la mise hors jeu de l'URSS, mais le déclenchement de ces deux puissances sous le signe du totalitarisme ? C'est seulement après 1933 qu'il est apparu que la Grande Guerre avait engendré des effets inverses de ceux recherchés par les vainqueurs. Aussi est-ce ce qui va advenir dans le futur qui va donner à la guerre du Golfe sa signification.

Ce futur dépend évidemment de la nouvelle situation qui va se dessiner au Moyen-Orient. Je crois que cette situation est d'ores et déjà modifiée par la responsabilité globale prise par l'Amérique dans toute la région après sa victoire. L'Amérique aujourd'hui n'est plus seulement le glaive d'un Occident en guerre froide dont le bastion oriental avancé est Israël. Elle tend à devenir responsable d'une pacification généralisée à l'égard de ses alliés arabes, européens, et à l'égard de l'ONU. C'est dans ce sens que, dès la fin des combats, Bush et Baker ont en fait établi le « dialogue » entre la question du Koweït et celle du Moyen-Orient qu'ils avaient refusé jusqu'alors.

« Jetez le Coran et achetez des vidéo-clips »

Et aujourd'hui, une chance existe qu'il y ait convergence des efforts pour résoudre le plus violent des problèmes, celui qui lie l'indépendance de la Palestine à la sécurité d'Israël, puisque c'est une idée commune aux Européens, c'est l'idée du plan Mitterrand du 15 janvier, c'est l'idée de l'URSS. En Israël même, la disparition de la menace irakienne, l'impossibilité de réaliser dans la conjoncture actuelle le rêve du Grand Israël qui chassera les Palestiniens de leurs terres, créent des conditions nouvelles pour accepter la liberté d'un peuple que l'État d'Israël a ghettoisé pendant toute la durée de cette guerre.

Enfin l'ONU, qui avait été éclip­sée au stade de l'attaque terrestre contre l'Irak, redéfini l'embryon d'instance internationale qui, après le 2 août 1990, s'était montré capable de réprimer la piraterie d'un État et pourrait se montrer apte à réguler les tensions internationales. Cela a dépendu de l'accord États-Unis-URSS, lequel a dépendu de la révolution anti-totalitaire entamée par Gorbatchev. Il est clair que si la contre-révolution triomphe en URSS, cela fragilise l'ONU, mais

nous sommes actuellement dans une éclaircie, dont nous ne connaissons pas la durée, propice à l'espoir et à l'action.

Cornélius Castoriadis : Je ne partage nullement la conception du rôle, même hypothétique, de l'ONU. Je ne pense pas que la situation d'accord entre l'URSS et les États-Unis, qui explique le comportement du Conseil de sécurité, soit l'état durable, normal, de la relation entre ces deux pays. Les Français et les Anglais continueront à s'aligner sur les États-Unis. Mais,



à terme, l'URSS n'a pas renoncé à être une grande puissance, pas plus que la Chine.

À présent, la question posée est celle du Moyen-Orient. L'unanimité du Conseil de sécurité y résistera-t-elle ? Tout le monde se rallie-t-il à la position des faucons américains et de la droite israélienne, qui verraient bien les Palestiniens partir en Jordanie ? Il y a Jérusalem. Il y a le problème kurde. Et qui voudra mettre en cause Hafez el-Assad ? S'il y a un accord, il risque de se faire une fois de plus sur le dos des Palestiniens et des Kurdes.

L'ONU, ce n'est jamais qu'un organe par lequel les grandes puissances traitent leurs différends. Elle a la même valeur que la Sainte-Alliance entre 1815 et 1848 ou le concert des puissances après le congrès de Berlin de 1878. Elle peut sembler agir aussi longtemps que valent des accords conjoncturels entre les puissances.

Mais, derrière tout cela, se pose la relation entre le monde islamique et l'Occident. D'une part, il y a la formidable mythologisation des Arabes par eux-mêmes, qui se présente toujours comme des éternelles victimes de l'Histoire. Or, s'il y a eu une nation conquérante, du VII^e au XI^e siècle, ce sont bien les Arabes. Les Arabes ne poussaient pas naturellement sur les pentes de l'Atlas au Maroc, ils étaient en Arabie. En Egypte, il n'y avait pas un seul Arabe. La situation actuelle est le résultat, d'abord, d'une conquête et de la conversion plus ou moins forcée des populations soumises ; puis de la colonisation des Arabes non par l'Occident, mais par leurs coreligionnaires, les Turcs, pendant des siècles ; enfin de la semi-colonisation occidentale pendant une période comparativement beaucoup plus courte.

« La laïcisation permet seule la démocratisation »

Et où en sont-ils politiquement, à l'heure actuelle ? Ce sont des pays où les structures du pouvoir, il y a soit archaïsme, soit un mélange d'archaïsme et de stalinisme. On a pris le pire de l'Occident et on l'a plaqué sur une société culturellement religieuse. Dans ces sociétés, la théocratie n'a jamais été secouée : le code pénal, c'est le Coran ; la loi n'est pas le résultat d'une volonté nationale, elle est sacrée. Le Coran lui-même n'est pas un texte révélé, c'est un texte humain, il est substantiellement divin. Cette mentalité profonde reste, et resurgit face à la modernité.

Or la modernité, ce sont aussi les mouvements émancipateurs qui se sont produits depuis des siècles en Occident. Il y a eu des luttes multiséculaires pour parvenir à séparer le religieux du politique. Un tel mouvement ne s'est jamais développé en Islam. Et cet Islam a deviné lui un Occident qui ne vit plus qu'en mangeant son héritage : il maintient un *status quo* libéral, mais ne crée plus des significations émancipatrices. On dit à peu près aux Arabes : jetez le Coran, et achetez des vidéo-clips de Madonna. Et, en même temps, on leur vend à crédit des Mirages.

S'il y a une « responsabilité » historique de l'Occident à cet égard, elle est bien là. Le vide de signification de nos sociétés, au cœur des

démocraties modernes, ne peut pas être comblé par l'augmentation des gadgets. Et il ne peut pas déloger les significations religieuses qui tiennent ces sociétés ensemble. La lourde perspective de l'avenir est là. L'effet de la guerre, c'est déjà, ce sera demain davantage l'accentuation de ce clivage rejetant les musulmans vers leur passé.

Il est d'ailleurs tragiquement amusant de voir aujourd'hui que, si Saddam Hussein tombe, il y a de grandes chances pour qu'il soit remplacé par un régime fondamentaliste chiite, c'est-à-dire celui que l'Occident s'est efforcé de combattre quand il s'est installé en Iran.

Edgar Morin : Avant la guerre, Jean Baudrillard avait démontré de façon logique que, de toute façon, il ne pouvait pas y avoir de guerre. Tu viens, à ton tour, de démontrer logiquement qu'il n'est pas possible de progresser, compte tenu de toutes les contradictions qui sont à l'œuvre, etc. Heureusement que la vie n'est pas à la logique, ce que tu sais fort bien. Il y a de toute façon une nouvelle conjoncture mondiale qui peut-être permettra d'échapper au cycle infernal.

Mais venons-en au fond.

Au premier degré, on voit des masses maghrébines exaltées prendre un asservissement pour un libérateur. C'est vrai. Mais ce n'est pas un trait arabe ou islamique : nous l'avons vécu chez nous, ne serait-ce que l'idolâtrie pour Staline ou Mao, qui n'est pas si ancienne. Nous avons connu les hystéries religieuses, nationalistes et messianiques. Mais aujourd'hui nous pénisons l'ouest-européen vit une période de basses eaux mythologiques. Nous n'avons plus de gigantesques espérances. Alors nous croyons, dans cet état peut-être provisoire, que les passions et les fanatismes sont le propre des Arabes.

« Une fraternité humaine »

A un degré plus élevé, nous pouvons regretter que la démocratie n'arrive pas à s'implanter hors de l'Europe occidentale. Mais il suffit de penser à l'Espagne, à la Grèce, à l'Allemagne hier nazie, à la France elle-même pour comprendre que la démocratie est un système difficile à enraciner. C'est un système qui se nourrit de diversité et de conflits tant qu'il est capable de les réguler et de les rendre productifs, mais qui justement peut être détruit par les diversités et les conflits. La démocratie n'a pu s'implanter dans le monde arabo-islamique tout d'abord parce que celui-ci n'a pu accomplir le stade historique de la laïcisation, qu'il portait sans doute en germe du VIII^e au XIII^e siècle, mais que l'Occident européen a pu enlever, lui, à partir du XVI^e siècle. La laïcisation, qui est le recul de la religion par rapport à l'État et la vie publique, permet seule la démocratisation.

Même dans les pays arabo-islamiques où il y eut des mouvements laïcistes puissants, la démocratie a semblé une solution faible par rapport à la révolution, qui permettait l'émancipation à la fois à l'égard du passé religieux et à l'égard de l'Occident dominateur. Or la promesse de la révolution nationaliste comme celle de la révolution communiste était en fait l'une et l'autre des promesses religieuses, l'une apportant la religion de l'État-Nation, l'autre celle du salut terrestre.

Enfin, n'oublions pas que le message laïque d'Occident arrivait en même temps que la domination impérialiste et la menace d'homogénéisation culturelle, de perte d'identité, qu'apportait notre développement techno-industriel sur le reste du monde.

Alors, la résistance de l'identité menacée, obligée de s'accrocher au passé fondateur autant qu'au futur émancipateur, c'est trouvée récemment accrue par un phénomène capital qui s'est aggravé dans les années 80 : l'écroulement du futur émancipateur. Cette perte du futur, nous l'avons nous-mêmes subie : nous avons perdu l'avenir « progressif » promis par le développement de la science et de la raison, qui ont révélé de plus en plus leurs ambivalences, et nous avons perdu l'avenir « radieux » du salut terrestre, qui s'est définitivement écroulé avec le mur de Berlin.

Quand le futur se perd, que reste-t-il ? Le présent, le passé. Nous ici, tant qu'on consomme, on vit aujourd'hui le jour dans le présent. Eux, qui peuvent-ils consommer du présent ? Que leur ont apporté les mirifiques recettes de développement, modèle occidental ou modèle soviétique ? Du sous-développement. Alors, quand il n'y a plus de futur et que le présent est malade, il reste le passé.

C'est pourquoi, les formidables poussées de fondamentalismes ne

doivent pas être vues comme une retombée des pays arabes sur eux-mêmes, un soulèvement qui s'effondre. Elles sont les produits d'une boucle historique où la crise de la modernité, c'est-à-dire du progrès, suscite elle-même ce fondamentalisme.

Tu parles justement du problème du sens. Pour nous, l'histoire n'a plus un sens télégué. Pour nous les anciennes certitudes sont très malades.

Jusqu'à présent, on a toujours



considéré que l'être humain avait besoin de certitudes pour vivre. Lorsque les grandes religions porteuses de certitudes ont décliné, d'autres certitudes rationalistes, scientistes ont apporté l'assurance du progrès garanti. Pouvons-nous imaginer une humanité qui accepte l'incertitude, l'interrogation, avec tout ce que cela comporte de risques d'angoisse ? Il faudrait certainement une très grande mutation dans notre mode d'être, de vivre, de penser.

C'est pourtant notre nouveau destin. Mais cela ne signifie pas que nous puissions vivre sans certitudes, sans mythes, sans espérances, à condition que nous sachions que nos mythes et nos espérances relèvent, comme le savait Pascal, de la foi religieuse, du pari. L'enracinement, nous devons l'opérer de façon nouvelle dans l'espace et dans le temps. Nous devons non pas vivre dans le présent au jour le jour, mais nous ressourcer dans le passé (« l'héritage que tu tiens de tes pères », dit Goethe, il te faut le reconquérir), et nous devons nous projeter dans un futur non plus promis, mais voulu. Notre espérance, c'est de vouloir sortir de l'âge de fer planétaire. Notre mythe, c'est celui de la fraternité humaine qui s'enracine dans notre terre-patrie.

Nous sommes en un nouveau commencement, et c'est dans ce sens que je crois qu'il est possible de donner vie à l'embryon onusien, comme de tenter de désamorcer ce qui demeure la poudrière du monde dans cette zone de fracture entre Orient et Occident, entre les trois religions monothéistes, entre la religion et la laïcité, entre le modernisme et le fondamentalisme et finalement entre un progrès d'humanité et la grande régression.

Cornélius Castoriadis : Il me paraît clair que la situation mondiale est intolérable et intenable,

que l'Occident actuel n'a ni les moyens ni la volonté de la modifier essentiellement et que le mouvement émancipateur y est en panne. Il me paraît tout aussi clair que pour faire, il faut vouloir. Encore faut-il voir la réalité en face. Quand Edgar Morin évoque le problème d'identité, c'est en fait celui du sens, qui confère une identité au croyant : je suis un bon musulman, un bon chrétien, ou même un mauvais chrétien, car, même en tant que mauvais chrétien, je suis quelque chose de défini.

Nous sommes fils de... mais nous sommes aussi ceux qui visons à... C'est-à-dire, nous avons un projet qui n'est plus le paradis sur Terre, qui n'est plus ni messianique ni apocalyptique, mais qui dit quelque chose sur ce vers quoi nous allons. C'est cela qui manque à l'Occident aujourd'hui. La seule poussée de ces sociétés est la poussée vers la richesse et la puissance nues.

Parentèse : on sait que les Arabes ont été pendant toute une période plus civilisés que les Occidentaux. Puis, disparition. Mais ce qu'ils ont capté de l'héritage de l'Antiquité n'a jamais été d'ordre politique. La problématique politique des Grecs, fondamentale pour la démocratie, n'a fécondé ni les philosophes ni les sociétés arabes. Les communes européennes attachent les libertés communales à la fin du X^e siècle. Il ne s'agit pas de « juger » les Arabes : on constate qu'il a fallu dix siècles à l'Occident pour dégager, tant bien que mal, la société politique de l'emprise religieuse.

Je terminerai par une remarque presque anecdotique. George Bush, avant la guerre, était considéré comme un faiblard par ses concitoyens. Maintenant, c'est un héros. Mais l'Amérique va se retrouver immédiatement devant ses vrais problèmes internes devant lesquels M. Bush sera impuissant. La crise de la société américaine va continuer, avec la déstructuration des cités, les déchirements sociaux, et tout le reste que l'on connaît. Et c'est aussi ce qui commence à se produire en Europe, et qui s'aggrave aussi longtemps que les peuples resteront engourdis et apathiques.

Edgar Morin : Notre société continue cahin-caha. Tous les processus nous conduisent vers une grande crise de civilisation. Régressons-nous ou progressons-nous ? Une fois de plus, attendons-nous à l'instantané. Sauvons au moins en nous le trésor le plus précieux de la culture européenne : la rationalité critique et autocritique.

Cornélius Castoriadis : Quand les Grecs, déjà dans leur décadence, ont conquis l'Orient, celui-ci a été hellénisé en quelques décennies. Quand Rome a conquis le monde méditerranéen, elle l'a romanisé. Quand l'Europe a joué le même rôle, elle n'a pas su influencer en profondeur les cultures locales. Elle les a détruites sans les remplacer.

Ce qui reste aujourd'hui comme héritage défendable de la création européenne et comme germe d'un avenir possible, c'est un projet d'autonomie de la société, qui se trouve dans une phase critique. C'est notre responsabilité de le faire revivre, avancer et féconder les autres traditions.

COURRIER

Le « juif » des nations ?

Pourquoi devons-nous rappeler sans cesse ce fait intangible ? Israël serait-il le « juif » des nations ? Son existence et sa sécurité seront l'assurance-vie du futur État palestinien, dont les pires adversaires pourraient être, finalement, les pays arabes eux-mêmes.

Nous devons, dès aujourd'hui, penser à l'avenir. Ensemble, nous pourrions mettre en place notre système D : dialogue, démocratie, démocratisation, développement.

Le dialogue : Israël et les Palestiniens doivent discuter directement, sans intermédiaires, car qui mieux que ceux qui se font face depuis quarante-cinq ans peut dialoguer sans arrière-pensées. Il vous appartiendra alors de désigner démocratiquement vos représentants.

La démocratie : il appartient aux peuples arabes de revendiquer dans leurs pays cette richesse incommensurable qu'est la démocratie. Ils auront ainsi la clé de la modernité, donc de l'éducation, du développement économique, de l'éman-

cipation, c'est-à-dire de la reconnaissance universelle.

La démocratisation : ne peut-on imaginer cette région sans armes, où les colossales ressources en matières premières et matière grise permettraient d'investir dans le développement au profit des peuples et non celui des marchands de canon ? Ne peut-on imaginer un pacte de sécurité collective, où les stocks d'armes seraient considérablement diminués en contrepartie d'un obligatoire accord de paix ?

Le développement : une fois l'état de guerre disparu, le choc salutaire que représenteraient la culture arabe et le savoir-faire israélien serait un exemple pour toutes les nations voulant enfin trouver une issue à leur dénuement économique et social.

Il est grand temps, aujourd'hui, de prendre conscience de ces réalités historiques. Il nous appartient donc à nous, Juifs et Arabes, de contredire cette maxime de Blaise Cendrars : « C'est dans ce que les hommes ont de plus en commun qu'ils se différencient le plus ».

LAURENT AZOULAI,
Secrétaire général
de Socialisme et Judaïsme.

La situation à l'intérieur de demeure toujours aussi insaisissable, mais des informations, non confirmées de sources indépendantes, font état de massacres et du retour des insulaires vers le Chant-el-Arab, qui que la frontière avec l'Irak.

Si les Kurdes semblaient toujours position de force dans le Nord, revanche la garde républicaine rétrogressivement le contrôle de la pays et notamment des villes de Bagdad, Najaf et Karbala.

Des insurgés irakiens affrontent troupes de Bagdad ont tué au moins milliers de personnes, femmes et en-

de « r

Dans son premier discours à la nation depuis la débâcle de ses troupes face aux forces alliées, le président Saddam Hussein a annoncé, samedi 18 mars, l'échec de l'insurrection chiite dans le sud de l'Irak et affirmé que le soulèvement des Kurdes, dans le nord du pays, subissait la même sort.

M. Saddam Hussein, pas semblant calme et maître de lui, a déclaré à propos de l'insurrection de Bagdad : « des bandes de traitres irakiens se sont infiltrés de l'étranger, porteurs de faux [papiers] d'identité, pour perpétrer [des actes] de destruction, de subversion et de pillage dans plusieurs villes et villages du sud de l'Irak... ».

assurés en cela par des hommes incontrôlés qui sont allés à Bassorah, Amara, Nasiriyah, Karbala, Moukhalis et Hilla... Évoquant une telle situation,

Comme si

Le 9 juin 1967, assurant l'entière responsabilité de la défaite de la guerre de six jours, le président Nasser avait annoncé publiquement qu'il se retirait de la vie publique pour redevenir un simple citoyen. Nul ne mit en doute sa sincérité et il revint le lendemain sur sa décision, ce fut en réaction à des manifestations populaires spontanées et incontrôlées qui s'étaient produites dans l'ensemble des villes de l'Egypte.

Le président Saddam Hussein est-il encore besoin de la soulever ? - n'est pas Nasser. Il n'a pas été le lapon de la déconfiture de son aventure koweïtienne et malgré sa naïveté et la défaite de son pays, il est personnellement responsable. Il s'accroche désespérément au pouvoir. Dans son discours de samedi, il s'est non seulement abstenu de toute autocritique mais n'a même pas prononcé le nom du Koweït, comme si l'Irak avait été victime d'une agression totalement injustifiée de la part de troupes pays coalisés sous la direction des États-Unis.

Il est décidé à maintenir sa dictature personnelle comme si rien ne s'était passé depuis le 2 août dernier. Pour lui, l'insurrection du Sud et la rébellion kurde du Nord sont le résultat de l'action « d'éléments hémorrhagiques et de criminels à la solde de l'étranger » en l'occurrence « l'ennemi atlantiste » et l'Irak l'idée qu'elles expriment la réaction d'un peuple depuis vingt ans privé

ISRAËL

Prison du ma

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ami Popper, le jeune Israélien qui a tué sept Palestiniens en mai dernier à Rishon le Zion, près de Tel-Aviv, a été condamné sept fois à la prison à vie. La sentence a été rendue, dimanche 17 mars, par un tribunal de Tel-Aviv, qui a jugé qu'il s'agissait d'« un des crimes les plus sérieux jamais commis en Israël ».

Le 20 mai 1990, en début de matinée, Ami Popper (vingt-deux

Philippe Jurgensen

Dans un style très direct (...) voici enfin un ouvrage clair et synthétique sur l'audacieuse construction monétaire européenne.

ECU

Libération

L'auteur présente la monnaie commune européenne l'Ecu sans faire pour autant un épique traité technique.

Le Monde

Philippe Jurgensen fait utilement le point sur l'ensemble du sujet.

La Tribune de l'Expansion

198 F

348 p.

ETRANGER

La situation en Irak

Les résistants chiites reflueraient vers l'Iran

La situation à l'intérieur de l'Irak demeure toujours aussi incertaine, mais des informations, non confirmées, de sources indépendantes, font état de massacres et du reflux des insurgés chiites vers le Chat-el-Arab qui marque la frontière avec l'Iran.

Si les Kurdes semblaient toujours en position de force dans le Nord, en revanche la garde républicaine reprendrait progressivement le contrôle du sud du pays et notamment des villes de Bassorah, Nadjaf et Karbala.

Des insurgés irakiens affirment que les troupes de Bagdad ont tué au napalm des milliers de personnes, femmes et enfants

dont les corps jonchaient une grande route dans le sud de l'Irak. La presse de Bagdad fait état de son côté, photographies à l'appui, de massacres dans deux villes du Sud, où l'on pouvait voir les cadavres de centaines de personnes qui auraient été tuées par des insurgés.

Selon des résistants irakiens, la garde républicaine a contraint les rebelles à quitter leurs positions autour de Bassorah et à refluer vers les rives du Chat-el-Arab. Des hélicoptères de l'armée irakienne auraient ensuite pénétré les positions des rebelles. Les opposants ont toutefois ajouté qu'ils recevaient des renforts de la part de compatriotes basés en Iran et qui traversent le fleuve à bord de petites embarcations. Les rebelles reconnaissent que la machine

militaire irakienne demeure toujours puissante et ont appelé les Etats-Unis à les soutenir et à les débarrasser du président irakien.

Des dirigeants de l'opposition irakienne à Damas ont démenti dimanche les affirmations du président Saddam Hussein qui avait annoncé la veille l'écrasement du soulèvement dans le sud de l'Irak. Selon ces dirigeants, la majorité des villes irakiennes sont aux mains des rebelles.

L'un d'eux a déclaré que les insurgés marchaient sur Bagdad. L'écrasement du soulèvement dans le sud irakien annoncé par Saddam Hussein est « aussi vrai que sa prétendue victoire contre les alliés dans la Mer des batailles », a déclaré M. Jalal

Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). A Téhéran, le guide de la République islamique, M. Ali Khamenei, a déclaré que lundi serait jour de « deuil national en mémoire des morts en Irak et en raison de l'attaque contre les lieux saints de Nadjaf et de Karbala ». Le gouvernement de Téhéran a rejeté les « allégations irakiennes sur son implication dans les troubles en Irak » et a réaffirmé que « la seule voie du salut de ce pays passe par la soumission du gouvernement irakien à la volonté de son peuple ».

A Bagdad, la radio a fait état d'une visite du premier vice-premier ministre irakien, M. Taha Yassin Ramadan à Nadjaf, que les insurgés affirment contrôler.

Elle a ajouté que le vice-président du Conseil de commandement de la révolution, M. Izzat Ibrahim, s'est rendu dans la province septentrionale de Taamime, dont la ville pétrolière de Kirkouk est la capitale. Pour la troisième fois en deux semaines, les autorités irakiennes ont accordé samedi un nouveau délai de grâce aux déserteurs, réfractaires et absenteistes de l'armée pour qu'ils regagnent leurs unités avant le mercredi 20 mars.

D'autre part, l'ambassadeur de Chine en Irak a regagné, vendredi, son poste à Bagdad. Il est le premier diplomate étranger évacué de la capitale irakienne, avant le déclenchement de la guerre du Golfe, à y être revenu. (AFP, AP, Reuters)

Le président irakien a menacé de « régler le compte » des rebelles kurdes

Dans son premier discours à la nation depuis la défaite de ses troupes face aux forces alliées, le président Saddam Hussein a annoncé, samedi 16 mars, l'écrasement de l'insurrection chiite dans le sud de l'Irak et a affirmé que le soulèvement des Kurdes, dans le nord du pays, subirait le même sort.

M. Saddam Hussein, qui semblait calme et maître de lui, a déclaré à propos de l'insurrection du Sud que « des bandes de traitres criminels se sont infiltrées de l'étranger, porteurs de faux (fausses) identités irakiennes pour perpétrer (des actes) de destruction, de subversion et de pillage dans plusieurs villes et villages du sud de l'Irak (...), assistés en cela par des éléments incontrôlés qui sont allés à Bassorah, Amara, Nassirya, Karbala, Nadjaf et Hillah ». Evoquant ensuite implicite-

ment le rôle joué par l'Iran dans cette insurrection, il a dit : « Nous ressentons tous de l'amertume (...), nous ne nous attendions pas que des voisins avec lesquels nous avons tenté d'établir une paix honorable et d'ouvrir un nouveau chapitre de bon voisinage (...) laissent leur territoire servir de base pour faire du tort et commettre une telle trahison contre l'Irak... ». Evoquant le danger de « fragmentation » de son pays, M. Saddam Hussein a ajouté : « Cela signifie l'entrée dans un sombre tunnel, similaire à celui dans lequel le Liban est entré, ou même pire. Nous avons évité les troubles dans les villes du sud (...) avec la détermination de la population et la coopération des gens bons et sages de l'ensemble de l'Irak, nous pouvons arracher ce qui reste des racines de la trahison et du sabotage ».

Sur le plan politique intérieur, M. Saddam Hussein a fait l'apologie des réalisations du parti Baas (au

pouvoir depuis 1968) et a affirmé que le régime irakien « n'est pas celui d'une confession ou d'une fraction unique ». Cependant, il a estimé que « la nouvelle étape doit être caractérisée par de nouvelles bases » dans la vie politique irakienne. Il a rappelé à cet égard le projet élaboré en 1989 pour une nouvelle Constitution fondée sur le multipartisme et dont l'application a été, selon lui, « annulée par les événements ».

« Notre décision de construire une société démocratique basée sur la Constitution, l'Etat de droit et le pluralisme politique est une décision décisive et irrévocable », a-t-il poursuivi. Il a également annoncé la formation prochaine d'un nouveau gouvernement, qui aura pour tâche de reconstruire le pays et d'engager le processus qui doit conduire au multipartisme. Ce processus devra, selon lui, inclure un référendum dont il n'a pas précisé la date. Le président Saddam Hussein

a consacré une grande partie de son allocution aux Kurdes. Il a déclaré que les auteurs de troubles dans le nord du pays étaient les mêmes que ceux qui avaient soutenu la rébellion kurde de 1970-1975 dirigée par Moustapha Barzani. « Ils répètent la même erreur fatale et la même trahison (...), a-t-il déclaré. Leur sort sera le même que celui de leurs prédécesseurs. J'espère que ces aventuriers téméraires au nom des dirigeants irakiens, leur dis : n'ayez pas d'illusions, parce que l'Irak, malgré les pertes causées par l'agression, sera capable de l'aide de Dieu de régler leur compte (...) à ceux qui exploitent les difficultés du pays. Notre peuple kurde doit se souvenir de ces faits fondamentaux ».

« Les Kurdes, a-t-il ajouté, sont présents en nombre encore plus grand en Turquie, en Iran, en Syrie et en Union soviétique. Ces pays ne le permettront jamais », faisant ainsi allusion à une éventuelle indépendance du Kurdistan. (AFP, Reuters)

La rencontre américano-britannique des Bermudes

MM. Bush et Major estiment qu'un cessez-le-feu définitif avec l'Irak ne sera pas signé rapidement

Le président américain George Bush et le premier ministre britannique M. John Major, qui se sont rencontrés samedi 16 mars aux Bermudes, ont affirmé qu'ils ne voulaient pas reprendre la guerre contre l'Irak. Toutefois, refusant au président Saddam Hussein toute « crédibilité », ils ont posé des conditions sévères pour la conclusion d'un cessez-le-feu définitif.

« Je vois difficilement une situation où nous aurions des relations normales avec Saddam Hussein toujours au pouvoir. Sa crédibilité est nulle, zéro », a déclaré le président George Bush lors d'une conférence de presse aux Bermudes, à l'issue de quatre heures d'entretiens avec le premier ministre britannique John Major. Cette déclaration est intervenue juste après que le président irakien ait promis dans un discours des réformes démocratiques en Irak et mis en garde contre une partition de son pays. M. Bush a souligné que des réformes démocratiques seraient bienvenues, mais que les alliés attendaient de l'Irak qu'il se plie à leurs conditions.

Tant M. Bush que M. Major ont souligné que les alliés n'avaient pas l'intention de reprendre les combats. Des forces alliées occupent le sud de l'Irak depuis la fin de la guerre se sont redéployées plus au nord alors que Washington accusait l'Irak de violer les conditions de la cessation des hostilités en vigueur en utilisant des hélicoptères contre les rebelles irakiens.

« Personne d'entre nous ne veut envoyer des forces à Bagdad. (...) »

Nous ne tentons pas d'accroître les chances de nouvelles actions militaires », a assuré M. Bush. Mais il n'a rien voulu « exclure » et a clairement mis en garde l'Irak contre toute violation des termes de la cessation des hostilités. « Ils connaissent les règles de base et doivent les respecter », a dit M. Bush. « Ce qu'ils ont à faire est très clair », a renchérit M. Major en indiquant qu'un cessez-le-feu définitif ne serait pas signé rapidement. MM. Bush et Major ont ensuite exposé certains des termes qu'ils envisagent pour un cessez-le-feu définitif. Le premier ministre britannique a souligné qu'il faudrait une supervision de la destruction des armes chimiques irakiennes, une « reconnaissance sans ambiguïté et permanente » du Koweït par l'Irak, l'utilisation de revenus pétroliers irakiens pour compenser les pertes koweïtiennes.

MM. Bush et Major ont en outre réaffirmé leur volonté d'œuvrer en coopération pour trouver une solution de paix au Proche-Orient. A cet égard, le président américain a répété qu'une conférence internationale pourrait être utile, mais a souligné que ce ne serait pas le cas actuellement.

Enfin, à son retour aux Etats-Unis, M. George Bush a participé dimanche, à Sumner, en Caroline du Sud, aux cérémonies d'accueil de soldats qui rentraient du Golfe et les a remerciés d'avoir libéré « l'Amérique d'elle-même et de ses doutes » en faisant une nouvelle allusion au cessez-le feu du Vietnam. (AFP, Reuters)

Comme si rien ne s'était passé...

par Jean Gueyras

Le 9 juin 1987, assumant l'entière responsabilité de la défaite de la guerre de six jours, le président Nasser avait annoncé publiquement qu'il se retirait de la vie publique pour redevenir un simple citoyen. Nul ne mit en doute sa sincérité et, s'il revint le lendemain sur sa décision, ce fut en réaction à des manifestations populaires spontanées et incontrôlées qui s'étaient produites dans l'ensemble des villes de l'Egypte.

Le président Saddam Hussein est-il encore besoin de le souligner ? - n'est pas Nasser. Il n'a pas tiré leçon de la déconfiture de son aventure koweïtienne et malgré la ruine et la défaite de son pays dont il est personnellement responsable, il s'accroche désespérément au pouvoir. Dans son discours de samedi, il s'est non seulement abstenu de toute autocritique mais n'a même pas prononcé le nom du Koweït, comme si l'Irak avait été victime d'une agression totalement injustifiée de la part de trente pays coalisés sous la direction des Etats-Unis.

Il est décidé à maintenir sa dictature personnelle comme si rien ne s'était passé depuis le 2 août dernier. Pour lui, l'insurrection du Sud et la rébellion kurde du Nord sont le résultat de l'action d'« élites haïssables et de criminels à la solde de l'étranger » en l'occurrence « l'ennemi atlantiste » et l'Iran. L'idée qu'elles expriment la réaction d'un peuple depuis vingt ans privé

de parole et de liberté, ne semble pas effleurer son esprit.

Si l'est vrai que, malgré toutes les belles assurances du président irakien Rafsanjani, l'Iran a encouragé l'insurrection du Sud, celui-ci n'était pas à l'origine de la rébellion. Les gesticulations et les déclarations plus ou moins irresponsables de l'odjatoleslam Mohamed Bakr El Hakim, un homme totalement inféodé à Téhéran, sur le caractère islamiste du mouvement, n'ont servi qu'à donner un label iranien à une insurrection purement irakienne contre un régime haï.

Le couplet sur la démocratie

En réalité, si Saddam Hussein, comme il le prétend, a réussi à écraser la rébellion du Sud, il le doit d'abord et avant tout à la relative passivité des « alliés » et surtout des Etats-Unis, qui, à part quelques déclarations verbales tardives hostiles au maintien au pouvoir du président irakien, se sont soigneusement abstenus de toute initiative qui aurait pu précipiter sa chute.

Il se confirme qu'en attendant l'apparition d'un homme fort providentiel les coalisés préfèrent un régime baasiste aux abois, prêt à toutes les concessions pour survivre, à une coalition de l'opposition irakienne. Cette dernière vient, lors d'une réunion à Beyrouth, de mettre en vedette ses divergences, démontrant qu'elle a le sens des responsabilités

et qu'elle constitue la seule solution de rechange démocratique possible.

Tout semble confirmer que, parmi les objectifs de l'opération « Tempête sur le désert », ne figurait pas le rétablissement de la démocratie, ni au Koweït, ni en Irak, ni dans les autres pays du Golfe. La peur d'intérêt accordé par les « alliés » à la conférence de Beyrouth est à cet égard révélateur. En revanche, Saddam Hussein semble avoir pris très au sérieux la « menace démocratique » brandie par ses opposants en exil.

D'où le couplet sur la démocratie entonné dans son discours à la nation. Une vieille rengaine qui ne convaincra personne. Lorsqu'il évoque le projet élaboré en 1989 d'une nouvelle Constitution fondée sur le multipartisme et dont l'application a été, selon lui, « annulée par les événements », c'est-à-dire par l'occupation du Koweït, il oublie tout simplement de préciser que ce projet, comme tant d'autres, avait été jeté à la poubelle bien avant le 2 août 1990.

Celui-ci ne constituait en effet qu'une parodie de démocratie qui institutionnalisait les pouvoirs du Saddam Hussein en maintenant en place les structures du parti Baas élargi par l'addition de « compagnons de voyage » obéissants et soumis.

ISRAËL : sept Palestiniens tués en mai dernier

Prison à vie pour le responsable du massacre de Rishon le Zion

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Ami Popper, le jeune Israélien qui a tué sept Palestiniens en mai dernier à Rishon le Zion, près de Tel-Aviv, a été condamné sept fois à la prison à vie. La sentence a été rendue, dimanche 17 mars, par un tribunal de Tel-Aviv, qui a jugé qu'il s'agissait d'« un des crimes les plus sérieux jamais commis en Israël ».

Le 20 mai 1990, en début de matinée, Ami Popper (vingt-deux

ans), armé d'un fusil automatique, avait fait arrêter au bord de la route une file de travailleurs palestiniens venant de Gaza, puis avait ouvert le feu pendant de longues minutes, prenant le temps de changer quatre fois de chargeur. Sept hommes ont été tués, une dizaine d'autres blessés.

Dès la nouvelle connue dans les territoires occupés, en Cisjordanie comme à Gaza, des affrontements très durs avaient eu lieu avec l'armée : six manifestants étaient tués par balles et au moins une centaine

d'autres blessés. La défense a fait valoir que le jeune Israélien souffrait de troubles mentaux après avoir été sexuellement agressé par des Palestiniens alors qu'il était adolescent. Il aurait agi sous le coup d'une dispute avec sa fiancée. Mais le tribunal ne lui a reconnu aucune circonstance atténuante et a dénoncé « un crime horrible, répugnant et terrible ». La sentence a été accueillie avec satisfaction dans les milieux judiciaires palestiniens.

Al. Fr.

POINTS ACTUELS

Philippe Meyer Ca n'est pas pour me vanter...	Christian Bachmann Anne Coppel La drogue dans le monde Hier et aujourd'hui	Marguerite Gentzbittel Madame le proviseur
Points Actuels	Points Actuels	Points Actuels
Jean Lacouture Enquête sur l'auteur	Gilles Kepel Les banlieues de l'Islam Nouriel Khouri et al.	Points Actuels
Points Actuels	Points Actuels	Points Actuels
Charlie Bauer Fractures d'une vie Portrait de Robert Doisneau	Points Actuels	Points Actuels

E DITIONS DU SEUIL

PROCHE-ORIENT

Le bilan de la tournée du secrétaire d'Etat américain et l'avenir de la région

M. James Baker estime que la crédibilité des Etats-Unis a été « renforcée »

A l'issue de son voyage de dix jours dans les capitales du Proche-Orient et à Moscou, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, qui était interrogé dimanche 17 mars par la chaîne de télévision ABC, a déclaré que les Etats-Unis n'avaient pas les rebelles irakiens mais qu'ils espéraient que le président Saddam Hussein abandonnerait le pouvoir ou serait renversé. Enfin, M. Baker s'est dit « encouragé » par sa mission exploratoire à rechercher l'ouverture de négociations directes entre Israéliens et Palestiniens.

WASHINGTON
correspondance

S'adressant aux journalistes qui l'interrogeaient sur la chaîne ABC, dimanche 17 mars, M. James Baker s'est déclaré suffisamment

« encouragé » par ses entretiens avec des leaders arabes et Israéliens pour leur faire maintenant des propositions concrètes. Après cette mission exploratoire de dix jours au Proche-Orient et à Moscou, d'où il est rentré via la Turquie samedi, le secrétaire d'Etat, faisant preuve d'un optimisme prudent, estime nécessaire de mettre au pied du mur les dirigeants de la région afin de déterminer s'ils sont en mesure de confirmer publiquement les promesses encourageantes exprimées en privé.

Les événements des dernières semaines, a-t-il en substance M. Baker, ont « renforcé la crédibilité des Etats-Unis » dans la région, ce qui permet à la diplomatie américaine de jouer un rôle déterminant de catalyseur pour la recherche de solutions aux difficiles problèmes de la région.

A son avis, les pays arabes, l'Union soviétique et Israël sont plus intéressés que jamais à trouver un règlement durable des conflits : « De mes discussions, je

tire l'impression que les parties au conflit cherchent maintenant à se réconcilier ». M. Baker estime avoir établi les fondements nécessaires à la poursuite de la négociation. « Il y a encore beaucoup à faire, mais je suis satisfait de la rapidité avec laquelle des fondements se sont cimentés », a-t-il ajouté.

Dans l'entourage du secrétaire d'Etat, on rappelle qu'au départ de ce long processus de négociation les parties devraient accomplir des gestes propres à créer la confiance. Par exemple la réouverture des universités palestiniennes, l'arrêt de l'installation des colons dans les territoires occupés, encourageaient les pays arabes à faire des concessions.

Un dialogue et une négociation entre Israël et les Palestiniens sont possibles, a déclaré M. Baker, en évitant soigneusement de préciser quels seraient les représentants des Palestiniens. Il n'a pas exclu spécifiquement la participation de l'OLP à cette organisation « faisant la preuve » qu'elle était un parte-

naire « adéquat » et prenait des mesures qu'il s'est abstenu de définir.

Mais ses propos étaient immédiatement contredits par M. Ebad Olmert, ministre israélien de la Santé, qui s'est exprimé dimanche au meeting annuel du puissant lobby juif de l'AIPAC (American Israel public affairs committee). M. Olmert a rappelé que son pays était prêt à tout négocier, y compris l'avenir du plateau du Golan avec la Syrie, mais a exclu totalement une discussion avec l'OLP. « Nous espérons a-t-il ajouté, que nos amis ne se contenteront pas de suspendre leurs conversations mais rejeteront complètement l'organisation terroriste, qui n'a pas sa place dans une entreprise de paix ».

« Nous ne voulons pas d'un nouveau Liban »

Enfin, M. Baker a répété que les Etats-Unis voulaient maintenir l'intégrité territoriale de l'Irak. « Nous ne voulons pas d'un nouveau

Liban », a-t-il dit, en répétant que les Etats-Unis n'avaient pas les rebelles d'Irak. M. Baker a toutefois noté que les restrictions imposées à Bagdad par Washington dans le cadre du cessez-le-feu pourraient avoir pour effet secondaire d'aider les rebelles.

A cet égard, le secrétaire d'Etat a annoncé que Washington avait repoussé une demande de l'Irak qui souhaitait pouvoir faire voler ses avions militaires à l'intérieur du territoire national. Des officiers américains et irakiens se sont d'ailleurs rencontrés dimanche à Safwan, en Irak, pour débattre de ce problème. « Nous avons dit non, a résumé M. Baker, la situation est dangereuse, nous avons des avions dans le coin et nous ne voulons pas voir d'appareils irakiens en vol ».

Enfin, comme on lui demandait son avis sur l'avenir politique de M. Saddam Hussein, M. Baker a exprimé l'espoir que le leader irakien abandonnerait le pouvoir ou serait renversé.

En attendant, le département

d'Etat espère dissuader l'Iran de profiter du vide créé dans la région. Cet espoir est entretenu par l'évolution qu'on décèle à Téhéran, où, dit-on, les modérés, à commencer par le président Rafsanjani, ont consolidé leurs positions. On a noté avec satisfaction que l'Iran avait observé ses engagements de droit international concernant les appareils irakiens ayant atterri sur son territoire.

D'autre part, l'annonce de la reprise imminente des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite entretient la conviction que les dirigeants iraniens sont davantage préoccupés par le rétablissement de leur situation économique que par la propagande islamique. Le climat paraît ainsi propice tout au moins à l'amélioration des relations entre Washington et Téhéran. Mais le sort des otages américains détenus au Liban reste le principal obstacle à une normalisation.

HENRI PIERRE

M. Arafat accepterait un « dialogue direct » avec Israël sous l'égide de l'ONU

M. Yasser Arafat accepterait l'idée d'un « dialogue direct » avec Israël « à condition » qu'il s'établisse « sous le drapeau des Nations-unies ». C'est ce que le président de l'OLP affirme dans un entretien publié, lundi 18 mars, par le Figaro.

M. Arafat, qui cite l'exemple de la Namibie, déclare notamment : « J'accepte de dialoguer avec les Israéliens en la présence des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à la table de négociation ». Il précise qu'il veut « une garantie » et « a besoin de la pression des cinq Grands sur Israël ».

« Je ne demande pas que les Israéliens acceptent l'idée d'un Etat

(palestinien) pour commencer à discuter avec eux », affirme M. Arafat, mais il estime qu'il serait « naïf » de ne pas y faire référence. « Je demande, dit-il, que la base des discussions soit les résolutions de l'ONU (...) Nous avons le droit de venir chacun à la table de négociations avec nos idées, nos revendications, aussi divergentes soient-elles, et de discuter », avec pour « arbitre », le Conseil de sécurité.

Arafat précise toutefois qu'il est opposé à ce que la délégation palestinienne soit composée de Palestiniens de l'intérieur, arguant que les Palestiniens « ont leur direction à l'extérieur ».

M. Joxe promet d'accroître le contingent des démineurs français dans l'émirat

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a annoncé le 16 mars à Koweït ville que le contingent de démineurs français serait renforcé par des spécialistes issus du 6^e régiment étranger du génie actuellement dans le sud de l'Irak. Il a également déclaré aux 410 démineurs présents que leur travail de « dépollution » de l'émirat faisait « l'admiration de tous ».

KOWEÏT-VILLE

de notre envoyé spécial

« On ne ramasse pas des champignons », dit le colonel Michel Monier-Vinard. Or alors, ce seraient de bien étranges champignons que les sapeurs du génie ou les commandos-marines qu'il commande ont découverts, depuis une quinzaine de jours, plantés là, dans le sable en bordure de mer, sur les trois kilomètres de la plage de Koweït-Ville. Des champignons noirs, verts ou beiges, dont certains ressemblent à des boîtes de conserves hérissées de petites antennes et qui sont autant de mines laissées par les Irakiens, avec des obus, des roquettes, des missiles anti-aériens ou des grenades anti-chars.

Venus indifféremment du Yémen, Jordanie, d'Union soviétique, de Chine, voire d'Arabie saoudite, cent tonnes de ces munitions ont déjà été récupérées dans les blockhaus irakiens construits, tous les trente à quarante mètres, le long du bord de mer entre le port de commerce et le port de plaisance de Koweït-Ville, pour s'opposer à un débordement de la coalition qui ne s'est pas produite.

De passage en Arabie saoudite à la fin de la semaine dernière (le Monde daté 17-18 mars), le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, en a profité, samedi 16 mars, pour faire un saut de puce en avion à Koweït-Ville. Il y a rencontré le cheikh Saad Al Abdullah al Salem al Sabah, prince héritier et premier ministre du Koweït, qui lui a relaté « la remise en route laborieuse, qui prendra du temps » de son émirat, saccagé par les troupes de M. Saddam Hussein. Mais surtout, M. Joxe avait tenu à dire aux 410 hommes du colonel Monier-Vinard, présents depuis le 28 février, que leur travail de « dépollution » faisait « l'admiration de tous », à commencer par celle des autorités locales qui réclament une aide accrue de démi-

neurs ou de médecins français. Un épais nuage sombre craché par les puits de pétrole en feu flotte au-dessus de Koweït-Ville, obscurcissant le ciel et irritant la gorge. « C'est fin bre », commente sagement M. Joxe en survolant les multiples incendies allumés par les Irakiens en déroute.

Sur la plage qui fait vingt kilomètres de long, en bordure de la route qui joint la mer, des sapeurs du 17^e régiment du génie parachutiste et des bérêts verts du commando « Hubert » de la marine nationale nettoient leur soufre, agenouillés devant les mines enfouies qu'ils doivent désamorcer avec des gestes précautionneux. « Il faut se concentrer sur le sujet », dit le jeune adjudant Patrice Hubert. On respire un bon coup avant et on s'approche parfois à moins d'un centimètre sans brutaliser la mine, pour la découvrir et voir, avec une sonde, si elle a été piégée par en-dessous avant de la désamorcer. Une manipulation précipitée, et c'est la mort du démineur.

Des couverts à poisson / dans les blockhaus

Des mines, les Irakiens en ont abandonné de tous les modèles et de toutes les couleurs derrière eux. En quinze jours, les hommes du colonel Monier-Vinard - on compte 150 démineurs professionnels sur les 410 soldats français à Koweït-Ville - en ont découvert et neutralisé plus de 5 000. Des mines anti-personnel italiennes, soviétiques ou tchécoslovaques, parmi elles, la plus dangereuse, la mine bondissante italienne Valmara 69, mortelle dans un rayon de dix mètres à cause de ses 480 grammes d'explosifs. Mais aussi des mines anti-chars chinoises et italiennes, essayées d'abord à l'intérieur des terres pour immobiliser les chenilles des blindés qui seraient venus à débarquer.

Après leur installation dans une ancienne école anglaise de Koweït-Ville dévastée par les Irakiens, les démineurs français ont, depuis le 1^{er} mars, déjà nettoyé onze ambassades - dont la représentation diplomatique française - et autant de palais gouvernementaux, huit centrales thermiques et soixante-douze bâtiments privés. Ils s'acharment sur la plage qui a été truffée d'explosifs. Une section de vingt-six hommes dépollue dans la journée jusqu'à 150 mètres de plage, mais il faut rélever les équipes toutes les vingt minutes tant, chez les spécialistes de « ce boulot sérieux et difficile », la tension est ordinairement à son maximum.

Un ministre annonce des élections avant un an

Les autorités koweïtiennes organisent des élections législatives dans un délai de six mois à un an, a déclaré, dimanche 17 mars, le ministre d'Etat aux affaires gouvernementales, M. Abdulrahman El Awadi. Il a précisé que la démocratisation de l'émirat interviendrait dès que les Koweïtiens en exil auraient regagné le pays et que la population aurait fait l'objet d'un nouvel enrégistrement.

Questionné sur le temps que cela prendrait, le ministre a répondu : « Peut-être six mois, au maximum un an, mais je ne pense pas que cela demande si longtemps ». « Il s'agit d'une obligation pour le gouvernement ; il n'est pas question de revenir là-dessus », a-t-il ajouté.

Le premier ministre et prince héritier du Koweït, Cheikh Saad El Abdallah El Sabah, avait déclaré samedi à des sénateurs américains que la démocratisation devrait attendre le rétablissement de la sécurité et l'achèvement de la reconstruction du pays après sept mois d'occupation irakienne. Mais M. Awadi a assuré que les propos du prince n'impliquaient pas de long délai.

Le Koweït, a dit le ministre, compte restructurer sa population en un an, pour qu'il y ait un nombre à peu près égal de ressortissants koweïtiens et de résidents étrangers. Avant l'invasion irakienne du 2 août, le pays comptait environ 750 000 Koweïtiens et 1,2 million d'étrangers, pour la plupart des travailleurs expatriés. — (Reuter.)

JACQUES ISNARD

L'OLP redécouvre la France

TUNIS

de notre correspondant

La guerre du Golfe terminée, les dirigeants palestiniens se tournent à nouveau vers la France, qu'ils n'accusent plus d'agir « sous la pression américaine ».

Les déclarations faites la semaine dernière à La Martinique par M. François Mitterrand sur la création d'un Etat palestinien et la représentativité de l'OLP - dont M. Arafat « est le responsable » - ont été commentées avec une grande satisfaction au sein de la centrale palestinienne.

Le président de l'OLP a chargé, samedi 16 mars, l'ambassadeur de France à Tunis, M. Jean Grenier, de transmettre

ses « remerciements » au président de la République « pour les efforts qu'il déploie avec le président Bush à l'égard de la question du Proche-Orient et de la cause palestinienne en particulier », a indiqué l'agence Wafa.

La veille, un membre du comité exécutif de l'OLP, M. Yasser Abd Rabbo, avait déclaré qu'il était maintenant souhaitable qu'une rencontre « à un haut niveau » ait lieu entre dirigeants français et palestiniens. Ces derniers espèrent que la tournée que se propose d'effectuer le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, dans les capitales maghrébines, dont Tunis, en sera l'occasion.

M. D.

Rétablissement imminent des relations diplomatiques entre Ryad et Téhéran

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, cité par l'agence onusienne OHA, a affirmé que l'Arabie saoudite et l'Iran sont convenus, dimanche 17 mars, de rétablir « au cours des prochaines quarante-huit heures », leurs relations diplomatiques, rompues il y a presque trois ans.

A l'issue de ses entretiens à Mascate (Sultanat d'Oman) avec son homologue saoudien, le prince Saoud El Fayçal, M. Velayati a indiqué que les deux pays « se sont mis d'accord pour régler toutes les questions en litige ». Les relations diplomatiques entre les deux pays avaient été rompues le 26 avril 1988, à l'initiative de Ryad, huit mois après les événements sanglants de juillet 1987 à La Mecque, au cours desquels 402 pèlerins, dont 273 Iraniens, avaient été tués, selon les Saoudiens. La dernière rencontre entre le prince Saoud et M. Velayati remonte à la mi-février. — (AFP.)

Les Palestiniens de nouveau autorisés à travailler à Tel-Aviv et à Haïfa. — Pour la première fois depuis le 16 janvier, les ouvriers palestiniens des territoires occupés ont été autorisés, dimanche 17 mars, à travailler dans les deux grandes zones industrielles de Tel-Aviv et de Haïfa. Ces deux zones leur étaient interdites depuis le début de la guerre du Golfe. A partir du 10 février, certains détenteurs d'un permis de travail ont pu progressivement revenir en Israël. Mais Haïfa et Tel-Aviv, principales cibles des missiles irakiens, demeurent interdites aux Palestiniens. — (AFP.)

L'organisateur de la prise d'otages de l'Achille-Lauro aurait été arrêté en Grèce. — Le militant palestinien Abdoul Rahim Khaled, accusé d'avoir organisé en octobre 1985 une prise d'otages à bord du paquebot italien Achille-Lauro, a été arrêté en Grèce, a rapporté, dimanche 17 mars, l'agence italienne ANSA. Citant des sources judiciaires à Gênes, l'agence précise que le Palestinien, considéré comme le bras droit d'Aboul Abbas, chef du Front de libération de la Palestine (FLP), est en détention à Athènes depuis quelques jours. L'Italie va demander son extradition, ajoute-t-on de même source. — (Reuter.)

ÉCONOMIE DU MONDE ARABE ET MUSULMAN

Dans la 3^e édition augmentée de 1991 :

- Golfe : fracture du monde arabe ou déséquilibre planétaire ?
- L'aide de la CEE aux produits « Made in Palestine ».
- Méditerranée : la protection de l'environnement marin, le projet MEDIPOL (Etude du Port Autonome de Marseille).
- Le développement du sud-est turc (Carte régionale du Great Anatolian Project).
- Yémen : l'unité retrouvée.
- Les échanges de l'Europe du Sud et de l'UMA.

240 pages, 80 tableaux statistiques. Vente en librairie.

ÉDITIONS EMAM

68, rue du Colonel-Fabien, BP 84, 94232 CACHAN Cedex.

Tél. : (1) 46 63 20 67

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITY OF AMERICA spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilité à délivrer :

Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

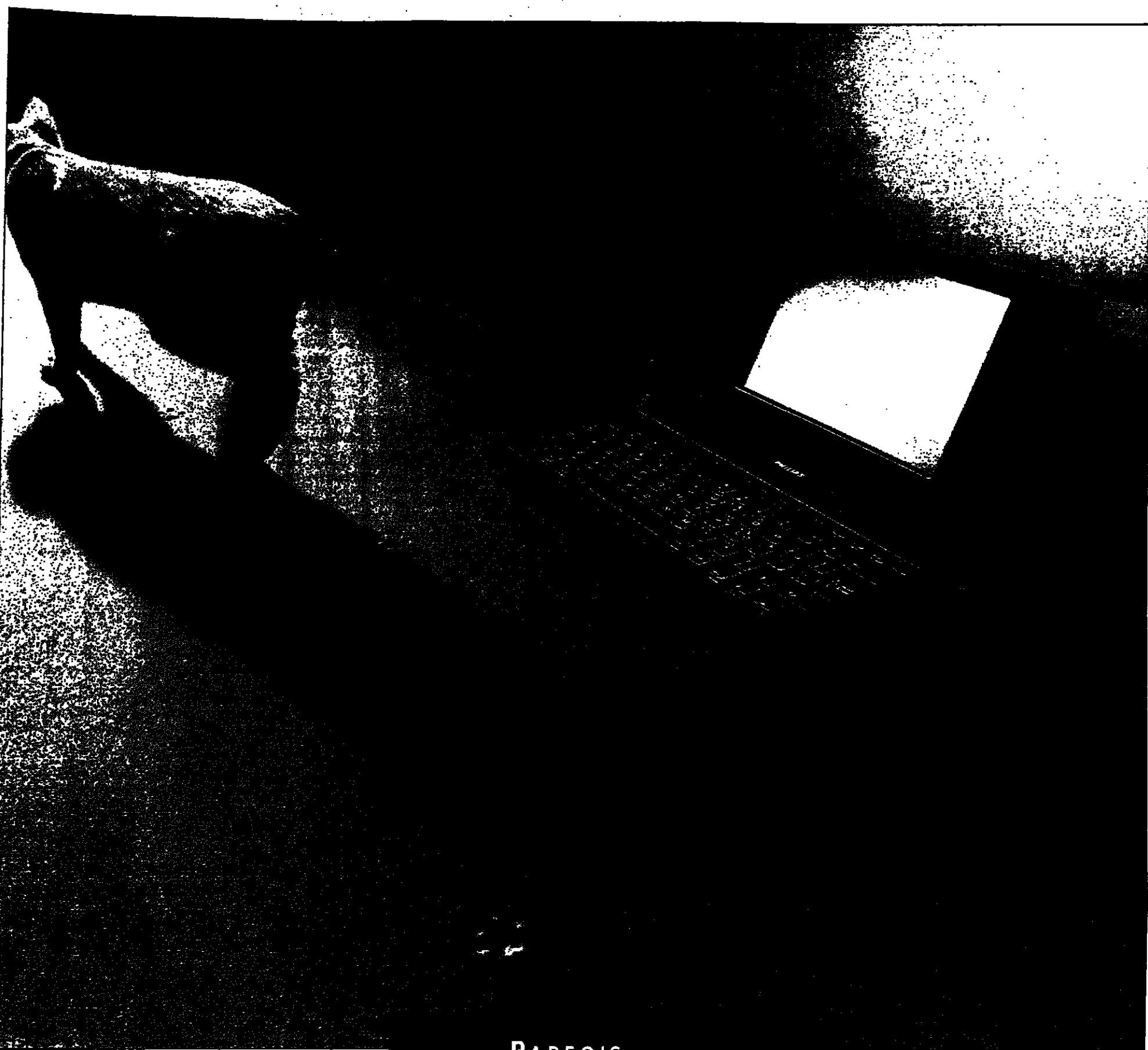
Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71

Communiqué par European University of America membre de CAAACU, accrédité - 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programmes offerts en Europe et en Asie : Tel. Hong Kong et aux USA : (1) 408

Quels que soient vos besoins et votre activité, nous avons la nouvelle gamme de matériel fait pour vous. Du portable au PC de bureau, passant par les 386 et 486, 25 configurations. Avec des vitesses de 33 MHz et un processeur d'une puissance jusqu'à 340 MHz, exceptionnelles et efficaces. Parfaits pour les professionnels. Vous souhaitez plus de puissance ?



هكذا من الأصل



Quels que soient vos besoins et votre activité, il existe dans la nouvelle gamme PHILIPS un PC fait pour vous.

Du portable extra-plat (1,6 kg) au PC de bureau 486, en passant par les 386, il y a en tout 25 configurations PHILIPS.

Avec des vitesses atteignant 33 MHz et un choix de disques durs d'une capacité allant jusqu'à 340 Mo, nos 386 sont exceptionnellement performants et efficaces.

Parfaits pour les affaires !

Vous souhaitez encore plus de puissance ?

PARFOIS,
UNE TOUTE PETITE
EMPREINTE
PEUT PROCURER
UNE FORTE SENSATION
DE PUISSANCE.

Notre 486 a toutes les capacités nécessaires pour devenir le centre nerveux de grands réseaux locaux.

Vous vous déplacez souvent ? Tous nos portables allient vitesse, puissance et compacité. Les "PCL 200" par exemple : au standard du marché, ils ne pèsent que 3 kg et sont moins encom-

brants qu'une feuille A4. Cela ne les empêche pas de posséder toutes les caractéristiques indispensables : disque dur de 20 Mo, écran LCD rétro-éclairé, affichage haute résolution VGA, logiciels permettant une utilisation simple et immédiate.

Une telle gamme, seule une entreprise de dimension internationale pouvait vous la proposer.

Si vous voulez donner un coup de pouce à vos affaires, investissez dans le futur avec un PC PHILIPS.

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.



PHILIPS

EUROPE

URSS : le référendum sur l'Union



Le vote n'a pas dissipé les ambiguïtés

Suite de la première page

Après avoir voté, le président de l'URSS a repris, dimanche, les thèmes de la propagande déversée sur les ondes depuis plusieurs jours pour inviter les Soviétiques à voter «oui». «Il y va du destin de notre peuple et de toute notre civilisation», a-t-il dit. Ce type d'argument a inspiré aux rédacteurs du journal le *Komsomol de Moscou* une «une» iconoclaste : sous le titre «Tous au référendum», il publie une affiche d'un autre âge montrant Staline au côté d'un jeune pionnier avec ce slogan : «Que s'épanouisse notre patrie». La glosant à encore de beaux restes. Les discours officiels ont peint dans les couleurs les plus sombres l'avenir des Soviétiques au cas où le «non» l'emporterait. Selon l'un d'eux, l'URSS deviendrait «un gigantesque Liban. Le processus de désarmement serait réduit à néant. Des pays tiers seraient entraînés dans l'inévitable redéfinition des frontières entre les Républiques, entraînant de gigantesques flux migratoires. Et la stabilité internationale exige une URSS unie et forte».

M. Gorbatchev sait qu'une majorité de «oui» ne suffira pas à écarter ces dangers, à assurer l'avenir de l'Union. Il est peu probable, comme il le fait de le croire, que les six Républiques ayant rejeté le référendum se rallient au nouveau traité après sa signature. Personne ne sait d'ailleurs ce qui sortira des discussions des Parlements républicains qui examineront le texte dans les prochaines semaines. Une majorité donnera-t-elle au moins à M. Gorbatchev la nouvelle légitimité dont il a besoin pour poursuivre sa politique? C'est d'autant plus douteux que cette politique même est en question. D'un côté, M. Gorbatchev proclame sa volonté de poursuivre les réformes démocratiques et, comme pour en donner la preuve, il a réuni, à la veille du référendum, une brochure d'économistes, sans trouver une solution à la situation catastrophique du pays.

D'un autre côté, il a recours à un langage musclé, bien fait pour satisfaire les conservateurs du parti, de l'armée et de la police. «Si le destin du peuple, de l'Etat et de la Constitution était en danger», a-t-il déclaré dimanche, il usait «de tous ses pouvoirs». Et pour enfoncer le clou le premier ministre, M. Valentin Pavlov, a estimé que «l'instabilité politique est un obstacle à la stabilisation économique». «La majorité de la population devrait se rendre compte que le pays traverse une phase difficile, a-t-il poursuivi; peut-être serait-il rais-

sonnable de mettre de côté, pour un certain temps, toutes les disputes et les divergences politiques et de commencer à rechercher les moyens de résoudre les problèmes économiques. Sans cela, l'effondrement du système économique et politique est, selon moi, inévitable». La crainte des libéraux est que M. Gorbatchev et ses alliés conservateurs considèrent les résultats du référendum comme un feu vert à une reprise en main politique. C'est aussi pourquoi beaucoup ont voté en faveur de la proposition Eltsine, même s'ils n'ont pas une confiance illimitée dans les convictions démocratiques du président de la Russie.

DANIEL VERNET

Il est difficile de céder une première place que l'on avait occupée presque sans interruption depuis quatre-vingt-cinq ans. A l'issue des élections législatives du dimanche 17 mars, les sociaux-démocrates n'ont pas caché leur déception. Déçus également les conservateurs, que quatre ans de pouvoir partagé dans une coalition «historique» avec les sociaux-démocrates et le Parti libéral suédois n'ont pas avantagé. Triomphants, en revanche, les centristes qui ont enregistré leur meilleur résultat électoral depuis 1920 et qui prennent pied dans les villes, notamment à Helsinki.

HELSINKI

de notre envoyée spéciale

Le recul des deux grands partis de la coalition était attendu, de même que la poussée du centre, mais les chiffres ont néanmoins surpris. Avec 22,1 % des suffrages

KICHINEV

de notre envoyé spécial

«Rats fascistes», lance à la foule de Moldaves qui lui barre l'accès du bureau de vote une vieille dame russe à laquelle seul l'âge a épargné les coups. «Vous envoyez vos chars et ce sont nous les fascistes», réplique un des Moldaves, bien décidé à empêcher quiconque d'entrer dans la caserne où l'armée soviétique fait voter, sans aucune des vérifications d'usage.

Russophones votant plutôt deux fois qu'une pour l'Union, contre nationalistes moldaves boycottant activement le référendum, Kichinev, la capitale de la Moldavie soviétique, l'une des six Républiques rebelles d'URSS, était dimanche 17 mars au bord de l'effondrement. Malgré les appels au calme du Front populaire moldave, dès l'ouverture des bureaux de vote installés dans les casernes de l'armée ou dans des entreprises dépendant de l'Union, des dizaines de nationalistes ont fait spontanément rampart de leur corps pour empêcher la très défective population russe de Kichinev d'aller voter.

Ceux qui, toute la journée, ont tout de même tenté d'accéder aux urnes, ont été refoulés, parfois battus dans un concert d'injures, sous les yeux de la police moldave disposée en cordon devant les bureaux de vote, officiellement «pour empêcher les affrontements». Selon Iouri Rosca, le leader du Front popu-

Russophones contre nationalistes en Moldavie

«Rats fascistes!»

laire moldave, qui a appelé à boycotter mais pas à empêcher le référendum, «le Front a fait tout ce qu'il a pu pour éviter les affrontements entre Russes et Moldaves». Il n'a été que partiellement entendu «à cause de l'ignorance politique des Moldaves et des provocateurs».

Pas de listes électorales

«C'est anti-démocratique, nous avons le droit constitutionnel de voter», s'indignait un Russe qui avait dû rebrousser chemin. «On ne fait pas de référendum en territoire occupé», expliquaient les Moldaves (64 % de la population de la République), qui accusaient l'armée rouge de se livrer à une fraude massive.

Sans liste électorale, sans tampon pour marquer les passages des électeurs, la commission électorale du quartier général de l'armée soviétique à Kichinev est composée de paracristes soviétiques. L'urne, rouge, se trouve derrière les isoloirs, sans surveillance. Le major Vladimir Olevskij, d'un bureau de vote d'une base militaire, reconnaît «qu'il n'existe pas de liste, qu'il est possible de voter plusieurs fois» et que les résultats «seront très relatifs», tout en ravalant quinze mille votes.

Les troupes du ministère soviétique de l'intérieur sont prêtes à empêcher que la foule, qui chante des chants nationalistes à l'extérieur, n'envahisse la caserne-bureau de vote. Quel-

ques jours auparavant, l'arrivée de renforts de troupes en provenance d'Ukraine avait été qualifiée d'«intervention grossière dans les affaires de la République» par les autorités de Kichinev, pour qui l'organisation du référendum est «un attentat à la souveraineté de la République». Pour tenter de prendre de vitesse les nationalistes opposés au «plébiscite gorbatchévien», le vote avait débuté dès jeudi, dans les casernes, les commissariats militaires, les postes de gardes frontalières et les entreprises dépendant de l'Union.

A l'ouest et au sud de la Moldavie, dans les «républiques» pro-soviétiques du Dnestr et de Gagauzie, déclarées indépendantes de Kichinev, la population russophone a voté avec ferveur et dans le calme, pour l'Union. C'est-à-dire contre les Moldaves accusés de vouloir «quitter l'URSS et s'unir avec la Roumanie» voisine, dont les Moldaves parlent la langue et dont ils ont été séparés pendant la guerre en vertu du pacte Ribbentrop-Molotov. L'un des bureaux de vote de Tiraspol, «capitale» de la République du Dnestr, revendiquait, dimanche, dix heures, un taux de participation de 70 %.

Obstruction d'un côté, falsification de l'autre : le référendum du 17 mars en Moldavie n'a, de toute façon, que peu de chances de dépasser les 50 % requis pour être valable. Il n'aura fait qu'agrandir un peu plus le fossé entre les «fascistes» moldaves et la minorité «occupante» russe.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

FINLANDE : les élections législatives

Les sociaux-démocrates perdent leur place de premier parti au profit du centre

général, un désaveu de la politique du gouvernement. «Les électeurs n'ont pas toléré les changements que nous avons introduits, la réforme fiscale notamment», a constaté M. Ilkka Suominen, le leader du Parti conservateur du premier ministre, M. Harri Holkeri. Pour M. Esko Aho, le jeune leader du Parti du centre (ex-agricarien), âgé de 36 ans, et grand vainqueur de ce scrutin, «le gouvernement n'a pas voulu écouter l'opposition et

prendre les mesures qui s'imposaient depuis déjà 1985 pour éviter la détérioration de l'économie. L'atmosphère était irrespirable, il avait le sentiment que tout allait bien».

Des négociations compliquées

Pour résoudre les problèmes «pas catastrophiques mais préoccupants» que rencontre actuellement

Les résultats définitifs

	Nombre de sièges		
	%	1991	1987
Parti du Centre (ex-agricarien)	24,8	55	40
Parti social-démocrate	22,1	48	56
Parti conservateur	19,3	40	53
Alliance de gauche	10,1	19	20
Parti libéral suédois	5,5	11	12
Verts	6,8	10	4
Chrétiens-démocrates	3,1	8	5
Parti rural	4,8	7	9
Divers	3,5	2	1

Pays baltes

De l'Estonie, à la Lituanie, le réveil

Dirigé par Yves Plasseaud
240 pages, 95 F.
En librairie.

autrement

Scrutin mouvementé en Ossétie du Sud

Dans Tskhinvali en état de siège, dans le nord de la Géorgie, les Ossètes du Sud ont légalement pris d'assaut les bureaux de vote, dimanche 17 mars, pour dire «oui» à l'Union soviétique et rejeter par là même l'indépendance géorgienne que Tbilissi veut leur imposer.

Militiens et volontaires géorgiens, installés sur les hauteurs, et «volontaires du peuple» ossètes, retranchés dans la cavette de Tskhinvali, ont échangé de violents tirs d'armes automatiques, de fusils de chasse et de mitraillettes lourdes toute la nuit de samedi à dimanche. Une mère de famille ossète a été blessée.

Après les premiers coups de feu, dont les deux camps se renvoient la responsabilité — à la tombée de la nuit, le ton est monté à coups d'armes automatiques et de roquettes, raconte un soldat du ministère de l'Intérieur soviétique.

Les affrontements ont cessé à trois heures du matin, et dès l'ouverture des bureaux à 7 heures, les habitants se pressaient pour voter. «Nous n'avons pas d'autre solution que de voter en faveur de l'Union», expliquait Vaja, un Ossète de Moscou venu à Tbilissi pour «défendre sa patrie». — (AFP)

Le responsable lituanien de la défense est arrêté puis libéré

Les «bérets noirs» ont libéré lundi 18 mars le responsable lituanien de la défense, M. Audrius Butkevicius, une douzaine d'heures après l'avoir arrêté. Son chauffeur, arrêté en même temps que lui, demeure en détention. M. Butkevicius avait été arrêté dans la nuit par quatre personnes en civil à Vilnius. Les forces de l'ordre ont lié cette arrestation à un incident dans un bureau de vote. — (Reuters, AFP)

des représentants

M. Milošević les décisions

Si la démission de M. Milošević, poste de président de la République yougoslave (le Monde dans l'actualité) n'écarterait pas l'éventualité d'un référendum, elle aurait aussi entraîné de graves conséquences politiques, qui ont conduit au départ de l'homme qui présidait l'Assemblée nationale.

BELGRADE

de notre correspondant

«La Yougoslavie est entrée dans la phase finale de son agonie», a-t-il ainsi que le président de la République a commencé son discours télévisé, samedi après-midi 16 mars. «La présidence collective yougoslave ne fonctionne plus depuis longtemps. Elle est morte depuis longtemps», a-t-il déclaré. M. Milošević, même sans autorité sur le territoire yougoslave, a continué à exercer son pouvoir sur les millions de Yougoslaves et de citoyens qui veulent servir leur pays.

Il a ensuite accusé les Républiques yougoslaves qui aspirent à transformer le pays en une confédération ou une collection d'Etats souverains de vouloir démanteler la Yougoslavie au profit de la déstabilisation. Selon M. Milošević, ceux qui prônent cette solution font partie d'une «coalition gauchiste» qui voudrait nous donner un peuple sans repères dans plusieurs Républiques yougoslaves.

Après le départ des représentants du Monténégro et de la Serbie, M. Milošević juge que la présidence yougoslave est légitime. «Aucun pouvoir ne peut commander comme légataire le pouvoir légitime de l'Etat qui agit comme l'organe du peuple», a-t-il expliqué en annonçant qu'il ne remplacerait pas M. Milošević à la présidence yougoslave comme le prévoit la Constitution.

M. Milošević a donc décidé de rester. «Je resterai», a-t-il déclaré. Il reconnaît plus les décisions de la présidence et a demandé au Parlement serbe révoquer M. Rado Spasovici, le représentant du Kosovo (province du sud de la Serbie) à la présidence yougoslave. M. Spasovici, Albanais de souche, avait voté contre l'Etat d'urgence et ne comptait pas se retirer. Il a qualifié donc de «démocratie» le port-parole des Albanais du Kosovo (40 % de la population de cette province) qui demandent un modèle confédéral dans lequel le

ROUMANIE : la convention

Victoire de M. et de son programme

Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, a été élu dimanche 17 mars, à l'Assemblée nationale du Front de libération nationale (FLN). Au cours de sa première convention nationale, le FLN, au pouvoir depuis la chute de Nicolae Ceausescu en décembre 1989, a tenu à se transformer de «mouvement» en «véritable parti politique», adhérent «aux principes de la social-démocratie européenne».

M. Roman a longuement défendu sa politique économique et son programme de réformes, relevant que ce dernier avait acquis une «crédibilité» devant les organismes internationaux de financement.

Parmi les détracteurs du premier

ALBANIE

Libération des derniers

Les derniers cent soixante-quinze prisonniers politiques détenus en Albanie ont été libérés dimanche 17 mars, conformément à un décret pris par le nouveau gouvernement. M. Ramiz Alia, «la libération pour l'Etat d'être un Etat non appartenant désormais au passé», a commenté Radio-Tirana qui avait annoncé la nouvelle. Les observateurs s'interrogent cependant sur l'éventuel maintien de la détention des participants aux manifestations de février qui avaient abouti à Tirana et dans plusieurs villes de province au rétablissement des statuts d'Etat.

FRANÇOISE NIETO

"57, boulevard Staline"

Ils racontent la vie à Tirana, Albanie.
Vous connaissez leur livre?*



36 17 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : Boulevard Staline

EUROPE

YUGOSLAVIE : après la démission
des représentants de la Serbie, de la Voïvodine et du Monténégro

M. Milosevic ne reconnaît plus les décisions de la présidence collégiale

Si la démission de M. Borisav Jovic de son poste de président de la direction collégiale de Yougoslavie (le Monde daté 17-18 mars) avait inquiété une partie de l'opinion yougoslave, qui n'écarterait pas l'éventualité d'une intervention militaire, elle avait aussi suscité de l'espoir dans certains milieux politiques qui estimaient que le départ de l'homme qui prônait l'autoritarisme pouvait présager l'ouverture du dialogue et, par consé-

quent, une issue démocratique à la crise intérieure. Toutefois, après la démission, samedi 18 mars, de deux autres membres de la présidence, MM. Nenad Bucin, représentant du Monténégro, et Jugoslav Kostic, représentant de la Voïvodine, qui, comme M. Jovic, avaient voté pour l'état d'urgence, et après le discours du président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, il semble que la crise politique se soit de nouveau durcie.

BELGRADE
de notre correspondant

« La Yougoslavie est entrée dans la phase finale de son agonie. » C'est ainsi que le président de la Serbie a commencé son discours télévisé, samedi après-midi 16 mars : « La présidence collégiale yougoslave ne fonctionne plus depuis longtemps... Elle est morte depuis vendredi soir » (après la démission de M. Jovic, NDLR). Toutefois, même sans autorité souveraine (la présidence collégiale), « la Yougoslavie continue à exister grâce aux millions de travailleurs et de citoyens qui veulent sauvegarder leur pays ».

Il a ensuite accusé les Républiques yougoslaves qui aspirent à transformer le pays en une confédération ou une communauté d'États souverains de vouloir désintégrer la Yougoslavie au point de la détruire. Selon M. Milosevic, ceux qui prônent cette solution font partie d'« une coalition antiserbe » qui voudrait ainsi diviser un peuple serbe réparti dans plusieurs Républiques yougoslaves.

Après le départ des représentants du Monténégro et de la Serbie, M. Milosevic juge que la présidence yougoslave est illégitime. « Aucun patriote ne peut considérer comme légitime une direction collective de l'État qui agit contre l'intégrité du pays », a-t-il expliqué en annonçant qu'il ne remplacerait pas M. Jovic à la présidence yougoslave comme le prévoit la Constitution.

M. Milosevic a donc décidé que, dorénavant, « la Serbie ne reconnaîtrait plus les décisions de la présidence » et a demandé que le Parlement serbe révoque M. Riza Sapundzija, le représentant du Kosovo (province du sud de la Serbie) à la présidence yougoslave. En effet, M. Sapundzija, Albanais de souche, avait voté contre l'état d'urgence et ne comptait pas se retirer. Il risquait donc de devenir le porte-parole des Albanais du Kosovo (90 % de la population de cette province) qui défendent un modèle confédéral dans lequel le

Kosovo jouirait du statut de république. Estimant que la situation était tendue et que de nouveaux troubles pouvaient éclater au Kosovo et dans la région de Sandzak (à majorité musulmane), M. Milosevic a ordonné la mobilisation des réserves de la police de Serbie ainsi que la création de nouvelles formations de forces de l'ordre « afin de protéger les intérêts de la République de Serbie et du peuple serbe ». En faisant appel à la fin de son discours au patriotisme des Serbes mais aussi de tous les Yougoslaves, M. Milosevic se pose comme défenseur de la Yougoslavie.

Les déclarations du président de la Serbie ont suscité inquiétude et angoisse. Une semaine plus tôt en effet, samedi 9 mars, la police de M. Milosevic avait brutalement réprimé dans le centre de Belgrade des manifestations pour la liberté des médias et avait finalement demandé l'intervention de l'armée. Depuis ces événements, la politique de M. Milosevic est remise en question. Elle est contestée, non seulement par l'opposition serbe, mais dans des couches de plus en plus larges de la population touchées par la crise économique.

Le débat sur l'avenir du pays

La disparition totale de la présidence collégiale yougoslave – bien que cet organe soit plutôt symbolique – provoquerait une telle crise institutionnelle que le gouvernement et le Parlement fédéraux seraient rapidement discrédités. De facto, la Yougoslavie n'existerait plus, et c'est pour éviter cette catastrophe que la présidence s'est réunie d'urgence dimanche matin 17 mars pour prouver qu'elle fonctionnait toujours. Les représentants serbe et monténégrin n'ont pas participé à la session et le ministre de la défense, M. Kadijevic, a refusé d'y venir.

La présidence a jugé nécessaire d'intensifier le dialogue sur l'avenir du pays et a marqué son sou-

tien au « programme minimum » du gouvernement fédéral de M. Markovic pour assurer le fonctionnement de la fédération pendant cette phase « transitoire ». La présidence a, de plus, annoncé la reprise des débats sur l'avenir de la Yougoslavie au niveau des présidents des Républiques. Le vice-président de l'État, M. Stipe Mesic (Croatie) a remarqué que cette nouvelle crise (refus de la majorité de voter l'état d'urgence et démissions successives au sein de la présidence) était intervenue juste au moment où un accord commençait à se dessiner sur les fonctions communes du futur État. « C'est la preuve que certains voulaient interrompre les négociations », a-t-il ajouté.

Plus tard dans la soirée, le gouvernement fédéral, dirigé par M. Ante Markovic, s'est lui aussi réuni pour rappeler que seule une « issue démocratique » pouvait être envisageable. Selon certaines informations non confirmées, l'état-major des forces armées se serait réuni samedi soir à la demande du ministre fédéral de la défense, ce qui avait créé de nouvelles inquiétudes dans l'opinion.

L'autre atout de la stratégie de M. Milosevic pourrait consister à déclencher les conflits interethniques toujours latents. En instaurant un régime « policier », il provoque, presque automatiquement, la révolte des Albanais de souche au Kosovo. Mais il semble qu'il veuille aussi attiser les tensions dans les autres Républiques. Samedi, en Croatie, la majorité serbe a décidé que la province de Krajina, où elle est majoritaire (environ deux cent mille Serbes), se séparerait de la Croatie et déclarerait être un élément constitutif de la fédération yougoslave. Le président croate, M. Franjo Tudjman, a déclaré qu'il défendrait « l'intégrité de la Croatie par les armes ». Les autorités de cette République ont donc décidé de renforcer la police en créant des unités de protection civiles non armées.

FLORENCE HARTMANN

ROUMANIE : la convention du Front de salut national

Victoire de M. Petre Roman et de son programme économique

Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, a été élu, dimanche 17 mars, « leader national » du Front de salut national (FSN). Au cours de sa première convention nationale, le FSN, au pouvoir depuis la chute de Nicolae Ceausescu en décembre 1989, a tenu à se transformer de « mouvement » en « véritable parti politique », adhérant « aux principes de la social-démocratie européenne ».

M. Roman a longuement défendu sa politique économique et son programme de réformes, relevant que ce dernier avait acquis une « crédibilité devant les organismes internationaux de financement ».

Parmi les détracteurs du premier

ministre, les « conservateurs » ont notamment reproché à l'équipe dirigeante de faire de la réforme économique « un but en soi, une technique pour échapper à l'ancien régime », selon l'expression de l'un d'entre eux. M. Petre Roman a fait remarquer que ses adversaires n'avaient présenté aucune alternative à son programme ou à son équipe gouvernementale.

A l'issue du congrès, le premier ministre a indiqué que son parti avait l'intention de rejoindre l'Internationale socialiste. Interrogé sur l'intention manifestée par certains de ses détracteurs de quitter le FSN, Petre Roman a noté que les adversaires de son programme n'avaient rassemblé que 58 voix sur 1 046 votants. — (AFP.)

ALBANIE

Libération des derniers prisonniers politiques

Les derniers cent soixante-quinze prisonniers politiques détenus en Albanie ont été libérés, dimanche 17 mars, conformément à un décret pris par le numéro un albanais, M. Ramiz Alia. « La détention pour délit d'idée ou d'opinion appartient désormais au non appartenance désormais au passé », a commenté Radio-Tirana. Les qui avaient annoncé la nouvelle. Les observateurs s'interrogent cependant sur l'éventuel maintien en détention des participants aux manifestations de février qui avaient abouti à Tirana et dans plusieurs villes de province au renversement des statues d'Enver

Hoxha, fondateur de l'Albanie socialiste. M. Genc Pollo, porte-parole du Parti démocratique, principale formation d'opposition, a déclaré que son parti demandait la libération de cent vingt autres personnes. Selon lui, vingt-six détenus du camp de Burrel, considéré comme le centre pénitentiaire le plus dur du pays, auraient entamé une grève de la faim et seraient décidés de s'immoler par le feu s'ils n'étaient pas libérés avant mardi. Au début de l'année, plus de cinq cents prisonniers politiques avaient déjà été libérés. — (AFP, Reuters, AP.)

BULGARIE

50 000 manifestants ont réclamé des élections parlementaires en juin

Quelque cinquante mille personnes ont manifesté dimanche 17 mars dans le centre de Sofia pour demander la tenue d'élections parlementaires en juin prochain afin que soit brisée la majorité absolue du Parti socialiste (PSB, ex-communiste) au Parlement.

Au cours de cette manifestation, la première tenue conjointement par l'Union des forces démocratiques (UFD) composée de dix-sept partis et mouvements, le Parti agrarien et le parti de la minorité turque Mouvement pour les droits et libertés, une résolution a été adoptée exigeant que le rapport des forces au Parlement reflète le rapport des forces dans la société.

Tous les sondages effectués depuis novembre dernier montrent en effet un net avantage de l'UFD sur le PSB.

Cette manifestation s'est produite alors que le premier ministre, M. Dimitar Popov, qui n'appartient à aucun parti, a estimé, dans un entretien diffusé dimanche par la radio, que des élections municipales devraient se tenir vers la fin du mois de mai ou au début de juin, alors que les élections parlementaires ne pourraient avoir lieu, pour des raisons techniques, avant l'automne prochain.

Des entretiens entre les groupes parlementaires sur les dates éventuelles des élections ont commencé samedi à la présidence de la République. — (AFP.)

Jameson Irish Whiskey.



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.
A consommer avec modération.

L'e
vers
organ
de ch
le
drag
renai
const
No

هكذا من لايمن

• Le Monde • Mardi 19 mars 1991 9

POLITIQUE

A la Réunion

Rocard souligne l'insuffisance de ses moyens budgétaires

M. Michel Rocard a passé quelques heures, dimanche 17 mars, à Saint-Denis-de-la Réunion, où des émeutes avaient éclaté, il y a trois semaines, à la suite de la saisie du matériel d'émission de Télé-Free-DOM. Le premier ministre a expliqué qu'en

raison de la faiblesse de ses moyens budgétaires il ne peut répondre aussi vite qu'il le souhaiterait aux attentes de l'île. M. Rocard a rencontré d'autre part M. Paul Vergès, secrétaire général du PC réunionnais, qui avait été accusé d'être le chef d'orchestre

clandestin des émeutes. Le premier ministre a précisé qu'il ne croyait pas à la thèse du complot politique et qu'il n'entendait pas prendre une position fondée sur des « rumeurs » alors qu'il y a « plutôt des preuves contraires ».

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION
de notre envoyé spécial

« Je n'ai pas de rapport, pas de lien de cousture ni de lien de parenté avec le Père Noël ! » Cette fois, il l'a dit. A chacun de ses voyages dans les DOM-TOM, M. Michel Rocard développe la même argumentation. La conclusion, d'habitude, est implicite. Dimanche 17 mars, à la mairie de Saint-Denis, lors d'une rencontre avec des jeunes et des représentants des comités de quartier, il est allé au bout de sa pensée. Peut-être à cause du contexte dramatique. Peut-être parce que la litanie des pleurs et des

malheurs de la France d'outre-mer finissait par être trop accablante, ou trop désespérante.

Quand le jeune Jean-Jo, sorte de porte-parole officieux des jeunes en révolte, a reproché à M. Rocard, comme aux autres hommes politiques, de faire passer les Réunionnais pour « des cons », juste capables de voter et de mourir à la guerre, le premier ministre l'a pris très mal. Il a semblé respirer un bon coup et il s'est mis à expliquer aux Réunionnais pourquoi il s'est fait le croisé d'une « bataille pour l'organisation de la planète » et comment ils sont, eux, précisément, broyés par le

désordre économique mondial. M. Rocard a expliqué qu'il ne trouve « pas justes » les règles qui fixent entre elles les valeurs des monnaies, qu'il trouve « terrifiant, suicidaire », le niveau des taux d'intérêt. L'un des Réunionnais présents avait soulevé un problème d'adduction et d'assainissement de l'eau. M. Rocard n'a pas hésité à lui répondre : « Si les taux d'intérêt baissaient de moitié, vous pourriez avoir l'eau dans un an ou deux. Au niveau actuel, je ne sais pas, mais ça se passe entre Tokyo, New-York... » Plus tard, lors de sa conférence de presse, M. Rocard a expliqué pour-

quoi il avait paru irrité par l'immensité des demandes qui lui étaient adressées : « Je ressens, a-t-il dit, une absolue, permanente irritation contre la faiblesse de mes moyens budgétaires ». Une fois ces choses-là mises au point, le premier ministre n'entendait pas laisser dire, ou croire, que son gouvernement avait eu besoin des émeutes pour découvrir l'urgence des problèmes. Il a dressé un catalogue détaillé des actions déjà entreprises, avant de rappeler que Saint-Denis n'est, en fait, pas plus mal lotie que bien des agglomérations de métropole confrontées aux mêmes types de problèmes.

Le premier ministre a encore fait une confidence plus personnelle : « Je sais, maintenant, qu'une grande politique sociale ne peut pas se limiter à une distribution d'argent, (...) mais se reconnaître au fait que (...) toute souffrance doit trouver un accompagnateur ». Puis il est allé sur le terrain voir comment son administration traite l'une de ces « souffrances », celle du logement dégradé.

Par une volonté à moitié reconnue d'éviter une visite, certes spectaculaire, mais, aussi, potentiellement provocatrice, M. Rocard ne s'est pas rendu au Chaudron, que son cortège a seulement traversé en voiture. Il a, à la place, visité les logements sociaux fraîchement rénovés de la « Petite-Île ». De l'autre côté de la rue, il y avait des logements moins présentables, pour des Réunionnais encore plus démunis. Une petite vieille aurait bien voulu que le premier ministre vint voir son taudis, pour se rendre compte. M. Rocard n'avait pas le temps.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

L'élection municipale de Biarritz

M. Borotra (UDF-CDS)

L'emporte largement sur M. Marie (RPR)

Dimanche noir pour la famille Marie à Biarritz ! M. Bernard Marie (RPR), maire sortant, a été nettement battu par son premier adjoint, M. Didier Borotra (UDF-CDS), au second tour de l'élection municipale partielle que ce dernier l'avait contraint à organiser, et M^{me} Michèle Alliot-Marie, sa fille, a été écartée de l'assemblée locale. M. Marie a été victime de l'usure du pouvoir après quatorze ans de mandat, du rejet de ses projets immobiliers et d'erreurs politiques entre les deux tours du scrutin.

Les Biarrots semblent en effet lui avoir reproché son alliance avec M. Guy Cadillon (divers droite), la venue de dirigeants nationaux à Biarritz pour régler une affaire locale (le Monde du 16 mars) et la campagne d'inquiétude organisée sur la violence dont aurait été « l'otage » M. Borotra, du fait de son alliance avec des nationalistes basques. A contrario, celui-ci a présenté l'image du renouveau, de la maîtrise du béton et du rassemblement local, fit-il quelque peu hétéroclite.



Inscr., 21 309; vot., 13 833; abst., 35,08 %; suffr. expr., 13 213. Liste UDF, nationaliste et Verts, conduite par M. Didier Borotra, UDF-CDS, adj. au m. s., 7 406 voix (56,05 %), 28 sièges (3 nat., 2 rég., 4 ex-PS, 1 MRG, 2 div. g., 1 Verts, 1 UDF-rad., 7 UDF-CDS, 3 UDF-PR, 1 RPR et 3 div.); liste RPR et div. d., conduite par M. Bernard Marie, RPR, m. s., 5 807 (43,94 %), 7 sièges (6 RPR et app. et 1 div. d.).

[Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 21 309; vot., 13 170; abst., 38,19 %; suffr. expr., 12 605. Liste RPR conduite par M. Marie, 4 380 voix (34,74 %); liste UDF conduite par M. Borotra, 3 811 (30,23 %); liste nationaliste et Verts

conduite par M. Jacques Abeberry, nat., cons. mun. s., 1 800 (14,28 %); liste div. d. conduite par M. Guy Cadillon, div. d., cons. mun. s., 1 059 (8,40 %); liste écol. conduite par M. François Charette, 591 (4,68 %); liste du PC conduite par M^{me} Yvette Gordin, PC, 547 (4,33 %); liste du Front national, conduite par M. Gabriel Bianchi, 417 (3,30 %).

Au second tour de mars 1989, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 21 205; vot., 13 778; abst., 35,02 %; suffr. expr., 13 468; liste de M. Marie, 6 210 voix (46,10 %), 26 sièges (10 UDF, 8 RPR et 8 div. d.); liste de M. Cimon, 3 389 (25,16 %), 4 sièges (3 PS et 1 div. g.); liste de M. Cadillon, 2 210 (16,40 %), 3 sièges (3 div. d.); liste de M. Abeberry, 1 659 (12,31 %), 2 sièges (2 rég.).]

Nouvelle nuit de violence à Saint-Denis

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION
de notre correspondant

Trois semaines après les dramatiques émeutes qui avaient entraîné la mort d'au moins dix personnes, le chef-lieu de l'île de la Réunion, Saint-Denis, a connu une nouvelle soirée de violence, dimanche 17 mars, alors que le premier ministre, M. Michel Rocard, venait de quitter l'île.

Les premiers incidents avaient éclaté à l'occasion d'un « pique-nique » organisé par les partisans de la télévision locale Télé-Free-DOM. La saisie du matériel d'émission de cette télévision, qui émettait illégalement depuis 1986, avait été à l'origine des graves troubles de la fin du mois de février.

Commencé dans le calme, ce pique-nique avait été organisé à proximité de l'aéroport de Gillot,

le long de la route que le premier ministre devait emprunter pour rejoindre la préfecture de Saint-Denis. Finalement, M. Rocard et les officiels ont fait ce déplacement en hélicoptère. Quelques centaines de personnes avaient répondu à l'invitation du président de Télé-Free-DOM, M. Camille Sudre, qui, tout au long de la journée, avait multiplié les appels au calme sur les ondes de sa radio.

C'est en fin d'après-midi que les premiers incidents ont éclaté, alors que les manifestants avaient quitté le lieu du pique-nique pour s'installer sur l'esplanade du Barachois, en face de la préfecture. A quelques centaines de mètres de là, près de la gare routière, des jeunes casseurs ont attaqué et pillé une agence de voyages Nouvelles Frontières, ainsi qu'un commerce de cyclomoteurs et un concessionnaire d'automobiles. Les CRS les ont rapidement dispersés.

Au début de la soirée, les manifestants se sont regroupés sur la place du marché du Chaudron, dans le quartier populaire de l'île, à quelques dizaines de mètres de la gendarmerie, protégée par des déploiements de CRS. Armés de gilets, de barres de fer et même d'armes blanches, les manifestants - de nombreux jeunes, parfois encagoulés - ont tenu tête pendant plusieurs heures aux forces de l'ordre, sous les yeux d'un public massé au bord des rues et aux fenêtres des immeubles, goûtant le spectacle et consultant, à l'occasion, les jeunes.

Au cours de ces bagarres, une quarantaine de personnes ont été interpellées, certaines par des équipes municipales accompagnées d'élus. Ces derniers ont organisé de véritables battues dans la banlieue est de Saint-Denis pour prévenir les risques de pillage et d'incendie.

ALEX DJOUJOU

L'empire

page 8

Nous sommes en marche vers une folie de destruction du monde et de son organisation. Sa destruction commence par celle de chaque être humain.

le dragon

page 136

Gainsbourg La légende enseigne que le dragon meurt sans cesse et renaît perpétuellement. Il se consume et il se recompose.

N°10

L'Autre Journal. Autre chose à dire.

L'AUTRE JOURNAL

POLITIQUE

Trois élections cantonales partielles

EURE : canton de Neubourg (1^{er} tour).

Inscr. 6 867; vot., 4 444; abst. 35,28 %; suffr. expr., 4 322. MM. Jean-Paul Legendre, UDF, 1 317 voix (30,47 %); Roger Barbat, RPR, m. du Neubourg, 1 078 (24,94 %); François Bidault, PC, 929 (21,49 %); Georges Lemaitre, div. g., 398 (9,20 %); Max Flanquart, div. d., 308 (7,12 %); Josi Leost, 163 (3,77 %); Gérard Delacroix, Front national, 129 (2,98 %). Il y a ballottage.

[Président de l'union des maires du canton, M. Legendre, en faveur duquel M. Barbat s'est désisté dès le soir du premier tour, affrontera le candidat communiste, le 24 mars, au second tour de cette élection partielle destinée à pourvoir au remplacement de Christian Meunier (UDF), décédé en janvier dernier. Avec trois candidats, MM. Legendre, Barbat et Flanquart, la droite totale (52,54 % alors que son unique représentant en avait recueilli 45,41 % en 1988. Cette progression se fait aux dépens tant du PC, qui regresse de 8,01 points, que de la majorité présidentielle (moins 9,73 points) et du Front national (moins 3,17 points). Outre la progression de la droite, la présence d'un candidat des Verts, qui obtient 3,77 % des voix, explique aussi ces différents reculs.

Christian Meunier (UDF) avait été réélu en octobre 1988, au second tour, avec 2 007 voix (55,45 %) contre 1 612 (44,54 %) à M. François Bidault, PC, sur 3 619 suffrages exprimés, 3 742 votants (45,37 % d'abstention) et 6 860 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 6 851; vot., 4 322; abst., 50,05 %; suffr. expr., 3 349; MM. Meunier, 1 521 voix (45,41 %); Bidault, 988 (29,50 %); Daniel Bonnel, MRG, 634 (18,93 %); Gérard Delacroix, Front national, 206 (6,15 %).

HÉRAULT : canton de Manguié (1^{er} tour).

Inscr., 16 559; vot., 7 518; abst., 54,59 %; suffr. expr., 7 139. MM. Michel Bala, PS, 3 454 (48,40 %); Jean-Claude Martinez, parlementaire européen, cons. mun. de Montpellier, Front national, 1 310 (18,34 %); Marcel Masia, act. loc., 750 (10,50 %); Jean-Louis Garcia, Verts, 461 (6,45 %); Claude Calbet, PC, 374 (5,23 %); Yves Perdiel, MRG, 281 (3,93 %). Il y a ballottage.

A Mayotte

Le MPM garde la majorité de l'Assemblée départementale

La collectivité territoriale de Mayotte n'était pas concernée par le report d'un an des élections cantonales proposé par le gouvernement et approuvé par le Parlement, lors de la dernière session d'automne, pour faire coïncider ce scrutin avec les régionales en mars 1992.

Quatre des neuf sièges qui étaient soumis à renouvellement avaient été pourvus dès le premier tour, dimanche 10 mars. Deux conseillers généraux sortants du MPM (Mouvement populaire mahorais) et un RPR avaient retrouvé leur siège, tandis que le président sortant de l'assemblée départementale, M. Youmoussa Baman, l'un des chefs historiques du MPM, avait dû s'incliner devant un candidat soutenu par le RPR. Le second tour a permis à la formation majoritaire de l'archipel de conforter son influence : le MPM non seulement conserve ses

deux sièges de Bandrabou, où son candidat avait été devancé par un divers gauche au premier tour, et de Mtsangamouji, où son sortant était devancé par le candidat RPR, mais encore gagne deux sièges dont les conseillers sortants RPR à Chirongui et divers droite à Pamandzi ne sollicitaient pas le renouvellement de leur mandat.

Le MPM compte, désormais, douze élus dans l'Assemblée départementale contre 4 au RPR et 1 divers droite.

Pour la succession à la présidence de l'assemblée départementale qui doit intervenir cette semaine, le MPM va devoir choisir son candidat. Deux conseillers généraux semblent bien placés : M. Mariel Henry, élu du canton de Dzauoudzi-l'Abattoir, et M. Ahmed Rama, élu du canton de Tzangony, respectivement premier et deuxième vice-présidents du conseil général.

BANDRABOU
Inscr., 1 462; vot., 1 185; abst., 18,94 %; suffr. expr., 1 176. Issoufi Brahime, MPM, 593 (50,42 %); ELU; Mouridi Ahmada, div. g., 474 (40,30 %); Moussa Soulimana, RPR, 109 (9,26 %).

Premier tour. - I., 1 447; V., 997; A., 31,09 %; E., 993. Mouridi Ahmada, div. g., 342 (34,44 %); Issoufi Brahime, MPM, 293 (29,50 %); Moussa Soulimana, RPR, 249 (25,07 %); Attoumani Abdou, PS, 109 (10,97 %).

CHIRONGUI
Inscr., 1 627; vot., 1 399; abst., 14,01 %; suffr. expr., 1 389. Fabaridine Cheick Ahmed, MPM, 701 (50,46 %); ELU; Yahaya Dahalini, RPR, 688 (49,53 %).

Premier tour. - I., 1 627; V., 1 314; A., 19,23 %; E., 1 300. Yahaya Dahalini, RPR, 567 (43,61 %); Fabaridine Cheick Ahmed, MPM, 440 (33,84 %); Camar Eddine Salime, MPM, 270 (20,76 %); Alonzo André Maurice, div., 23 (1,76 %).

MTSANGAMOUJI
Inscr., 1 704; vot., 1 512; abst., 11,26 %; suffr. expr., 1 501. Siadi

Vita, MPM, c. s., 792 (52,76 %); REELU; Saïd Bacar, RPR, 709 (47,23 %).

Premier tour. - I., 1 704; V., 1 448; A., 15,02 %; E., 1 440. Saïd Bacar, RPR, 697 (48,40 %); Siadi Vita, MPM, c. s., 688 (47,77 %); Selemani Attoumani, Front démocratique, 55 (3,81 %).

OUNGANI
Inscr., 1 094; vot., 996; abst., 8,95 %; suffr. expr., 990. Ahmada Ali Bacar, RPR, c. s., 532 (53,73 %); REELU; Youssouf Ahmada, MPM, 458 (46,26 %).

Premier tour. - I., 1 094; V., 948; A., 13,34 %; E., 933. Ahmada Ali Bacar, RPR, c. s., 440 (47,15 %); Youssouf Ahmada, MPM, 407 (43,62 %); Nissa Boura, div. g., 86 (9,21 %).

PAMANDZI
Inscr., 1 480; vot., 997; abst., 32,63 %; suffr. expr., 986. Kazouine Ali, MPM, 517 (52,43 %); ELU; Abdou Salam Ahmed Ali, div. d., 469 (47,56 %).

Premier tour. - I., 1 478; V., 997; A., 32,54 %; E., 995. Abdou Salam Ahmed Ali, MPM, 517 (51,7 %); Kazouine Ali, MPM, 347 (34,87 %); Souf Madi, div., 254 (25,52 %); Abdallah Antoy, RPR, 24 (2,41 %); Saïd Halifa, div., 20 (2,01 %).

Hamidou Ali, div. d., c. s., ne se représentait pas.

M. Fabius appelle les socialistes à « tirer les leçons idéologiques » de la guerre du Golfe

Devant les militants de son courant

Les militants socialistes du courant Egalité, que dirige M. Laurent Fabius, se sont retrouvés du vendredi 15 au dimanche 17 mars au Grand-Quevilly (Seine-Maritime) pour une « université de printemps » consacrée au nouvel ordre mondial et aux conséquences de la guerre du Golfe. Dans son discours de conclusion, M. Fabius a appelé le PS à « tirer les leçons idéologiques » du conflit et s'est prononcé en faveur d'un contrôle renforcé des ventes d'armes, sous l'égide de l'ONU.

LE GRAND-QUEVILLY

(Seine-Maritime)

de notre envoyé spécial

Ils travaillent, ils réfléchissent, ils sont heureux ensemble et regardent leur avenir avec confiance : les militants fabiusiens sont bien dans leur peau. « On pourrait appeler cela la force tranquille... », observait, dans un sourire, M. André Billardon, député de la Seine-et-Loire. Alors, comme les gens riches se permettent de dédaigner l'argent, ils affirment, eux, se désintéresser des petites querelles « politiciennes ».

Plus profondément, les partisans de M. Fabius partagent la conviction que la guerre du Golfe avait réhabilité la politique et ses acteurs auprès de l'opinion publique et que cette opportunité-là ne devait surtout pas être gâchée. « Nous devons garder à ne pas retomber dans les querelles subalternes car, sinon, la chute sera encore plus grande et, cette fois, nous risquons de ne pas nous en remettre », observait, dimanche, l'un des orateurs.

« Un certain anti-américanisme »

Des débats d'âme des amis de M. Jean-Pierre Chevènement, on n'a donc pas parlé, ou très peu, dans les travaux du théâtre Charles-Dullin du Grand-Quevilly, qui accueillait les militants. La seule confiance accordée à leur chef de file s'est résumée à un lapidaire : « On regarde, mais on n'a pas ce type de problèmes existentiels. » M. Marcel Debarge, numéro deux du PS, faisait preuve de la même discrétion attendiste. Il n'est pas question de « faire de la relapse » auprès des députés ou des militants de Socialisme et République désemparés par l'attitude de l'ancien ministre de la défense, affir-

maît-il, mais il ajoutait, en plaisantant : « Nous avons un numéro vert, s'ils veulent nous appeler... »

En fait, le courant fabiusien espère bien séduire une grande partie des déçus de Socialisme et République. A entendre certains de ses responsables, le « numéro vert » a déjà reçu, d'ailleurs, plusieurs appels. La stratégie de conquête est claire : pas de débauchage individuel, mais un rapprochement qui pourrait prendre, dans un premier temps, la forme d'un club de réflexion commun, chargé d'élaborer, ensuite, un « contrat politique » entre les deux courants. Cependant, cette convergence inattendue de la guerre du Golfe ne figurait pas à l'ordre du jour de la réunion du Grand-Quevilly.

Les étudiants militants fabiusiens avaient d'autres préoccupations. Le soutien apporté au président de la République pendant toute la durée de la guerre du Golfe et jusqu'à l'issue du conflit a fait apparaître, aux yeux de nombreux militants, la nécessité de procéder à un aggiornamento du trévier des valeurs socialistes.

Ce besoin s'est fait sentir, surtout, en matière de politique étrangère. Premier à ouvrir le feu sur ce thème, M. Henri Weber, universitaire, membre du cabinet de M. Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale, a suscité quelques remous dans le parti, avec « un certain tiers-mondisme » et avec « un certain anti-américanisme ». Selon M. Weber, la guerre du Golfe a ravivé, parmi les socialistes, le schéma « des pays riches assurant leur croissance en pillant les pays pauvres ». « Le travail révolutionnaire d'un côté, nations prolétaires de l'autre. Manichisme États-Unis tiers-monde. (...) Nous devons opter pour un internationalisme conséquent et concret, appuyé sur deux lignes de force : l'aide aux pays les plus faibles, le soutien à la démocratie et au droit. »

Pour M. Fabius, cet aggiornamento de principe devrait conduire à remettre en cause l'attitude de la

France vis-à-vis du monde arabe, qui, a-t-il observé, « ne pourra pas, éternellement, faire porter la responsabilité de ses difficultés au néocolonialisme, à l'impérialisme et au préjudice des peuples ». La France doit parler, désormais, avec ses interlocuteurs du monde arabe « sans fard et sans mauvaise conscience », estime M. Fabius, et si l'intensification de l'aide des pays riches est « indispensable », faire dépendre l'aide des « progrès de la démocratie et du respect des droits de l'homme des deux autres ».

Autre sujet sensible pour les consciences socialistes, celui de la politique de défense et des ventes d'armes. Si les militants et les élus fabiusiens semblent s'accorder sur le statu quo pour ce qui est des crédits militaires – pas d'augmentation, pas de réduction – et du service national – le maintien de la conscription, mais un développement du « service civil » –, il n'en est pas tout à fait de même en matière de vente d'armes.

Ventes d'armes : décourager les « dealers »

Des divergences sont apparues, au cours de ces journées, entre M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République, et M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, qui avait succédé à Charles Hernu au portefeuille de la défense en 1985. Alors que M. Quilès prône la création d'un « comité des exportateurs d'armes », issu du Conseil de sécurité de l'ONU et dont l'action serait encadrée par des traités internationaux, M. Védrine réitère l'idée de cette « Sainte-Alliance des pays développés », qui s'engagerait le droit de décider, ou non, de vendre des armes à tel ou tel pays et, donc, celui d'interdire à un pays de se doter d'équipements modernes.

C'est une position médiane que défendait M. Fabius, en proposant un plan en quatre points pour mieux contrôler la fabrication et le commerce des armes : faire baisser la demande en instituant des conférences de sécurité et de coopération régionale dans les zones de tension, pour réduire l'insécurité; diminuer l'offre par des accords d'autolimitation, dans des « zones de table » réunissant vendeurs et acheteurs sur le modèle de ce qui existe pour l'armement chimique; créer une instance permanente de coordination des exportateurs, par exemple auprès de l'ONU, qui serait chargée de définir un seuil « d'autoprotection » pour

certaines pays, au-delà duquel la vente d'armes serait interdite; enfin, restreindre le secteur de l'armement au niveau européen pour développer une industrie communautaire. Le commerce des armes, a observé M. Fabius, « c'est un peu comme la drogue : il faut aider les acheteurs à se désintoxiquer, mais il faut, aussi, décourager les « dealers ». Or les dealers, c'est nous, plus quelques autres ».

Ces considérations planétaires n'ont pas détourné les fabiusiens de toutes leurs préoccupations domestiques. Si la guerre du Golfe a fait temporairement les revendications, les amis de M. Fabius estiment que le gouvernement doit reprendre l'initiative pour combler un « déficit social » qui reste bien réel à leurs yeux. « Le nouvel ordre mondial commence par un nouvel ordre chez nous. C'est sur cela aussi et, peut-être, d'abord, que nous serons jugés », a lancé M. Fabius en forme d'avertissement au gouvernement de M. Michel Rocard.

« Nous montrons, chaque jour, que nous savons être le parti de la gestion, c'est bien. Nous devons montrer, aussi, que nous savons faire claquer le drapet de l'espérance », a conclu le président de l'Assemblée nationale. Les militants fabiusiens ont beau refuser les « petites querelles » de courant, ces derniers mots de leur chef de file les ont quand même fait, tous, frissonner d'aise.

PASCALE ROBERT-DIARD

M. Strauss-Kahn toujours favorable à un « impôt Golfe ».

M. Dominique Strauss-Kahn, président (PS) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a répliqué, dimanche 17 mars, sur Radio 1, son idée d'instituer un « impôt Golfe ». « Si la situation continuait d'être moins bonne que prévu, on ne pourrait pas continuer en faisant des économies, car, alors, on remettrait en cause l'identité du programme politique en cours », a-t-il affirmé, en précisant qu'il a « quelques divergences » avec la politique menée par le ministre de l'économie et des finances. M. Strauss-Kahn estime, d'autre part, qu'il n'est pas raisonnable de considérer que l'OLF puisse jouer un rôle après le conflit. « Je n'ai jamais pensé que M. Yasser Arafat puisse être un interlocuteur très fiable », a-t-il précisé.

Propositions socialistes pour le Sénat. - MM. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, élu de Paris, et Guy Allouche, sénateur (PS) du Nord, ont déposé une proposition de loi organique visant à la création, en neuf ans, de dix-sept sièges de sénateur supplémentaires. Outre cette augmentation, qui ferait passer le nombre de sénateurs de trois cent vingt-deux à trois cent trente-neuf, ils demandent un abaissement de l'âge d'éligibilité de trente-cinq ans à vingt-huit ans.

BAC 1991
STAGES INTENSIFS DE PRÉPARATION
BACS C, C et D
BAC FRANÇAIS 1-1
TERMINALES B « PILOTE »
orientées Sciences-Po
orientées HEC
PRÉPARATION AU SUCCÈS
enseignement privé secondaire et supérieur
23 rue Cortambert 75016 Paris
(1) 45 03 01 66

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT
LES BEST-SELLERS DE L'INFORMATIQUE
MS-DOS facile
Nouveaux programmes pour Windows 3.11
Nouveaux programmes pour Windows 3.11
Nouveaux programmes pour Windows 3.11

RELIGIONS

Après la...

Le rama dans une co

Un comité religieux composé de responsables d'associations musulmanes françaises a décidé samedi 16 mars, au soir, après consultation d'un vaste réseau de ramadans, de consacrer, pour les trois semaines de ramadan en France, les dimanches 17 mars, au lever du jour.

Un peu avant l'aube, le « lever du jour » a été annoncé par un appel au bruit de pout de l'association. Une forte boucanade, qui s'est poursuivie 16 mars, avait été organisée par les thias et les associations musulmanes. Les dimanches 17 mars, au lever du jour, les thias et les associations musulmanes ont décidé de consacrer les trois semaines de ramadan en France, les dimanches 17 mars, au lever du jour.

Renouveau religieux à l'occasion du ramadan, les thias musulmans ont décidé de consacrer les trois semaines de ramadan en France, les dimanches 17 mars, au lever du jour. Les thias musulmans ont décidé de consacrer les trois semaines de ramadan en France, les dimanches 17 mars, au lever du jour.

A 20 h 45, le moment d'arriver au lieu de la prière, les thias musulmans ont décidé de consacrer les trois semaines de ramadan en France, les dimanches 17 mars, au lever du jour. Les thias musulmans ont décidé de consacrer les trois semaines de ramadan en France, les dimanches 17 mars, au lever du jour.

Le gouvernement favorable à la création de « centres musulmans » dans les châtiments

M. Philippe Blanchard, ministre de l'Intérieur chargé des cultes, a annoncé, vendredi 15 mars, la création de « centres musulmans » dans les châtiments. M. Blanchard, qui a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur, a affirmé avoir « une politique ouverte » - modérée - de la communauté musulmane et de son intégration dans la société française.

L'idée, relayée par le ministre, est d'offrir aux réfugiés, et aux autres, une nouvelle. Elle repose sur une circulaire de 1973, récemment appliquée, qui voyait déjà de nombreux réfugiés de l'Algérie et du Maroc, et d'autres, s'installer dans les châtiments.

Les musulmans, selon la tradition, ne peuvent pas entrer dans les châtiments. La Mecca, la ville sainte, est la destination de tous les musulmans. Les châtiments, en France, sont des centres de détention. Les musulmans, en France, sont des réfugiés. Les châtiments, en France, sont des centres de détention.

Nouvelle approche des intégrations. - Le comité des réfugiés musulmans, appartenant à la communauté musulmane, a décidé de consacrer les trois semaines de ramadan en France, les dimanches 17 mars, au lever du jour. Les thias musulmans ont décidé de consacrer les trois semaines de ramadan en France, les dimanches 17 mars, au lever du jour.

محمد زكريا

RELIGIONS

Après la « nuit du doute » à la Grande Mosquée de Paris

Le ramadan a commencé en France dans une communauté musulmane apaisée

Un comité religieux composé de responsables d'associations musulmanes françaises a décidé, samedi 16 mars au soir, après consultation d'autres pays, que le ramadan devait commencer, pour les trois millions de musulmans en France, le dimanche 17 mars au lever du jour.

Un peu avant l'heure, le « ramadan » avait commencé par un grand bruit de pots de fleurs cassés. Une forte bourrasque, ce samedi soir 16 mars, avait fait chavirer les forêts et les maisons de la Grande Mosquée de Paris, place du Puits-de-l'Ermitte. Depuis 19 heures, trois femmes voilées ne cessent de décrocher et de raccrocher le téléphone.

Renvoyés poliment à l'écoute des radios de la communauté, les fidèles soucieux de savoir quand, précisément, débutera le ramadan devront attendre près de deux heures que les « sages », représentant une dizaine d'organisations et d'associations musulmanes en France, en liaison téléphonique avec l'Égypte, l'Arabie saoudite, la Jordanie, les pays du Maghreb, rendent leur décision. C'est la « nuit du doute », où tout bon musulman observe le ciel obscur à la recherche du premier quartier de lune naissant. Le Ramadan commence rituellement le lendemain de l'apparition d'un croissant de lune, le surlendemain, si elle n'a pas lieu.

A 20 h 45, le minaret s'est donc enluminé de néons annonciateurs et deux responsables ont couru « officialiser » en salle de prière la date du dimanche. Pour la deuxième année consécutive, la date du début du ramadan, en France, n'aura donc pas été une source de contentieux aux arrières-pensées politiques. Comme pour affirmer qu'il s'agit bien là de religion et de rien d'autre,

surtout après-guerre (certains jadis reprochaient aux responsables de la Mosquée de Paris de calquer de manière trop évidente la « nuit du doute » parisienne sur celle d'Alger).

Cette année encore, pour ménager les susceptibilités, aucune organisation n'a été nominalement citée dans le communiqué final du comité religieux, dans lequel figuraient trois membres du Conseil de réflexion de l'islam en France (CORIF), reçus la veille par le ministre de l'Intérieur et des cultes. Le message était on ne peut plus clair : la communauté entend parler d'une même voix. On pour reprendre l'expression de M. Khalil Merroun, responsable de la communauté musulmane d'Evry, ce ramadan devait se mesurer « à la dimension de la France ».

Le mois de la réconciliation

Traditionnellement considéré comme un mois de réconciliation, le neuvième mois du calendrier musulman apparaît cette année, comme doublement symbolique. Symbole de paix intérieure, de recueillement, le ramadan est l'un des cinq « piliers » (obligations majeures) de l'islam. Le fidèle s'engage à ne pas boire, ni manger, ni fumer, ni avoir de relations sexuelles, du lever au coucher du soleil. Et ce pendant trente jours, jusqu'à la célèbre fête de rupture du jeûne, l'Aïd el Fitr. De même, il s'engage à pratiquer le zakat, l'aumône envers les pauvres et devra, cette année, verser quotidiennement 25 francs dans ce but.

Mais au lendemain de la guerre du Golfe, ce ramadan fraternel concilie une autre paix. Le soulagement et l'apaisement d'une communauté tiraillée par les batailles d'oulémas, qui à Bagdad, dit à Riyad, entendaient dicter leur vérité, une communauté meurtrie par la fitna (cassure au sein de l'islamisme), harcelée par les appels à la guerre sainte du président irakien. Des musulmans placés

une fois de plus en première ligne des médias dans un conflit où la dimension religieuse, pour M. Kamel Kabane, secrétaire général de l'Association culturelle lyonnaise islamique et française, « ne servait finalement que Saddam et les médias occidentaux ».

Aujourd'hui, « tout est étouffé », assure M. Daniel Youssouf Leclercq, président de la Fédération nationale des musulmans de France, « même si le ressentiment à l'égard des émirats reste très vif ». A preuve la baisse généralisée, dans les agences de voyage spécialisées, des demandes de pèlerinage (hadj) à la Mecque. « Les pèlerins attendent que les troupes américaines s'en aillent », explique M. Leclercq, et ils hésitent maintenant à laisser leurs économies aux Saoudiens.

« Avant-guerre », poursuit M. Abdallah Ben Mansour, secrétaire général de l'Union des organisations islamiques en France, les communautés musulmanes dans le monde étaient considérées comme autant de grenades que Saddam était prêt à décapiter. Or les musulmans en France ont fait la preuve de leur capacité à être, à part entière, des musulmans de France. Ils devraient logiquement tirer les dividendes de leur attitude ».

Pour l'heure, « les musulmans ont besoin d'affirmer leur unité et leur cohésion », explique M. Khalil Merroun. Le ramadan de l'année de l'Égérie 1411 s'y prête de toute évidence. Même si certains, comme le professeur Mohammed Arkoun, estiment que « depuis plusieurs dizaines d'années, la pratique du Ramadan relève essentiellement plus du réflexe identitaire que d'une expression spécifiquement religieuse ».

JEAN-MICHEL DUMAY

ÉDUCATION

M. Jospin et la liberté d'instruction religieuse

La « guerre du catéchisme » semble provisoirement close

M. Lionel Jospin, au « Club de la presse Europe 1-Libération » du dimanche 17 mars, a commenté le projet de décret prévoyant l'assouplissement du calendrier scolaire. Le ministre de l'Éducation s'est fait l'avocat d'une « démarche plus souple autour d'un projet pédagogique élaboré en commun, à condition de ne pas porter atteinte à la liberté religieuse ». Il a reconnu que Mgr Pierre Plateau, président de la commission épiscopale de l'enseignement religieux, « aurait préféré qu'une plage horaire soit fixée ». « Nous ne pouvons faire plus actuellement dans l'école publique », a répondu M. Jospin, et finir des hommes pour une activité religieuse. On trouve sur place des solutions. On peut décaler une voie qui va permettre de donner une grande souplesse, en ne levant pas une grande querelle dont nous avons envie de nous passer, aussi bien les laïques que l'Église ».

Le souvenir de la querelle scolaire de 1984 continue de hanter les esprits. La « guerre du catéchisme » vient d'être enterrée presque sans bruit, à la sauve. Au moins provisoirement, et à cet égard, la satisfaction exprimée dimanche soir sur Europe 1 par M. Jospin, trop heureux de trouver un dérivatif à son recul sur le calendrier de vacances triennal, n'a d'égalé que la modération de l'épiscopat.

L'affaire n'est pas mince, même si elle ne touche plus qu'une minorité d'enfants en âge de suivre une instruction religieuse. Une minorité non négligeable puisque, à elle seule, l'Église catholique assure une catéchèse à 40 % des enfants du primaire (du CE2 à CM2). Traditionnellement, l'instruction religieuse a lieu le mercredi, mais l'évolution vers la semaine scolaire continue, libérant le samedi-matin de la présence du nombre des enfants catéchisés, déjà en recul depuis quelques années. C'est demander

beaucoup d'héroïsme aux enfants, aux parents, aux catéchistes bénévoles, de rester fidèles au poste, quand tout le reste ferme pour raison de week-end.

Il y va du respect d'une liberté, et surtout des moyens de l'exercer. Arc-boutés sur la loi Jules Ferry, qui prévoit « une journée en dehors du dimanche » pour l'instruction religieuse (adoptée en 1882, à une époque où, pour l'État, il s'agissait d'évacuer le religieux de l'espace scolaire) et sur la loi Debré de 1959 (« l'État prend toutes dispositions utiles pour assurer l'instruction religieuse »), l'épiscopat a donc défendu bec et ongles son droit, jusqu'au tribunal administratif et le Conseil d'État, pour faire reculer des inspecteurs d'académie qui, sans concertation, avaient transféré au samedi le jour de congé du mercredi.

Une manche sur deux

La hiérarchie vient de remporter une manche, avec la « garantie nationale » d'un temps réservé au catéchisme, que M. Jospin vient d'inscrire dans son projet de décret, qui soumet toute initiative locale de changement des horaires scolaires à l'accord de principe de tous les partenaires intéressés, y compris des autorités religieuses. Dans la ligne des lois Ferry et Debré, un gouvernement de gauche au pouvoir vient donc de réaffirmer, avec force, le droit de l'enfant à une instruction religieuse et la liberté de l'exercer, pour ceux qui en ont la charge.

Mais l'épiscopat a perdu sur sa deuxième revendication : la garantie « quantifiable » (deux heures en continu) d'un temps de catéchèse. Tout au moins a-t-il obtenu que soit dégagé un « temps convenable », comme l'écrit le projet de circulaire, respectueux de l'équilibre des rythmes de l'enfant. C'est un élément de négociation important pour l'autorité religieuse locale, qui pourra se prévaloir de cette disposition pour éviter que le temps de la catéchèse ne soit renvoyé à l'heure du déjeuner ou, pis, en fin de journée.

Demi-succès ou demi-échec ? Le décret laisse la porte ouverte à un aménagement, sur l'année, du calendrier scolaire, qui, selon l'épiscopat, serait le meilleur moyen de faire entrer le verrou actuel de l'horaire de semaine incompressible (vingt-six heures d'enseignement en classe). Mais le risque est grand que cette guerre du catéchisme ne reprenne au plan local quand, selon les régions, des inspecteurs d'académie iront peut-être au-devant des revendications de l'autorité religieuse ou, au contraire, là où le christianisme est minoritaire, feront de la résistance.

HENRI TINCO

La polémique sur le passé vietnamien de l'universitaire

« M. Georges Boudarel relève exclusivement de ses pairs » affirme M. Lionel Jospin

Dimanche 17 mars, au « Club de la Presse d'Europe 1 », M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, a répondu aux parlementaires de l'opposition, notamment MM. Robert Pandraud (RPR) et Philippe de Villiers (UDF), qui réclament le départ de l'université de M. Georges Boudarel, ce maître de conférences d'histoire récemment mis en cause pour son passé d'instructeur politique dans un camp vietnamien.

« Le recrutement et la carrière des enseignants du supérieur relèvent exclusivement de leurs pairs », a expliqué M. Jospin. A aucun moment, le ministre, le pouvoir politique, l'État, n'intervient dans cette carrière. C'est une longue tradition, c'est une règle qui existe dans toutes les démocraties et qui, en France, est une règle à caractère constitutionnel. M. Boudarel relève donc exclusivement de ses pairs. Le ministre de l'Éducation nationale a rappelé qu'il avait manifesté la même attitude à l'égard de M. Bernard Notin, cet universitaire lyonnais qui avait épousé les thèses révisionnistes sur les chambres à gaz : « C'est uniquement une procédure disciplinaire prise à l'initiative de ses pairs qui a permis la mise en cause de M. Notin dans son travail d'universitaire ».

« Cet homme ancien n'est plus »

S'agissant de M. Boudarel, M. Jospin a préché l'apaisement : « Les faits remontent à trente ans. D'une part, ils n'ont pas de rapport avec son activité professionnelle d'universitaire, et, d'autre part, ils ont été amnésités en 1966. Ceux qui me demandent d'agir ou de le révoquer ne connaissent pas notre droit et nos principes. Et c'est regrettable de la part d'anciens ministres. Ou bien ils les connaissent et je leur dis : êtes-vous prêts à proposer désormais qu'en France, les universitaires voient leur carrière régie par le pouvoir politique ? »

CATHERINE VINCENT

(1) Nature, 14 mars 1991. Travaux signés par Michel Raymond, Nicole Pasteur, Ananda Callaghan (Institut des sciences de l'évolution du CNRS) et Philippe Fort (laboratoire de biologie moléculaire du CNRS), université de Montpellier-II.

Coop de pouce pour les handicapés. — A l'appel de quatre organisations de handicapés, plus de 20 000 bénévoles se mobiliseront durant la semaine du 18 au 24 mars au cours d'une campagne « coop de pouce » pour informer le public, sur leur problème — notamment d'accès à la ville, à l'école, à la culture, à l'emploi et au logement. Exemple : dans certains pays de la CEE, 80 % des émissions de télévision sont sous-titrées de manière à être suivies par les sourds, en France 10 %. Une collecte sur la voie publique aura lieu les 23 et 24 mars.

Le gouvernement favorable à la création de « carrés » musulmans dans les cimetières communaux

M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur chargé des cultes, a préconisé, vendredi 15 mars, la création de « carrés » musulmans dans les cimetières communaux. M. Marchand, qui recevait une délégation du Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF), a affirmé avoir « apprécié » l'attitude — modérée — de la communauté musulmane et de ses responsables durant la guerre du Golfe. Il a précisé qu'il revenait aux maires de décider du « regroupement, dans les cimetières communaux, des sépultures de défunts de confession islamique ».

L'idée, relayée par une circulaire datée du 14 février adressée aux préfets, n'est cependant pas neuve. Elle reprend les termes d'une circulaire de novembre 1975, rarement appliquée, qui prévoyait déjà de regrouper les sépultures de Français musulmans. Elle étend désormais son champ d'application « aux personnes de nationalité étrangère souhaitant que leurs défunts soient inhumés dans notre pays ».

Les musulmans pourront ainsi, selon la tradition coranique, se faire enterrer la tête tournée vers La Mecque dans une direction déterminée, est autorisée par la circulaire. Néanmoins, contrairement aux pratiques courantes dans les pays musulmans, « l'inhumation directement en pleine terre et sans cercueil (pour raisons d'hygiène) ne pourra être acceptée ».

o Nouvelle « prise d'Église » par des intégristes dans le Val-d'Oise. — Le comité Sainte-Genève, appartenant à la Fraternité Saint-Pie V de Mgr Lefebvre, excommunié en 1988, a organisé dimanche 17 mars, pour la neuvième fois et dans le calme, une « prise d'Église » à Pontoise (Val-d'Oise) dans le but d'obtenir de l'évêché le prêt permanent ou la vente d'une Église pour y célébrer des cultes en latin. Une cinquantaine de militants intégristes ont assisté à la messe avant de se rendre en procession jusqu'à l'évêché de Pontoise, où ils n'ont pas été reçus. — (AP.)

SCIENCES

Une découverte de chercheurs français

La résistance des insectes aux pesticides se transmet par migration

Qu'ils soient vecteurs de maladies humaines ou nuisibles à l'agriculture, le nombre d'insectes devenus résistants aux pesticides est en constante augmentation dans le monde. Depuis cinq ans, une équipe de chercheurs français étudie ce phénomène d'adaptation génétique chez les moustiques communs. Menés pour la première fois à l'échelle planétaire et publiés dans le numéro du jeudi 14 mars de Nature (1), leurs travaux mettent en évidence l'importance des migrations dans la diffusion de cette résistance.

Il y a trente ans, une simple dose d'insecticide suffisait à tuer le plus coriace des moustiques *Culex pipiens*, l'espèce la plus répandue dans le monde. Aujourd'hui, certains d'entre eux résistent à des doses de toxicité cent, mille, voire dix mille fois supérieures. Plus grave, ils transmettent ce caractère à leurs descendants.

De quelle manière ? Pour lutter contre ces insectes qui menacent les agrochimistes, il fallait d'abord comprendre l'évolution, dans le temps et l'espace, de leur résistance aux produits utilisés contre eux. C'est à cette tâche que s'est attelée en 1986, à Montpellier, l'équipe dirigée par Nicole Pasteur à l'Institut des sciences de l'évolution du CNRS.

La même année, ce groupe de recherche avait déjà mis en évidence, en collaboration avec l'Institut national de la recherche agro-nomique (INRA) et l'Institut Pasteur de Paris, le processus d'adaptation génétique par lequel certains moustiques deviennent insensibles aux insecticides (le Monde du 15 août 1986). « Chez le moustique *Culex pipiens*, qui transmet la fièvre de Banout et certaines encéphalites, la résistance aux insecticides organophosphorés passe, entre autres, par la surproduction d'enzymes de détoxification spécifiques, appelées estérases », explique Nicole Pasteur.

Cette surproduction est due à un

phénomène d'« amplification génétique ». Présent en un seul exemplaire chez les moustiques sensibles aux toxiques, le gène qui gouverne la synthèse d'une esterase peut ainsi être multiplié jusqu'à cinq cent fois, sur le même chromosome, chez un moustique devenu résistant.

Si le mécanisme moléculaire de l'amplification génétique reste encore mal compris, la découverte de ces gènes de résistance n'en ouvre pas moins une piste sérieuse vers l'élaboration de nouvelles stratégies de lutte contre les insectes nuisibles. Selon les chercheurs, tout porte en effet à croire que ce procédé de résistance acquise est largement répandu dans le monde animal et végétal.

Les mécanismes de la propagation

Avant de songer à l'exploitation technique de ces gènes, il restait à déterminer comment s'effectuait leur propagation. « Parmi les différents estérases amplifiées, utilisées par les moustiques du sud de la France pour résister aux insecticides, l'une d'entre elles, l'esterase B2, a été retrouvée dans au moins trois continents : l'Amérique du Nord, l'Asie et l'Afrique, précise Nicole Pasteur. De plus, nous avions la chance extraordinaire, en France, d'avoir suivi le phénomène des son apparition en 1986, date à laquelle les premiers moustiques porteurs d'une esterase B2 amplifiée ont été repérés près de l'aéroport de Marseille. Nous disposons donc d'un matériel idéal pour déterminer si la distribution de l'esterase B2 amplifiée était due à un seul événement mutationnel, puis à sa propagation par migration, ou si elle provenait d'une mutation répétitive survenue dans différentes régions du globe ».

Un travail de longue haleine, qui vient d'aboutir à un résultat sans équivoque : contrairement à ce que l'on observe chez les moustiques sensibles aux insecticides, le gène des mutants B2 et ses régions adjacentes sont strictement identiques chez tous les individus résistants, quel que soit leur lieu d'origine.

SPORTS

RUGBY : Tournoi des cinq nations

La victoire des gros bras anglais

L'équipe de France de rugby s'est inclinée face à celle d'Angleterre (21-19), samedi 18 mars à Twickenham, près de Londres, pour la dernière journée du Tournoi des cinq nations. Ce succès mérité permet au XV de la Rose d'enlever le neuvième grand chelem de son histoire (1). Les joueurs français ont inscrit trois essais mais n'ont pu résister à la puissance physique de leurs adversaires. Ils terminent ainsi à la deuxième place du classement. A Edimbourg, l'Ecosse a dominé l'Irlande (28-25).

TWICKENHAM

de notre envoyé spécial

« Well done England! » Sans même attendre que les joueurs anglais et français se soient extirpés de la foule qui avait envahi la grande pelouse de Twickenham, le message de félicitations s'affichait déjà au-dessus du tunnel d'accès aux vestiaires. Le pays tout entier brûlait de fêter ce « XV de la Rose » qui venait de remporter son dix-neuvième Tournoi des cinq nations et surtout son neuvième grand chelem (quatre victoires en quatre matches). « Bien joué », donc, à cette Angleterre, victorieuse d'un adversaire tricolore qui pouvait, lui aussi, revendiquer tout à la fois la victoire finale et le parcours sans faute. « Bien joué », également, à cette Angleterre qui, par la même occasion, avait placé son rival du jour devant ses lacunes.

Au-delà d'une simple apothéose entre deux formations en quête de quatrième succès, ce match opposait bien deux conceptions différentes du rugby, deux styles très

distincts. Lors de ses précédentes apparitions, l'équipe anglaise avait misé sur la force de pénétration de ses « gros bras » de l'avant, au risque de réduire ses trois-quarts, au chômage technique faute de ballons d'attaque. Au contraire, les Français avaient opté pour la haute volée, laissant aux lignes arrières le soin d'animer le jeu et d'inscrire huit essais en trois matches contre les Ecosse (13-9), les Irlandais (21-13) et les Gallois (36-3).

« Peut-être les Anglais attendent-ils de jouer contre nous pour attaquer à tout va », avait déclaré le trois-quarts centre Franck Mesnel à la presse britannique avant le match. Il se trompait. Les Anglais, finalistes malheureux l'an dernier contre les Ecosse, n'avaient nullement l'intention de changer de tactique. « On était-il d'ailleurs vraiment capables ? — sous prétexte qu'ils affrontaient ces esthètes du jeu que sont Philippe Sella, Jean-Baptiste Lafond ou encore Serge Blanco, qui disputait à son dernier match du Tournoi des cinq nations.

Les Biens sans dessus dessous

Tout allait donc dépendre de la capacité des avants français à résister aux charges du pack adverse. De ce match des « gros », comme les appelle le joueur-journaliste du Racing CF Philippe Guillard dans un roman racontant sur l'aventure de l'équipe parisienne (2), découlerait la prestation des « gazelles » (le surnom des trois-quarts). En bien, ce choc des packs, cette affaire de poids et de muscles entre jeunes gens d'envergure, les Français l'ont perdu !

Dominés dans tous les secteurs, en touche comme dans les regroupements, ils n'ont jamais pu maîtriser le jeu face à des Anglais qui ont toujours parfaitement occupé le terrain. Les pauvres gaillards vêtus de bleu ont même vécu un après-midi sans dessus dessous.

A force de regarder ces fous ballons qui n'en finissent pas de partir en chandelle dans le ciel de Londres pour mieux retomber près de leur ligne de but, ils risquent le torticolis. A gouter de trop près la pelouse et la boue de Twickenham, ils s'exposent à des « moments d'égarement » qui permettent au buteur britannique Simon Hodgkinson d'inscrire quatre pénalités et à l'ailier Rory Underwood de venir taquiner Jean-Baptiste Lafond pour marquer le seul essai anglais du match.

Le plus surprenant, dans cette défaite du XV de France, reste malgré tout l'efficacité des lignes arrières françaises. Elles ont trouvé le moyen d'inscrire trois essais alors que les ballons d'attaque furent devenus rares et que le terrain, balayé par une pluie tenace, favorisait plutôt le rugby de touche. Après leur succès trompeur l'ail contre les Gallois, il leur avait été reproché un manque de réalisme.

A Twickenham cela n'a pas été le cas. Ils ont su allier efficacité et génie, en particulier sur le premier essai, marqué en début de match par le Montferrandais Philippe Saint-André.

S'il n'avait pas été suivi d'une défaite incontestable, cet essai aurait d'ailleurs été de ceux dont on cause jusqu'à plus tard dans les festivités d'après-match. Revoir Serge Blanco filer à toute jambe sur le côté droit, comme pris d'une soudaine folie, puis transmettre le ballon à Lafond. Contempler ensuite la course de Philippe Sella. S'extasier devant le petit coup de

piéd à suivre de Didier Camberero pour lui-même, le long de la ligne de touche. Retrouver ce fils de bonne famille quelque 100 mètres plus loin et compter les rebonds du ballon qu'il envoie, d'un nouveau coup de pied, vers Saint-André. Dresser, enfin, le stupéfiant bilan statistique de l'exploit : cent mètres d'une flamboyante cavalcade, quatre passes et cinq joueurs pour l'un des plus beaux moments de l'histoire du rugby français, « le plus bel essai jamais vu à Twickenham », dira la presse anglaise.

Des trois-quarts timides

Cet essai, plus encore que les deux autres inscrits en seconde mi-temps par Didier Camberero et Franck Mesnel, n'efface pas la faiblesse des avants, la maladresse de Pierre Berbizier, ni même la timidité des trois-quarts en certaines occasions (« On a très subi et par assez osé », dira Jean Trillo, l'entraîneur des lignes arrières). Mais il a le mérite de souligner une dernière fois les possibilités d'une équipe vraiment superbe lorsqu'elle sait maîtriser sa folie et son enthousiasme.

A l'heure des bilans, celui du duo d'entraîneurs Dubroca-Trillo est donc positif. Son parcours dans le tournoi 1991 vaut aujourd'hui à l'équipe de France d'occuper le deuxième rang en Europe et donc le quatrième dans le monde (Afrique du Sud mise à part), derrière la Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Angleterre. Pour une formation qui restait sur un échec humiliant contre la Roumanie à Auch et deux cinquièmes défaites face aux « Blacks » néo-zélandais, c'est bien d'une résurrection qu'il s'agit.

Pourtant, à l'approche de la Coupe du monde (octobre 1991), il paraît désormais indispensable d'entamer la deuxième phase de ce retour au premier plan : la constitution d'un paquet d'avants capables de rivaliser en puissance et en ténacité avec ses futurs rivaux et non plus seulement avec des Gallois ou des Irlandais.

PHILIPPE BROUSSARD

(1) - 1913, 1914, 1921, 1923, 1924, 1928, 1957, 1980 et 1991.
(2) Pourquoi c'est comme l'amour ? Ed. du France-Dire.

TOURNOI DES CINQ NATIONS
A Edimbourg : Ecosse h. Irlande, 28-25
A Londres : Angleterre h. France, 21-19
Classement final. - 1. Angleterre, 8 pts ; 2. France, 5 ; 3. Ecosse, 4 ; 4. Ecosse et Irlande, 1.

ÉCHECS

Devançant Kasparov

Ivanchouk vingt et un ans gagne le tournoi de Linars

Le Soviétique Vassili Ivanchouk, vingt et un ans, a gagné de haute lutte, à Linars, le plus fort tournoi d'échecs jamais disputé. Avec neuf points et demi sur treize possibles, il a devancé d'un demi-point Garry Kasparov, qui avait toujours pris au moins la première place ex aequo de tous les tournois qu'il a disputés depuis l'obtention de son titre de champion du monde en 1985.

Ivanchouk, qui n'a subi aucune défaite, a battu, entre autres, les trois premiers joueurs du monde : Kasparov, Karpov et Gelfand. Karpov, s'il a annulé sa partie contre Kasparov (le Monde du 7 mars), a subi un calvaire : quatre défaites (Anand, Ljubojevic, Ivanchouk et Speelman). Il se retrouve septième ex aequo avec tout juste 50 % des points possibles.

Autre vaincu, le jeune prodige (médiatique ?) américain-soviétique de seize ans Gata Kamsky. En terminant dernier avec deux points et demi (une seule victoire contre Eliev) il n'a pas justifié son classement de dixième joueur mondial.

Classement final : 1. Ivanchouk, 9,5 sur 13 ; 2. Kasparov, 9 ; 3. Beliavsky, 8 ; 4. Speelman, Youssoupov ; 5. Salov, 7 ; 6. Karpov, Timman, 6,5 ; 7. Anand, Gourevitch, Ljubojevic, 6 ; 8. Gelfand, 5,5 ; 9. Eliev, 3,5 ; 10. Kamsky, 2,5.

CYCLISME : Paris-Nice

Le Suisse Tony Rominger vainqueur dans la controverse

Tony Rominger est le premier Suisse à inscrire son nom au palmarès de l'épreuve cycliste Paris-Nice, qui s'est achevée dimanche 17 mars, même si ce résultat doit être soumis à l'homologation de la Fédération internationale du cyclisme professionnel (FICP). La victoire de Rominger ne souffre pourtant d'aucune contestation, tant le nouveau leader des Toshiba a survolé cette quarante et unième édition de la « course au soleil ».

La grève du casque

Vainqueur de deux étapes en individuel d'une autre avec son équipe, le Suisse a fini en beauté en ajoutant dimanche celle du contre-la-montre du col d'Eze. Au classement général, il termine avec près de deux minutes d'avance sur son coéquipier Laurent Jalabert, Toshiba parachevant son succès avec la troisième place de Martial Gayant.

Les organisateurs ont pourtant refusé d'officialiser les résultats de la dernière étape, tout comme ceux de celle de samedi entre Toulon et Mande-

lieu-la-Napoule, en raison de la « grève du casque » observée par la grande majorité du peloton. L'Union cycliste internationale (UCI), qui a rendu le casque obligatoire cette année par mesure de sécurité, débatta de la question dans les jours qui viennent à Milan. Le mouvement a commencé samedi en solidarité avec le Français Francis Moreau, mis hors course la veille pour avoir enlevé son casque alors qu'il souffrait de la forte chaleur sur les pentes du mont Faron. Il s'est poursuivi dimanche sur les pentes du col d'Eze, que la grande majorité des coureurs ont escaladé sans casque.

Le président de la FICP, le Néerlandais Hein Verbruggen, s'est déclaré sceptique sur les chances d'homologation du résultat de l'épreuve française. Il doit cependant rencontrer les organisateurs de courses cyclistes, mercredi 20 mars à Milan, et évoquer avec eux cette situation. Mais l'espoir de trouver une solution avant la première épreuve de la Coupe du monde, Milan-San-Remo, qui aura lieu samedi 23 mars, demeure faible.

PATINAGE ARTISTIQUE : championnats du monde

Le triomphe des Duchesnay et la déception de Surya Bonaly

Un triomphe, une déception. Les Français Isabelle et Paul Duchesnay ont enfin réussi à détrôner les couples soviétiques en remportant, vendredi 15 mars à Munich (Allemagne), le titre de champion du monde de danse sur glace (le Monde daté 17-18 mars). Un an avant les Jeux olympiques d'Albertville, le frère et la sœur, d'origine canadienne, parvenaient enfin à atteindre la plus haute marche du podium.

Après avoir obtenu une médaille de bronze aux championnats du monde à Paris en 1989, puis une médaille d'argent l'an passé à Halifax (Canada), le couple Duchesnay a su ajouter le verdict des juges aux applaudissements du public. Avec Missing 2, un programme imaginé par leur chorégraphe Christopher Dean et préparé en cinq semaines, les danseurs ont mis fin à la controverse qui les poursuivait depuis le début de leur carrière, en 1982 au Canada, patrie de leur père.

Le triomphe du couple auda-

cieux masque la déception de la jeune Réunionnaise Surya Bonaly, championne d'Europe depuis le mois de janvier. Bien qu'elle ait réussi une quadruple boucle piquée, une première pour une femme en compétition, la petite patineuse de dix-sept ans n'a pas exécuté un programme libre, sans faute, samedi 16 mars. Son exploit dans les airs a été suivi de fautes de carres et de chutes qui lui ont fermé la route du podium. Elle termine la compétition à la cinquième place, la nouvelle championne du monde étant l'Américaine Kristi Yamaguchi.

L'intrépide perle noire est ravie d'avoir effectué quatre tours sur elle-même et « ne regrette rien ». « On ne peut être déçu d'une cinquième place quand on a seulement dix-sept ans et quatre ans de moins que la concurrence », assure Didier Gailhaguet, l'entraîneur de la jeune fille. C'est un résultat prometteur pour Surya, qui ne participe à des championnats du monde que pour la troisième fois.

TENNIS : tournoi de Key Biscayne

Révélation de Rodolphe Gilbert

Le Français Rodolphe Gilbert, qui disputait son premier tournoi d'importance sur le circuit professionnel, a causé une énorme surprise, dimanche 17 mars, à Key Biscayne (Floride), en éliminant l'Américain Pete Sampras, vainqueur de l'US Open et tête de série numéro cinq, sur le score de 6-4, 6-2.

Classé cent trente-deuxième joueur par l'Association des tennis professionnels, Rodolphe Gilbert, âgé de vingt et un ans, a dominé en soixante et une minutes l'Américain, qui reprenait la compétition après plusieurs semaines d'arrêt pour une blessure. Le Français avait été battu au dernier tour

des qualifications, mais avait été repêché comme « lucky loser » par suite du forfait de deux joueurs.

Deux autres Français se sont qualifiés pour les seizièmes de finale du tournoi masculin : Henri Leconte, vainqueur de l'Espagnol Francisco Clavet (6-2, 4-6, 6-4), et Guy Forget, qui a battu l'Américain Dan Goldie (6-1, 6-3).

Deux Françaises se sont qualifiées pour les huitièmes de finale du tournoi féminin : Nathalie Tauziat, qui a dominé la Néo-Zélandaise Claudine Tauke (6-2, 3-6, 6-2), et Mary Pierce, qui a éliminé l'Allemande Barbara Rittner (6-3, 6-2).

FOOTBALL

« Captain Bob » en Bulgarie

SOFIA

de notre envoyé spécial

« Captain Bob » — alias Robert Maxwell — peut être content : le Slavia, son club de football, est pour le moment en tête du championnat bulgare et, pour la première fois depuis quarante-huit ans, risque de remporter le titre.

Pourtant, s'il était venu, ce dimanche 24 février, au stade du Slavia, dans la proche banlieue de Sofia, le milliardaire britannique aurait été déçu. Non pas tant par le score — son équipe triompha par cinq buts à deux — mais par le peu de publicité faite à ses couleurs.

Quelques timides pancartes à son nom, furtivement placées sous les tribunes, c'est sans doute un peu mesquin, compte tenu des 100 000 dollars annuels accordés au club par le magnat de la presse britannique.

Le froid glacial qui régnait sur Sofia justifiait en partie cette timidité apparente. « Nos joueurs portent en ce moment un pull-over, et nous n'avons pas encore les moyens d'y faire graver le nom de Maxwell », fait remarquer le directeur du Slavia, M. Grigorov, qui explique ainsi les raisons de l'arrivée de Robert Maxwell : « Le Slavia est le plus vieux club de football de

Bulgarie et ses supporters ont toujours été animés d'un esprit d'indépendance et de liberté. On disait aussi que c'était une équipe juive parce que, avant la guerre, elle était parrainée par un certain nombre de commerçants juifs. Comme Robert Maxwell est d'origine juive, il s'est intéressé par notre club. »

Pour le moment, les accords passés entre le patron du Mirror Group et le Slavia ont peu de bases juridiques solides. L'image d'ailleurs de tout un pays qui n'est plus tout à fait socialiste mais pas encore libéral.

L'attrait des sources thermales

Les joueurs du club, si l'on en croit leur président, n'ont pas attendu pour choisir leur camp : « Maintenant, ils ne pensent qu'à l'argent et ne parlent que d'argent. Avant, il y avait quand même une moralité, un esprit d'équipe, un club. Aujourd'hui, l'erreur est collective mais les privilèges individuels. »

Rossen Koukov, un des attaquants de l'équipe, ne nie pas cet attrait pour l'argent étranger. « Mon but, dit-il, comme celui de tous mes camarades, est bien entendu d'être acheté par une équipe occidentale. Ce n'est pas uniquement pour l'ar-

gent. Mais aussi pour les conditions d'entraînement et de jeu. En ce moment, nous ne mangeons pas assez de viande ici. Regardez nos vestiaires, nous n'avons même pas d'eau chaude ! ». Conclusion du président du club : « Si tout marche bien, peut-être un jour serons-nous capables de rendre son argent à M. Maxwell. Ainsi nous garderons notre dignité nationale. »

« Captain Bob » l'entendra-t-il de cette oreille ? Si son attachement au football est indéfectible, il sa volent d'investir en Europe de l'Est est aussi indéniable — n'est-il pas originaire de Tchecoslovaquie ? —, on le soupçonne toutefois, ici, de ne pas s'intéresser uniquement au Slavia. A quelques centaines de mètres des installations du club coulent en effet des sources d'eau thermale parmi les plus pures de Bulgarie et qui sont déjà renommées pour le traitement des maladies osseuses.

Le club, une fois qu'il sera privé de ses sources, Robert Maxwell aurait dans ses tiroirs un projet d'investissement considérable visant à transformer l'ensemble en un « Baden-Baden bulgare ». Le tour serait joué, et vive le football !

JOSÉ-ALAIN FRALON

Les résultats

FOOTBALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE.	
Première division	
(Trentième journée)	
M'ontpellier h. Lyon	1-0
Metz h. Nancy	1-0
Saint-Etienne h. Marseille	1-0
Brest h. Nantes	1-0
Lille h. Rennes	3-0
Toulon et Caen	0-0
Auxerre h. Nice	5-1
Monaco et Cannes	0-0
Paris SG h. Bordeaux	1-0
Toulouse h. Sochaux	1-0
Classement. - 1. Marseille, 44 pts ;	
2. Auxerre, 39 ; 3. Monaco, 38 ; 4. Montpellier	
et Cannes, 33 ; 5. Metz, 31 ; 7. Lille	
et Paris-SG, 30 ; 6. Brest et Nantes, 29 ;	
11. Caen, Nice et Lyon, 28 ; 14. Nancy, 27 ;	
15. Bordeaux et Sochaux, 27 ; 16. Saint-	
Etienne, Toulon et Toulouse, 26 ;	
20. Rennes, 24.	

552 من لامل

CULTURE

THÉÂTRE

Aristophane dans l'actualité

Le satiriste grec montrait déjà que la terre pue

LA PAIX
ou Théâtre national de Marseille

Quand la guerre, la vraie, celle qui tue, met aux prises, essentiellement, Occidentaux et Arabes, il devient très difficile de mettre en scène l'œuvre magnifique et insoumise de Genet, les Paravents, et plus particulièrement à Marseille, où les échos du conflit du Golfe et les mots du poète peuvent susciter à tout moment une résonance sinistre.

Dès le printemps 1990, donc bien avant l'invasion du Koweït, Marcel Maréchal s'était proposé de monter la pièce de Genet. Mais après l'été, cet artiste engagé et responsable décidait de différer son projet initial et de se rabattre sur la Paix, d'Aristophane.

Cela, déclarait-il, pour éviter de se retrouver avec une cohorte du Front national aux portes de la Crée. En 1961, soit en pleine guerre d'Algérie, Jean Vilar avait présenté une version « actualisée » de cette comédie. Maréchal a décidé de l'imiter. Aidé de l'équipe du TNM, il a entrepris de nourrir la pièce des mots terribles ou drôles, de l'actualité brûlante.

En route donc, pour suivre les aventures de Lavendange, ex-Trygée (François Clavier, encore un peu vert le soir de la première, mais à la rondeur prometteuse, dans sa voix comme dans sa chair), ce paysan d'Attique décidé à élever un bousier afin d'aller au ciel exiger des dieux la libération de la Paix.

Entre 421 avant Jésus-Christ et 1991 après, l'œuvre d'Aristophane s'est enrichie, selon l'inspiration de ses divers lecteurs, d'un d'Artagnan, d'un Assedio, d'un Reporter-photographe, d'un Culbénit, d'un Phocée, patron-pecheur en droite ligne du Vieux

Port, d'un Marchand d'armes, de missiles Scud et Patriot, de fausses factures, de la voix de François Mitterrand, Zeus gaulois de la fin du siècle, de quelques mesures de musiques très diverses disons, pour simplifier, de Mozart au rap, - de patins à roulettes, d'un camouflage de campagne, d'un porte-voix.

Chez Marcel Maréchal, comme chez Aristophane, on ne s'intéresse guère aux dieux, à l'exception d'Hermès - ici un patineur extravagant en robe de mousseline bleue (excellent Pierre Constant). Les hommes, en revanche, sont au premier plan, d'autant que les dieux ont déserté le ciel, effarés par la puerie des humains, qui ne s'en trouvent pas plus mal.

Un rythme de comédie musicale

Ceux-ci sont tour à tour acteurs et spectateurs, tantôt individus qui expriment des sentiments multiples et contradictoires sur la désorganisation de la Cité (dans le sillage du plus important d'entre eux, Lavendange), tantôt collectivité, ou groupe, qui chante les désespoirs et les espoirs d'un monde meilleur dans le sillage de Coryphée (Jean-Paul Bordes, bien déjà, mais qui pourrait, comme dirait Aristophane, « la ramener » un peu plus).

Le metteur en scène, dans le décor ingénieux mais aux finitions un peu insuffisantes de Jacques Angéniol - un sol façon « agglô » - a imaginé pour cette Paix un mouvement, un rythme de comédie musicale sans chansons. Cela crée une distance, un déséquilibre, un effet de fantasmagorie sombre qui rendent possible et fortes toutes les grossièretés, toutes les invraisemblances, toutes les brutalités voulues par tous les auteurs de la pièce et

assumées souvent avec brio par la troupe nombreuse - vingt-trois comédiens - réunie à Marseille.

Cela ne règle pas pour autant tous les problèmes liés à la réalisation de ce théâtre d'avant le théâtre, d'avant le public du théâtre. La Paix ressortit du théâtre de rue, avec ses cris, ses violences, son désordre joyeux.

Peut-être faudrait-il un jour avoir le courage et la fantaisie de « monter » cette pièce où on voit tout jadis qu'elle fut jouée. Cela ferait certainement disparaître ce sentiment d'insatisfaction que l'on éprouve à chaque mise en jeu dans un lieu clos et donc contraignant - à la Crée moins qu'ailleurs, il faut le souligner - des comédies d'Aristophane.

OLIVIER SCHMITT

► TNM/13, quai de Rive-Neuve. Jusqu'au 20 avril (horaires variables). Tél. : 91-54-70-54.

CINÉMA

Mélo, musique et larmes

Au programme de «Mozart au cinéma»
un film nazi, pratiquement inconnu en France

WEN DIE GÖTTER LIEBEN
de Karl Hartl

Le 5 décembre 1941, pour le cent cinquantième anniversaire de la mort de Mozart, Joseph Goebbels, ministre de l'Information et de la propagande du troisième Reich, déclarait : « Plus qu'à qui, c'est à son œuvre que s'applique le mot : être allemand, c'est être Mozart. Mozart réunit en lui les plus beaux aspects du caractère allemand ». A cette époque, il n'y avait plus d'Austrie, et Mozart se trouvait, à son tour, annexé par la culture hitlérienne.

C'est à Vienne qu'on entreprit, en 1942, un film sur la vie du compositeur titré *Wen die Götter lieben* (Qui est aimé des dieux) - citation d'un poète grec qui continue ainsi : « est toi appelé à eux ». Le réalisateur Karl Hartl, né à Vienne en 1899, était un vétéran de la société de production autrichienne Wien-Film, où il avait débuté en 1917. Au cours des années 30, il avait

touré, dans les studios de Berlin, des films souvent en double version allemande et française, dont deux histoires de science-fiction et un *Baron rigolo* d'après l'opérette de Johann Strauss. Après l'Anschluss, Goebbels le nomma chef de production du cinéma nazi à Vienne. Était-il vraiment le cinéaste le mieux indiqué pour célébrer idéologiquement le « musicien allemand » ? Le scénario d'Eduard von Borsody, d'après une nouvelle de Richard Billinger (romancier dont s'inspira Veit Harlan pour *La fille d'acier*, en cette même année 1942), est plus conforme aux mélodrames sentimentaux destinés au « réconfort » du peuple allemand en guerre qu'à ces biographies de grandes figures allemandes - rois, savants, écrivains, artistes - dont Harlan et Steinbock, pour ne citer qu'eux, faisaient alors des tableaux célébrant la grandeur du Reich hitlérien.

La ménagerie et le génie tourmenté

Ici, même si l'on retrouve le soin toujours apporté aux reconstitutions historiques et les éclairages « anti-expressionnistes » faisant scintiller dans le blanc laiteux et le gris nuancé les soies, les brocarts, les décors rococo propres à tout le cinéma nazi, le « style viennois », abâtardi dans l'attendrissement et les dans du cœur, l'emperte.

Le film prend Mozart adulte, au moment où il quitte Salzbourg avec sa mère, pour un voyage à Paris qui va se révéler décevant (représenté seulement par quelques cartons de commentaire), et le quitte à sa mort. A la figure emblématique de la ménagerie soutenant le génie tourmenté au prix de ses souffrances, s'opposent la radieuse beauté et la coquetterie d'Irene von Meyendorff. Hans Holt, un jeune premier que le public français avait appris à connaître dans

les films distribués sous l'Occupation, était un Mozart pour publicité de *Delikatessen*. Qu'il ait composé semble presque accessoire. Chargé de l'illustration musicale, Alois Melichar a retenu juste quelques pièces, dont l'une exécutée par un prince médian qu'interprète Curt Jurgens ; plus de courts extraits de *L'enlèvement au sérail*, des *Noctes de Figaro*, de *Don Giovanni*, la *Flûte enchantée*. Puisque Louise est cantatrice, Irene von Meyendorff est censée chanter la lettre à Aloysia, Chérubin, Zerline et la reine de la nuit. Seul miracle de ce film sorti des placards du cinéma nazi, c'est la voix réellement divine d'Erna Berger, une des plus grandes chanteuses mozartiennes des années 30-50, que l'on entend. Quant à la mise en scène, elle relève des mêmes clichés que le scénario.

Wen die Götter lieben fut présenté en grande première à Salzbourg le 5 décembre 1942. Après la guerre, Karl Hartl continua sa carrière comme si de rien n'était. Il a réalisé un autre Mozart en 1955. Il est mort en 1978.

JACQUES SICLIER

► *Wen die Götter lieben* figure (en version originale non sous-titrée) dans la rétrospective « Mozart à l'écran » (jusqu'au 27 mars) organisée par Ciné-Classic et la Fondation GAN pour le cinéma. Dans cette rétrospective qui comprend des opéras filmés (*Don Juan*, de H. Walter Kolm-Waltée, 1958 ; *Don Giovanni*, de Losey, la *Flûte enchantée*, d'Ingmar Bergman, la *Clémence de Titus*, de Jean-Pierre Ponnelle, *Bastien, Bastienne*, de Michel Andrieu), on recommande particulièrement *Une saison italienne*, de Pupi Avati, chronique d'une rêverie romantique de Mozart adolescent, du côté de Bologne, en 1770. Et, bien sûr, *Amadeus*, de Milos Forman.

AMERICAN CENTER American Language Program

Du 2 Avril au 29 Juin. (Vacances 22 Avril - 5 Mai)

- Expression
- Compréhension
- Conversation
- Civilisation des USA
- Medical English
- Video
- Let's Talk Business
- Cinema
- Legal English
- Public Speaking
- Prépa Bac
- TOEFL

NOUVEAU ! Avril - Juin :
Rencontres en VO. avec
des Américains spécialistes
d'art et de culture.

Rive gauche : 1 place de l'Odéon 75006 Paris
Tél : 46 33 18 52
Rive droite : 49, rue Pierre Charbon 75008 Paris
Tél : 42 56 25 49



Billets en vente à BOURGES : Maison de la Culture, Magasin Carrefour à PARIS : Virgin Megastore.



LE PRINTEMPS DE BOURGES 1991

INFOS/LOCATIONS : (16) 48 24 30 50 30 avril
MINITEL : 3615 + PDB au 5 mai

GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F
GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F
GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F
GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F
GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F	GRAND THÉÂTRE JANUS DES COMÈDES « Les Femmes de Caïn » de Jean Giraudoux 21h - 120F

Le ministère de la Culture et de la Communication
Jeunesse et Sports
Le conseil général du Cher
Le conseil régional du Centre
La Ville de Bourges
La Maison de la culture de Bourges
L'ADAM
Le Fonds de soutien de la chanson, des variétés et du jazz
La Fondation pour la création musicale
La SACEM
La SPEDIDAM
La SPPF
La SCPP

Modifications : Les Rita Mitsouko et Bobby Mc Ferrin / The Temptations annulent, ils seront remplacés comme suit :
Manu Dibango, Chanson + Biffurée,
Paul Personne, House of Love, Liane Foly et Juliette Gréco, Arthur H.



... ..

Grandeur nature : 20 h. Les Sardines
chanteur Trénet : 20 h. La peur n'ôte pas de manger : 21 h 30. Eric Le Roch : 21 h 30. Show partout : 22 h 30.
Les Dégustateurs chante Bobby
Lapointe : 22 h 30.

SUNSET (40-28-46-60). Le Lundi
des copains : 20 h.

RÉGION PARISIENNE

CHÂTELLON (THÉÂTRE) (45-57-
22-11). Sang pour sang : 20 h 45.

CLAMART (CC JEAN-ARP) (48-45-
11-57). Le Ritournelle : 21 h 30.

**ISSY-LES-MOULINEAUX (CHA-
PELLE SAINT-NICOLAS)** (40-93-
01-52). Les Sorcières de Salem
: 20 h 30.

IVRY-SUR-SEINE (THÉÂTRE) (48-
72-37-43). Les 7 Thélèmes : 20 h 45.

**VERSAILLES (THÉÂTRE MONTAN-
SIÈRE)** (39-50-71-19). Partage de midi
: 21 h.

25 Marchés financiers
28 Bourse de Paris

30 L'embellie de la presse
Télé Freedom à la Réunion

Le retour du dialogue

Difficile, au Brésil, de freiner l'inflation et de remettre de l'ordre dans l'économie. Les plans de stabilisation se succèdent à un rythme accéléré. En cinq ans, il y a eu cinq blocages des salaires et des prix, plusieurs tentatives de désinflation et trois changements de monnaie. M. Fernando Collor, président depuis un an, bat de vitesse ses prédécesseurs. Il en est déjà à son troisième plan d'assainissement économique. Il a appris, entre-temps, l'impossibilité de mener une lutte solitaire et autoritaire contre la hausse des prix, le protectionnisme industriel et l'hypertrophie étatique.

La politique de choc qu'il avait lancée en mars 1990, en confisquant 80 % des avoirs bancaires, a échoué. L'inflation brésilienne est revenue à un taux mensuel de 20 %, après avoir, il est vrai, atteint le taux record de 84 % il y a un an. Elle semble déferler le raisonnement économique, puisque même une razzia massive sur les liquidités ne parvient pas à l'arrêter. La psychologie inflationniste de la population, ainsi que les pressions des cartels qui se sont constitués dans l'industrie ne sont pas étrangères à un tel échec.

M. Collor s'est heurté aux mêmes résistances quand il a voulu licencier des fonctionnaires (il a dû renoncer récemment à débaucher 5 000 dockers du port de Santos) ou ouvrir les frontières aux produits étrangers, la politique des réserves de marché ayant abouti à un vieillissement inquiétant du parc industriel.

En voulant moderniser l'économie à coups de décrets-lois, le président s'est mis à dos le Parlement, le patronat et les syndicats ouvriers. Il s'est condamné à l'impasse. A peine annoncé, le blocage des prix et des salaires, lancé le 31 janvier par son ministre de l'économie, M^{re} Zélia Cardoso de Mello, a rencontré un scepticisme général, 58 % des Brésiliens le trouvant même « mauvais pour le pays ».

Aujourd'hui, M. Collor redécouvre les vertus du dialogue. Le plan de « reconstruction nationale » qu'il a présenté le 14 mars sera soumis, a-t-il dit, à un large débat dans le pays, d'autant que plusieurs de ses dispositions nécessitent des amendements à la Constitution. Assurément, ce plan va dans le bon sens, en prévoyant la fin de la stabilité de l'emploi pour les fonctionnaires, une politique de privatisation n'épargnant pas certains secteurs sensibles, comme le pétrole et les télécommunications, et un début de redistribution des richesses, par la perception d'un impôt sur les grandes fortunes. Sera-t-il accepté ?

CHARLES VANHECKE

INSOLITE

La Voix de son maître perd son fox-terrier

Les amateurs de disques vont en être tout bouleversés : après plus de quatre-vingt-dix ans de bons et loyaux services, le petit fox-terrier qui écoutait sur les disques EMI La Voix de son maître, près d'un gramophone sera remplacé le mois prochain par un vulgaire logo rouge et blanc.

M. Richard Lytton, président de EMI Classics, a indiqué dans un article publié dimanche 17 mars par l'Independent on Sunday que le symbole était devenu moins important et qu'il ne fallait pas « s'accrocher à un vestige du passé ». Le petit chien, Nipper, avait été dessiné au siècle dernier par le graphiste Francis Barnard.

Après l'échec de ses deux plans de stabilisation précédents

Le président Fernando Collor propose un nouveau « grand projet » au Brésil

Pour la première fois depuis près de deux ans, le Brésil a versé à ses banques créancières, au titre du paiement de ses intérêts, des montants importants, de 350 millions de dollars selon le Wall Street Journal du 18 mars. Cette décision pourrait accélérer la signature d'un accord sur la dette. Après deux plans de stabilisation qui n'ont pas réussi, le président Collor a proposé un nouveau projet de société.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

A la veille de fêter le premier anniversaire de son arrivée au pouvoir, le président brésilien Fernando Collor de Mello a rendu public, jeudi 14 mars, son « projet de reconstruction nationale », destiné à alimenter un débat national. Dans la présentation qu'il en a faite, le président Fernando Collor a estimé qu'il s'agissait pour lui de conduire le Brésil « sur la voie de la modernité » avec la participation « de toute la société civile ».

Intervenant après les deux plans de stabilisation de l'économie - celui du 16 mars 1990 et son corollaire du 4 février dernier (le Monde daté 18-19 mars 1990 et du 6 février 1991) - ce « grand projet », comme il est déjà surnommé, aborde tous les

secteurs : politique sociale, « alors que le Brésil apparaît à l'extérieur comme l'un des pays les plus en retard en ce domaine » ; fiscalité, avec un accroissement des contributions et l'éventuelle création d'un impôt sur les grandes fortunes ; poursuite de l'austérité et fin de l'insolvabilité des fonctionnaires, pour, toujours selon le chef d'Etat, « réformer une machine publique qui ne défend que ses propres intérêts bureaucratiques et corporatistes » ; développement de la politique de privatisation, incluant les secteurs pétroliers et les télécommunications ; réforme scolaire et réforme du régime des retraites. Certaines de ces mesures demanderont une réforme de la Constitution. Ce « grand projet » survient à un moment où la confiance d'une grande partie de la population brésilienne envers le chef de l'Etat s'est considérablement érodée.

L'importance du Parlement

Le « plan Collor II » prévoyait, outre un blocage des prix et des salaires, une désinflation de l'économie : il avait déjà été reçu avec scepticisme au début du mois de février. Un mois et demi après sa mise en œuvre, l'inflation a atteint 20 % pour le mois de février et l'envolée prévue du dollar n'a pu être enrégulée par la vente massive d'or.

DENIS HAUTIN-GIRAULT

Financée par des capitaux privés étrangers

L'ouverture de la mine de cuivre de La Escondida marque une nouvelle étape dans la vie économique du Chili

L'inauguration officielle, jeudi 14 mars, de la mine de cuivre de La Escondida, la troisième mine du monde, dans le désert d'Atacama à 3 000 mètres d'altitude, marque un tournant dans la vie économique du Chili. Financée par des capitaux japonais, allemands et finlandais, cette mine pose la question du rôle du secteur privé dans un domaine aussi stratégique pour Santiago. L'investissement (830 millions de dollars) est le plus important effectué à ce jour au Chili par des étrangers. Ceux-ci recevront pendant les trois prochains onces années les trois quarts des 320 000 tonnes de cuivre fin que la mine produira annuellement.

SANTIAGO

de notre correspondant

Pour la première fois depuis la nationalisation du métal rouge, votée à l'unanimité par les parlementaires chiliens en 1971 sur proposition du

gouvernement de Salvador Allende, une compagnie étrangère exploitera une grande mine de cuivre. En effet, s'il ne revient pas sur la loi de nationalisation, le code minier promulgué par le régime militaire autorise l'Etat à concéder l'exploitation des nouveaux gisements au secteur privé.

Son coût de production, estimé à 40 cents de dollar la livre, était l'un des plus bas du monde. La Escondida devrait rapporter d'énormes profits à ses quatre propriétaires, l'austro-allemand Broken Hill Proprietary (57,5 % du capital), Rio Tinto Zinc (30 %), un consortium japonais créé autour de Mitsubishi (10 %), et une filiale financière de la Banque mondiale (2,5 %). Ses réserves minérales, chiffrées à 1,8 milliard de tonnes, pourraient lui assurer une vie productive jusqu'à vingt-deuxième siècle. Quant à la teneur moyenne en métal du minerai, elle atteint 1,60 %, alors que celle des gisements exploités par l'Etat, en constante diminution, est tombée à 1,35 % contre 1,98 % il y a dix ans.

Bonne affaire aussi pour le pays anémié, dont la production minière augmentera de 20 % grâce à l'apport de La Escondida. Mais l'irruption du redoutable concurrent n'en jette pas moins un défi à CODELCO, la compagnie publique qui finance pour moitié le budget de la nation. Ses difficultés s'accroissent : à la baisse de teneur du minerai s'ajoute la détérioration de sa productivité, due en partie au vieillissement de ses installations.

Les détracteurs du régime militaire lui reprochent d'avoir délibérément sous-équipé CODELCO, afin de favoriser les entreprises minières privées. La productivité de Chuquibambilla, la première mine de cuivre du monde à ciel ouvert, n'est aujourd'hui que de 13 tonnes de minerai

La France et le Venezuela favorables à une rencontre entre producteurs et consommateurs de pétrole

La France et le Venezuela ont décidé d'approfondir leur initiative en faveur d'une rencontre entre pays producteurs et consommateurs de pétrole, une délégation vénézuélienne devant se rendre « rapidement » en France dans ce but, a annoncé le 16 mars à Caracas le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Celui-ci a souligné que « l'initiative vénézuélienne en vue de régulariser le marché du pétrole était très vite devenue une proposition franco-vénézuélienne ». Il a ajouté que les deux pays avaient décidé de « poursuivre leur examen de cette question afin d'affiner, de préciser ce projet ».

par homme-jour, alors qu'elle oscille de 33 à 44 tonnes aux Etats-Unis.

Selon certaines estimations, il faudrait, entre autres mesures, licencier 5 000 des 26 000 travailleurs de la compagnie. Mais le gouvernement démocratique prendra-t-il le risque d'un affrontement avec la puissante Confédération des travailleurs du cuivre ? Dans l'immédiat, les autorités soumettent au Congrès un texte de loi, dont l'approbation permettrait à CODELCO de s'associer au secteur privé pour rendre productifs les nombreux gisements inexploités qui sont propriétés de l'Etat.

Cependant, la coalition de centre-gauche au pouvoir, dont les partis démocrate-chrétien et socialiste furent les artisans successifs de la nationalisation du cuivre, reste jalouse de la prérogative publique. Le président Patricio Aylwin n'a pas honoré de sa présence la cérémonie d'inauguration de La Escondida. Son attitude lui vaut les critiques du quotidien conservateur El Mercurio, qui s'interroge sur « le message que le chef de l'Etat, par son absence, adresse aux investisseurs étrangers ».

GILLES BAUDIN

A Paris

Le dispensaire du Quatre-Septembre en liquidation judiciaire

Placé en liquidation judiciaire le 15 mars par le tribunal de grande instance de Paris, le centre médical du Quatre-Septembre sera contraint de « licencier le personnel et d'interrompre les soins aux malades » si M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, « n'agit pas immédiatement ». Le dispensaire, qui sollicite une subvention de 723 000 francs, n'a reçu aucune réponse du ministère, alors que celui-ci, assure son directeur, M. Louis-Auguste Girault de Courcay, avait « pris des engagements ».

Privé de conventionnement pendant deux ans, le centre médical, installé rue de Choiseul à Paris, avait décidé d'appliquer à ses patients les « tarifs d'autorité » (4 francs pour la consultation d'un généraliste, 8 francs pour la consultation d'un spécialiste) et de rémunérer ses médecins sur la base du SMIC. En janvier dernier, il avait été de nouveau conventionné. Peu après son arrivée au ministère, M. Durieux avait fait adopter plusieurs dispositions (réduction des charges, assouplissement des conditions de conventionnement) visant à aider les centres de santé à but non lucratif.

Accord entre le gouvernement et les syndicats

Les salaires des fonctionnaires allemands vont augmenter de 6 % en 1991

Le syndicat allemand des services publics et des transports (OTV) et le gouvernement se sont mis d'accord, samedi 16 mars, sur une augmentation générale des salaires de 6 % à compter du 1^{er} janvier 1991. Cet accord, valable pour douze mois, concerne 2,3 millions de salariés. Un accord du même type a été signé dimanche entre les partenaires sociaux dans les chemins de fer et dans les postes et télécommunications.

BONN

de notre correspondant

Le compromis conclu entre M^{re} Monika Wulf-Mathies, présidente de l'OTV, et le ministre de l'intérieur, M. Wolfgang Schauble, s'accompagne de mesures de revalorisation spécifiques pour certaines catégories de personnels, comme les infirmières et les travailleurs sociaux, concernant près de 1,3 million de salariés. Pour certains d'entre eux, cette revalorisation pourra atteindre jusqu'à 14 %, avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1990. Ces augmentations auront aussi un effet sur les rémunérations de 1,7 million de salariés de ce secteur dans les nouveaux Länder de l'Est, dont le niveau de salaire a été fixé à 60 % de celui en vigueur à l'Ouest à partir

du 1^{er} juillet 1991. La conclusion de cet accord, quelques semaines seulement après le début des négociations, a surpris nombre d'observateurs, tant les positions de départ semblaient éloignées. Les syndicats exigeaient une revalorisation des salaires de 10 %, alors que le gouvernement ne proposait que 4,1 %. Des grèves d'avertissement très suivies, qui ont paralysé les transports urbains pendant quelques heures la semaine dernière, ont incité M. Schauble à se montrer plus souple.

Les dirigeants syndicaux étaient de leur côté bien conscients que leur revendication de 10 % d'augmentation des salaires avait peu de chance de recevoir le soutien d'une opinion publique peu désireuse de voir augmenter les charges publiques dans une période où la pression fiscale s'accroît pour financer l'unification.

Selon M. Wolfgang Schauble, l'ensemble des mesures adoptées samedi - qui devraient être étendues aux fonctionnaires - représentera une charge supplémentaire de 16,5 milliards de marks pour le budget de l'Etat et des collectivités locales.

Ce compromis marque un tournant dans la négociation sociale en Allemagne : la priorité a été redonnée à l'augmentation des rémunérations au détriment de la réduction du temps de travail, qui était le cheval de bataille syndical depuis 1984.

LUC ROSENZWEIG

Alors que la loi ne l'autorise pas encore

Plusieurs journaux insèrent une publicité comparative des centres Leclerc

Nouvel épisode dans la bataille autour de la publicité comparative : le patron des centres E. Leclerc - toujours lui - chaud partisan de la publicité comparative (il en a diffusé plusieurs il y a quelques années, portant sur les prix pratiqués par ses concurrents immédiats), récidive dans plusieurs quotidiens nationaux du 18 mars.

Il s'en prend cette fois aux prix pratiqués par trois pharmaciens, trois pompistes et quatre boulangers, tous nommément désignés et plus chers que les Centres Leclerc, sur trois produits (Shampooing Hegor Keratine, le litre de super et la baguette de 250 g). La conclusion est subtile : pour ne pas faire du petit commerçant la première victime de la publicité comparative, « il est temps de légiférer. Qui a la concurrence ! Non au dénigrement ».

Cette publicité, exemple de dénigrement qu'il ne faut pas pratiquer, est signée de l'agence Roux, Seguela, Cayzac

et Goudard (RSCG), M. Jacques Seguela étant un franc adversaire du projet de loi autorisant la publicité comparative...

Le lecteur du Monde ne trouvera pas cette publicité dans nos colonnes, alors qu'elle nous a été proposée. La direction du journal - responsable pénalement de tout ce qui y est imprimé (réduction, mais aussi publicité) - estime qu'il n'y a pas lieu d'appliquer une loi... avant son adoption par le Parlement.

Actuellement, cette publicité est illégale et le Monde n'a pas pour habitude de violer la loi. D'autant qu'aucun des petits commerçants cités n'a autorisé E. Leclerc à faire usage de son enseigne. Quant au BVP (Bureau de vérification de la publicité), interrogé par le Monde Publicité, il a émis un « avis défavorable » à la diffusion de cette double page (il s'agissait de celle sur le shampooing et les pharmaciens).

J. D.

CESMA MBA européen en un an

Ce programme permet d'obtenir le MBA du CESMA et le MBA de la Cranfield School of Management, en un an.

Pour information et candidature :

CESMA MBA - Groupe ESC Lyon
BP 174 - 23 av. Guy de Collongue - 69132 Ecully Cedex
Tél. : 72 20 25 25

Cranfield School of Management
Cranfield - Bedford MK 43 OAL - England
Tél. : (44) 234 75 11 22

Cranfield School of Management

Groupe ESC Lyon

UN GROUPE D'EDUCATION SUPERIEURE

HORIZON

SICAV DIVERSIFIÉE FRANÇAISE

pour la valorisation de votre capital à long terme

CLÔTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1990

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 12 février 1991, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 28 décembre 1990.

Conformément aux nouveaux statuts adoptés le 5 avril 1990, il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 11 avril 1991, de capitaliser la totalité des revenus distribuables de l'exercice.

POLITIQUE DE GESTION EN 1990

Les effets de la crise du marché des actions ont pu être amortis par une grande prudence dans le choix des secteurs d'investissement, jointe à leur diversification géographique. Cette stratégie a porté ses fruits puisque Horizon, Sicav française diversifiée à dominante actions, termine mieux l'année que la moyenne de sa catégorie avec un résultat de -11,35% contre -14,14%. Sa performance reste largement positive sur la durée minimale de placement conseillée qui est de 5 ans environ.

PERFORMANCES dividendes nets réinvestis* au 28.12.90

• depuis 5 ans : +30,79%

• en 1990 : -11,35%

Valeur de l'action au 28.12.90 : 1 051,55 F

* Dernier dividende relatif à l'exercice 1989 versé en avril 1990.

GESTION

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUL, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

SOCADIP / CREDIT LYONNAIS

SOCADIP et le CREDIT LYONNAIS sont parvenus le 14 mars 1991 à un accord, formalisé par la signature d'un protocole, qui va permettre aux industriels d'être réglés au titre de leur garantie de paiement.

SOCADIP, caution, et le CREDIT LYONNAIS, sous-caution, ont arrêté d'un commun accord, dans le cadre de la garantie qui couvre contractuellement les fournisseurs à concurrence de 45/500^e de leur chiffre d'affaires 1989, les conditions de recevabilité suivantes :

- Le CREDIT LYONNAIS a accepté, alors qu'il s'estimait fondé à opposer le non-respect par les fournisseurs du paiement des acomptes et de la régularisation des commissions, à bonne date, de renoncer à cette faculté.

En d'autres termes, il ne sera pas tenu rigueur aux industriels du retard, parfois très sensible, avec lequel ils ont payé les acomptes sur commissions. En revanche, il est expressément demandé aux fournisseurs garantis de CODEC, ainsi qu'à ceux de C.G.L. et SCAPA, de régler pour le 31 mars 1991 AU PLUS TARD, la totalité de la commission SOCADIP de 0,40 %, incluant la régularisation faite sur les chiffres d'affaires 1990.

Au-delà de cette date limite SOCADIP et le CREDIT LYONNAIS seront déchargés de leurs obligations à l'égard des retardataires. Le CREDIT LYONNAIS et SOCADIP acceptent donc que la date contractuelle prévue (1^{er} février 1991) pour le règlement du solde des commissions soit dépassée de deux mois.

- Tous les industriels, fournisseurs de CODEC, C.G.L. et SCAPA, signataires du contrat de garantie de paiement, qui se seront conformés par ailleurs aux autres clauses générales du contrat, sont garantis à l'exclusion des fournisseurs des sociétés adhérentes CODEC, C.G.L. et SCAPA, exclus dès l'origine des termes du contrat.

- Les actions en justice intentées par certains fournisseurs visant à faire reconnaître les sociétés adhérentes CODEC, C.G.L. et SCAPA comme leurs réels débiteurs suspendent pour ce circuit direct la mise en oeuvre de la garantie SOCADIP et par voie de conséquence de celle du CREDIT LYONNAIS.

En revanche, les créances, pour lesquelles l'industriel établira clairement l'identité de CODEC comme débiteur, seront couvertes par l'engagement de SOCADIP et du CREDIT LYONNAIS et donc réglées sans attendre les décisions judiciaires.

Pour les filiales C.G.L. et SCAPA, la SOCADIP, ainsi qu'elle l'avait précisé dans son précédent communiqué, confirme que ses actionnaires, à l'unanimité, ont décidé de ne pas y être juridiquement tenus, ont décidé de couvrir les sommes dues aux fournisseurs, non couvertes contractuellement par le CREDIT LYONNAIS, par une cession exceptionnelle et ce, jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 100 MF correspondant à la production faite par les industriels eux-mêmes.

Cet accord, conclu dans un esprit constructif, va permettre, dès le 18 mars 1991, aux deux cabinets d'audit dûment mandatés par SOCADIP et le CREDIT LYONNAIS de procéder à l'examen des dossiers régulièrement construits par les fournisseurs.

Les premiers paiements, après signature d'une quittance subrogative, interviendront donc dans les jours qui suivent.

LE GAN EN 1990

Un résultat consolidé de 2,3 milliards de francs

Un chiffre d'affaires assurance de 33 milliards de francs, en augmentation de 23%

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 1990 seront présentés le 18 avril prochain au Conseil d'Administration. Mais les informations déjà réunies rendent possible une première estimation des résultats du Gan.

Le chiffre d'affaires assurance devrait, comme prévu, s'établir sensiblement au dessus de 33 milliards de francs, en progression de 23%.

Les résultats consolidés du Groupe GAN-CIC, grâce aux bonnes performances des filiales françaises d'assurance et malgré l'incidence des tempêtes en Europe et notamment en Angleterre, devraient rester proches de ceux de 1989, pour s'élever à 2,3 milliards de francs environ.

GROUPE
gan

ÉCONOMIE

Une étude du CERC sur les propriétaires bailleurs

Le logement locatif reste un investissement rentable à long terme

« Les logements de rapport apparaissent comme un placement dont les performances sur le long terme sont au moins aussi élevées que l'ensemble des autres placements. » Telle est la conclusion de M. Jean-Jacques Malpot et M. Véronique Paquet dans une étude publiée par le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) sur le logement de rapport (1). Certes, au cours de la dernière décennie, « la performance a été plus faible, notamment, que celle des valeurs mobilières, mais sur trente ans elle a été beaucoup plus régulière. »

L'enthousiasme des investisseurs privés pour la Bourse depuis dix ans trouve là sa principale explication : une rentabilité immédiate élevée, une mobilisation pratiquement instantanée des capitaux investis, même si le risque encouru (un éventuel « lundi noir », comme en octobre 1987...) est beaucoup plus fort. L'investissement dans la pierre est forcément à plus long terme.

Plus on aura acheté cher, dans un secteur géographique où le marché est tendu (et la flambée des prix en région parisienne depuis plusieurs années en est l'exemple extrême), plus il faudra attendre pour que la plus-value soit forte et compense la faiblesse relative du revenu. Et la revente éventuelle supposera qu'on ne soit pas pressé, et qu'on prenne son temps pour réaliser une bonne opération. Le logement locatif demeure donc un placement de père

de famille, le goût d'une rentabilité intense et rapide se répand, et il ne faut pas s'étonner que cent mille logements locatifs privés disparaissent du marché chaque année, l'accession à la propriété prenant le relais (Le Monde du 15 mars).

En 1988 (les statistiques du recensement de 1990 ne sont pas encore disponibles), on comptait 3,8 millions de logements locatifs (2) appartenant à des particuliers. Ils représentaient 18,6 % du parc des résidences principales, contre plus de 26 % en 1973. Ces logements locatifs privés sont en général un peu plus petits, moins confortables et plus anciens que les autres logements (ceux appartenant à des propriétaires occupants ou à des organismes de bailleurs sociaux). Cependant, peu à peu et régulièrement, ces logements s'améliorent, plutôt plus vite que les autres.

Plus de 50 ans

En conséquence, leur valeur moyenne a augmenté de 20 % de 1973 à 1984, soit aussi vite que celle des autres résidences. La valeur de ce parc représente 16,3 % de la valeur du parc des résidences principales, contre 19,8 % en 1973.

On ne sait pas avec précision combien il y a de propriétaires bailleurs de logements, car la statistique ne permet de connaître que les bénéficiaires de « revenus fonciers urbains », qui, à côté des appartements, sont propriétaires de bureaux, de locaux commerciaux, d'entrepôts, de résidences de vacances, de parts de SCPI (Sociétés civiles de placements immobiliers).

En 1984 (dernier chiffre connu), ils étaient 2,1 millions de foyers à percevoir de tels revenus fonciers urbains et le CERC estime que les deux tiers de ces revenus sont dus à la location de logements loués vides.

Les foyers intéressés ont, en majorité, un revenu total double de celui des foyers qui n'ont pas de patrimoine urbain immobilier. Dans le tiers de la population jouissant des plus hauts revenus, 62 % des ménages bénéficient de tels revenus et ils touchent 82 % de leur masse totale. A l'opposé, dans le tiers de la population jouissant des revenus les plus faibles (revenu global inférieur ou égal au SMIC), seuls 14 % des ménages sont des propriétaires bailleurs au sens large et ils se contentent de 5 % de la masse de ces revenus. Pour ces derniers, cependant, qui sont souvent des retraités (60 % d'entre eux), les revenus fonciers représentent 25 à 30 % du revenu global.

Soixante-dix pour cent des propriétaires fonciers, dans les villes, ont plus de cinquante ans. Et ils sont souvent travailleurs indépendants ou cadres supérieurs, actifs ou retraités : ils représentent 56 % des bénéficiaires et touchent 62 % de la masse de ces revenus. Mais les experts du CERC distinguent une autre disparité, celle qui reflète la concentration de ces revenus : en 1984, 10 % des bénéficiaires recevaient 40 % de la masse totale.

Quant à la rentabilité de la pierre, elle est tout aussi difficile et complexe à évaluer. Si le taux de rendement brut des logements de rapport peut être estimé à 4 % en 1973 et à 4,3 % en 1984, le taux de rendement net (après déduction des impôts fon-

ciers, des travaux et des intérêts) serait d'un peu moins de 3 %. Enfin, le taux de plus-value sur le long terme (si l'on ne tient pas compte de la flambée des prix dans la région parisienne ces dernières années) serait de l'ordre de 1 à 2 % par an. Globalement, la « performance réelle globale » serait de 2,7 % l'an, de 1959 à 1989.

En comparant ces performances avec celles des autres investissements, le CERC observe, au cours des trois dernières décennies, une régularité du rendement du logement locatif (autour de 3 %), tandis que les valeurs mobilières, dont la rentabilité stagnait autour de 1 % dans les années 60 et 70, ont vu leur rendement s'envoler vers 14 % dans les années 80. Sur trente ans, la performance des valeurs mobilières, malgré une dernière décennie d'euphorie, dépasse tout juste 4 %. Tout cela avant impôt sur le revenu.

Une conclusion s'impose : le logement locatif, qu'on soit riche ou pauvre, est un placement apprécié par les ménages âgés, qui trouvent dans les loyers encaissés un appréciable complément de retraites.

JOSEPH DOYÈRE

(1) « Le logement de rapport : un placement concurrentiel qui conserve certains atouts », Jean-Jacques Malpot et Véronique Paquet, Notes et graphiques du CERC, N° 14, février 1991. Diffusé sur abonnement chez la Documentation française, 124, rue Henri Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex.

(2) On distingue dans les résidences principales données en location par les particuliers, les logements vides (3,5 millions), les meublés (près de 200 000) et les logements en fermage (un peu plus de 100 000).

Le Koweït dans le coma

Suite de la première page

« Comment répartir ? » s'exclame un homme d'affaires libanais. Nous n'avons plus de stocks, plus de personnel, plus de monnaie, sans même parler d'électricité ou de téléphone ! Le Koweït est en effet toujours privé du minimum de services publics indispensables pour tirer l'économie de sa cataplexie ou même faire face aux besoins de la vie quotidienne. Les services de base - électricité, eau, communications, sécurité, ramassage des ordures, etc. - ne sont toujours pas assurés, non plus que l'approvisionnement de la population en aliments autres que le strict minimum - pain, sucre, riz, eau potable -, distribués avec parcimonie et non sans passe-droits. Les nouveaux billets de banque sont arrivés par avion mais n'ont pas encore été mis en circulation, faute de taux de change et, surtout, de consignes officielles.

Dans les bureaux luxueux de la Banque industrielle du Koweït, l'attente, presque au complet maintenant, attend. L'immeuble n'a pourtant, de l'avis de son président, subi aucun dégât. Comme toutes les autres banques, y compris la Banque centrale, la BIK n'a perdu ni un tapis, ni un candélabre. Elle a même gardé ses ordinateurs et ses fichiers. Seul manquant le personnel. Pourtant, il a fallu attendre le 16 mars, deux semaines après la libération, pour que la banque, comme tout le secteur public, appelle ses anciens salariés à se présenter. Encore sont-ils loin d'être tous effectivement embauchés et remis au travail.

« Nous ne voulons pas garder tout le monde », explique le président de la banque, M. Saleh Al-Youssef. Les Palestiniens, les Yéménites, les Soudanais auront leurs droits mais ils ne seront pas réembauchés. »

Ordre du gouvernement : « C'est une décision politique », dit-il. Une décision justifiée par le fait que, depuis la prise de l'émirat, de l'émir des hauts de l'Yaman et d'évincer des boîtes « stratégiques », à quelque niveau que ce soit, tous les expatriés appartenant aux nations ennemies du pays pendant la guerre. Le Koweït, explique en substance le ministre de la planification, a réalisé qu'il ne pouvait continuer à dépendre de la main d'œuvre étrangère, à quitter le pays ou à collaborer avec l'ennemi. Les Palestiniens, bien entendu, les premiers visés. « Si j'étais Palestinien, je ne resterais pas ici », dit en privé un membre éminent de la famille royale.

Seule solution donc, la « koweïtisation ». Une épuratoire forcée de l'ensemble du secteur public qui, jugée prioritaire, va encore retarder tout le processus de remise en état du pays. Il faudra, dit M. Al-Youssef, dix à quinze jours pour que les banques aient terminé l'inventaire du personnel et le tri, lequel devra être fait de façon homogène, donc après concertation de tous les présidents avec le gouverneur de la Banque centrale. « Pour le moment, assure un jeune cadre de celle-ci, nous sommes là pour faire le ménage, pas pour travailler. »

Pas de véritable reprise, donc, avant au moins deux semaines. Pas de salaires ni d'échanges marchands non plus. Les Koweïtiens ainsi maintenus dans un état complet d'assistance, dépendant pour la vie quotidienne des approvisionnements fournis gratuitement par les autorités, devront en outre attendre, autant s'en faut pour connaître l'état exact de leurs biens. Le gouvernement a en effet décidé que tous les comptes bancaires seront arrêtés au 2 août. Toutes les transactions - retrais ou dépôts - opérées pendant l'occupation irakienne seront donc considérées comme nulles et non avenues. De même l'échange des anciens dinars contre les nouveaux sera fait avec circonspection : les détenteurs de grosses sommes et surtout de billets dérobés à la Banque centrale - dont les numéros ont été relevés - seront tenus d'expliquer la provenance de leur fortune.

Pour les profiteurs

Les deux procédures seront certes radicales pour punir les « profiteurs » de l'occupation. Mais ce sera aussi une source de contentieux infinis, car les Irakiens ont distribué ces billets à la population, qui s'en est servie pour survivre. « Je n'ai pas collaboré mais j'ai fait des transactions, moi. Pendant ces sept mois, s'exclame un homme d'affaire d'origine syrienne, la vie ici ne s'est pas arrêtée ! »

Une situation apparemment inextricable. Car la paralysie du système bancaire et, surtout, n'est-ce qu'un exemple parmi d'autres de l'incapacité du gouvernement à enclencher la reprise, du moins un simple redémarrage. « Ils ne sont pas encore retombés sur leurs pieds », reconnaît le

conseiller commercial français. La remise en état, même sommaire, du système électrique n'a même pas pu être réalisée dans les temps impartis.

Impuissance réelle ou volonté délibérée de régler les comptes avant de remettre la machine en marche ? Toujours est-il que le gouvernement ne cesse de réajuster la mesure de l'urgence. Il suffit, pour s'en persuader, de camper un moment dans le « divania shala », sorte de salon de réunions privées à la mode orientale, où le gouvernement a installé son « quartier général de crise ». Ministres et responsables de tout poil, grands marchands et dignitaires, se réunissent et boivent le café, assis sur des divans confortables. L'atmosphère est ouverte, détendue, sympathique. Elle évoque l'Orient de toujours, la patience, la concertation, tout sauf l'état d'urgence. A quelques pas de là, pourtant, le soir venu, une manifestation « à la bougie » organisée par les femmes pour réclamer du courant sera dispersée par l'armée.

Les Koweïtiens, explique un diplomate occidental, « vivent et travaillent à un rythme différent du nôtre ». Ils sont habitués, ajoute un autre, à presser un bouton. Ils continuent de le faire. L'ennui, c'est qu'ils n'ont plus personne pour répondre ni s'occuper de l'équipement pour faire le travail... »

En attendant, la population s'exerce et les experts occidentaux appelés à la rescousse s'attachent les cheveux. La situation, explique-t-on au corps du génie de l'armée américaine (l'USUSC) comme on dit ici, s'aggrave à celle laissée après le passage d'un cyclone d'ampleur moyenne. Elle est même plutôt plus favorable. Dans le secteur électrique, par exemple, si les centrales et les stations transmises sont largement détruites, le réseau de distribution lui, est presque intact. Ce qui, normalement, devrait faciliter et accélérer le redémarrage ! ... Mais l'USUSC n'a qu'un rôle de conseil et d'intermédiaire pour identifier les besoins prioritaires, préparer et superviser les contrats de première urgence. La décision finale revient, elle, toujours au gouvernement. Et elle ne vient pas. Plus : l'organisation des secours est souvent paralysée par l'excès de procédures administratives. « Notre principal problème ? répond un ingénieur du « corps », ce sont les formalités douaniers ! »

Le gouvernement, assure la rumeur publique, aurait acheté des générateurs électriques de secours en 110 volts, alors que le réseau est équipé en 220. Il aurait aussi laissé perdre des milliers de poulets et du pain, faute de stockage frigorifique et de circuits de distribution adaptés. Rumeurs invérifiables mais significatives de l'état d'esprit de la population. En près de trois semaines, les Koweïtiens sont passés lentement de l'euphorie à l'étonnement puis à la déception. Désormais ils avouent franchement leur colère. « Ceux qui ont vécu ici sept mois ne sont pas prêts à accepter des excuses. Ils (le gouvernement) ont dépensé 17 milliards de dollars pour les forces armées, et ils ne pourraient pas en dépenser 100 millions pour acheter des groupes électrogènes ? »

Allons donc ! Ils doivent partir ! », dit M. Salah Al-Hashem, éditeur du 26 février, le premier et très virulent quotidien koweïtien publié depuis la libération par les « résistants », comme se nomment désormais entre eux tous les Koweïtiens restés au pays pendant l'occupation.

Des « résistants » soutenus par les grandes fortunes

Des « résistants » de plus en plus audacieux - « Quand vous avez survécu aux Irakiens, vous n'avez plus peur de rien ! » dit M. Al-Hashem - et de mieux en mieux organisés grâce à l'appui à peine clandestin des plus grosses fortunes du Koweït. Les grandes familles de marchands qui, depuis l'origine du pays, ont soutenu la famille royale, commencent en effet à prendre clairement leurs distances, n'hésitant plus à critiquer ouvertement le gouvernement. Demeurés pour la plupart au Koweït après le 2 août - contrairement aux membres de la famille royale - ils s'inquiètent de la lenteur du redémarrage, craignant pour leur fortune et ils s'interrogent sur l'empire acroche de la famille royale sur l'ensemble des biens du pays, de même que de son immixtion dans la signature des énormes contrats de reconstruction à venir.

Car si la situation reste pour le moment gelée, nul ne doute ici que la reconstruction, lorsqu'elle débutera pour de bon, s'accompagnera d'un vrai « boom ». Même privé pour un ou deux ans au moins de l'essentiel de ses revenus pétroliers, le Koweït conserve, grâce aux milliards de dollars - publics et privés - placés à l'étranger pendant les vaches grasses, un pouvoir d'achat considérable.

Hors du secteur pétrolier, les dépenses publiques de reconstruction devraient se révéler nettement moins importantes que prévu. Pour l'instant, il est impossible, bien entendu, compte tenu de la situation, d'avancer un chiffre précis, 5 à 10 milliards de dollars peut-être, estime l'USUSC, en représentant le parallèle établi avec un cyclone - Hugo avait coûté aux États-Unis 4 à 5 milliards de dollars. Et le Koweït, grand comme trois départements français, ne comptait avant la guerre qu'à peine deux millions d'habitants, dont un tiers seulement de « vrais » Koweïtiens. Quant au secteur du pétrole, de loin le plus touché, c'est une autre affaire. On cite le chiffre de 60 millions de dollars par jour, 22 milliards de dollars par an.

Dans quelques mois, dans un an, le Koweït retrouvera donc, avec la reconstruction, un appétit de consommation énorme. Car, du côté du secteur privé, les moyens ne font pas non plus défaut. Or là tout est à refaire, le pillage ayant touché pratiquement toutes les maisons, tous les commerces. « Il y avait en Irak un appétit de consommation qui a été transféré au Koweït », note un homme d'affaire. « Un seul divania (salon de réunion) représente cinquante centimètres de la mine gommée. » « A long terme, je suis optimiste, dit un diplomate, mais encore faudrait-il que le processus s'enclenche. »

VÉRONIQUE MAURIS

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Le complexe militaro-industriel en Europe

France : un système de relations fermé

Le pouvoir se partage entre les ingénieurs de l'armement, les militaires des états-majors et les industriels, plus ou moins en dehors des responsables politiques

OFFICIELLEMENT le complexe militaro-industriel n'existe pas en France. Ce terme polémique qui a servi à la gauche des années 1970, pour dénoncer une imbrication d'intérêts bureaucratiques et financiers fauteurs de guerre, désigne pourtant une réalité concrète de l'Hexagone... comme de tous les pays qui, pour préserver leur indépendance, ont développé leur propre système de conception, de production et de vente d'armements.

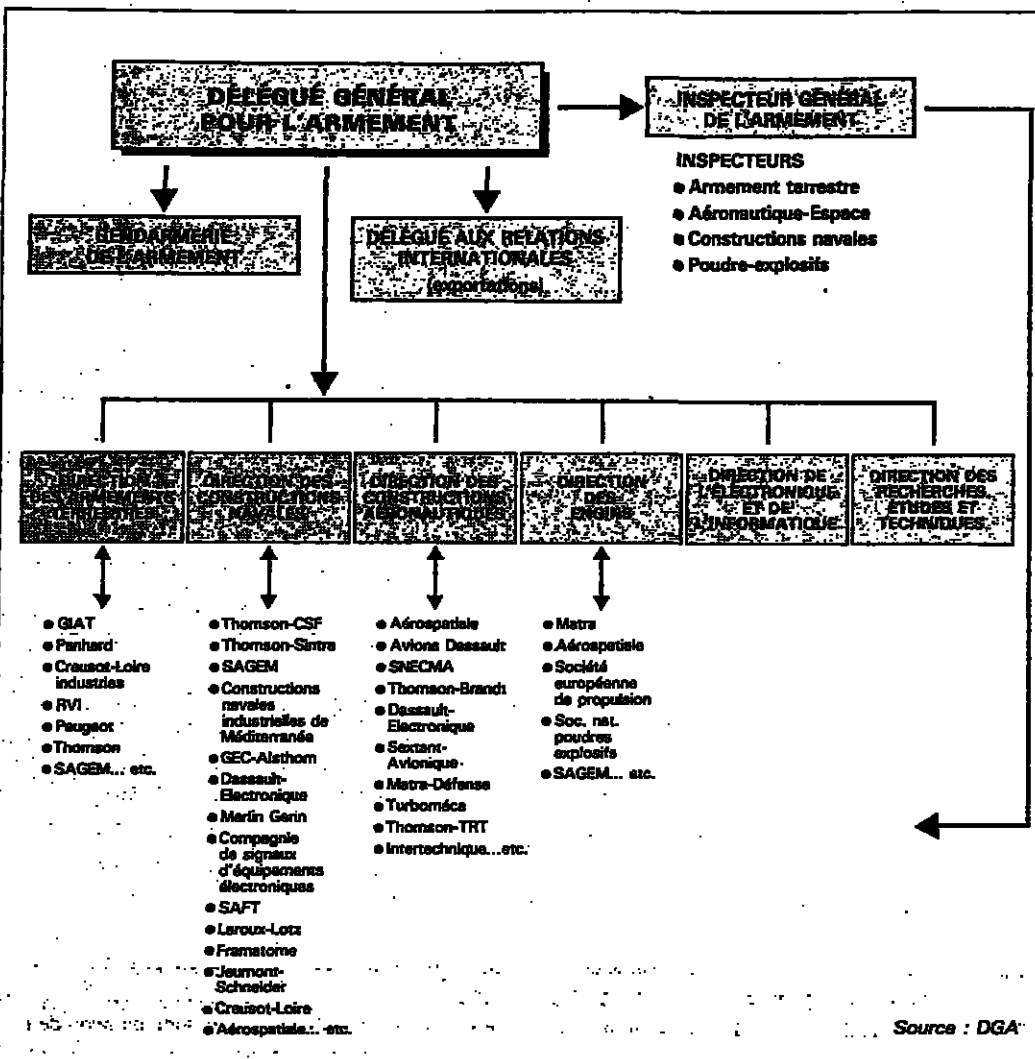
Le terme de complexe militaro-industriel, avec ce qu'il sous-entend d'intérêts bureaucratiques, industriels et financiers étroitement imbriqués, est toujours gênant pour les responsables politiques au pouvoir. Il laisse entendre que les décisions d'ordre national sont entièrement soumises aux pressions d'un lobby puissant et influent. Au-delà de la polémique, le « complexe » existe. Il est intrinsèquement lié à une politique d'indépendance vieille de plusieurs décennies.

Depuis le général de Gaulle, la France a souhaité ne pas dépendre de l'étranger, et notamment des Etats-Unis, pour son armement. Pour aboutir à ce résultat, il lui a donc fallu un instrument adéquat sur le modèle des appareils d'Etat qui ont produit le tout-nucléaire ou le TGV. Une administration riche-ment dotée, des industriels aux ordres et une homogénéité humaine : à savoir des hauts fonctionnaires issus des grandes écoles qui passent la première partie de leur carrière dans les cabinets ministériels et l'administration avant d'aller passer dans l'industrie nationale ou privée.

La plaque tournante

Le cœur du complexe, qui gère les activités de 261 000 salariés environ (chiffre 1989), est sans conteste le ministère de la défense, et au sein de ce ministère, la Délégation générale pour l'armement (DGA). La DGA est tout à la fois architecte des programmes de défense, industriel et vendeur - ce qui signifie que les polytechniciens de la Délégation représentent une plaque tournante. Ils ont d'abord pour fonction d'anticiper les menaces futures et de connaître les besoins des états-majors.

Si l'armée de terre ou l'armée de l'air ont besoin de remplacer les chars ou les avions qui arrivent à bout de souffle, c'est à la DGA de s'en charger. Bien entendu, ces remplacements de matériel ne sont jamais simples. Les contraintes de la guerre moderne pèsent assez vite les technologies et les innovations font évoluer rapidement les techniques de guerre. Un char conçu il y a vingt ans ne peut donc jamais être remplacé purement et simplement par son semblable. Chaque fois, c'est un objet entièrement nouveau qu'il faut penser et produire en série.



Source : DGA

La vraie fierté de la DGA, ce sont les « programmes d'armement ». Les armées modernes ne sont pas équipées d'armes, mais de « systèmes de défense ». Un sous-marin nucléaire lance-engins est un projet global qui fait intervenir des industries multiples, des technologies diverses, plus des dizaines de sous-traitants. Pour définir ces projets et les mener à bien, la DGA mobilise en tout 24 700 personnes, militaires et ingénieurs de haut rang compris.

Au-delà de cette phase stratégique, les études, le développement, les fabrications et les réparations représentent le savoir-faire proprement industriel de la DGA. Chantiers navals, aéroports militaires directement sous le contrôle de la DGA occupent aujourd'hui près de 30 000 personnes. Jusqu'en juin 1990, cet ensemble incluait le Groupement industriel des armements terrestres-GIAT (14 900 salariés).

Depuis moins d'un an, le GIAT est une société nationale qui a pour tâche de diversifier sa clientèle et de soulager autant que faire se peut le budget de la défense. Ainsi le GIAT peut très bien être mis en concurren-

ce pour la fourniture de blindés légers avec Panhard ou Renault. La DGA se trouve donc un peu dans la même position que France Télécom : elle est à la fois donneur d'ordre et concurrent de ses fournisseurs.

Une forte dépendance

Ce tableau industriel serait incomplet si l'on n'y incluait pas les entreprises nationales ou privées travaillant dans le domaine de la défense (200 000 salariés environ). Le complexe militaro-industriel prend vraiment son sens dans le réseau complexe de relations qui unissent la DGA à Thomson-CSF, Matra, Aérospatiale, Avions-Marcet-Dassault...

Il s'agit d'une communauté humaine. Les ingénieurs qui commencent leur carrière à la DGA la terminent à des postes-clés dans les entreprises du secteur public ou dans des entreprises privées fortement dépendantes des marchés militaires publics. Les plus jeunes sont investis de l'autorité de l'Etat et ont

tout pouvoir sur les ingénieurs plus anciens passés dans l'industrie de l'armement.

Toutefois, cette autorité est nuancée par le fait que les anciens auront le pouvoir de coopter les plus jeunes au terme de leurs dix années de service public obligatoire. Ce système n'a rien de particulier, il existe entre la direction du Trésor et le secteur bancaire ou entre la direction générale de l'Industrie et le secteur public industriel.

Malgré un discours volontiers indépendantiste, des entreprises comme Thomson ou Aérospatiale demeurent fortement dépendantes de l'argent de l'Etat. Quand la DGA lance des études pour de nouveaux programmes d'armements, ce sont les bureaux de ces groupes industriels qui obtiennent la manne du préfinancement. Une fois que les choix proposés par les industriels ont été effectués par les états-majors des trois armes, la DGA finance à nouveau les recherches et la mise en route industrielle des nouveaux produits.

Les coûts sont devenus tels que l'Etat ne peut plus financer, comme

il y a vingt ans, 100 % d'un système. Dans le meilleur des cas, les subventions représentent la moitié, voire 40 % du coût total. Néanmoins, la DGA donne aux industriels deux avantages immatériels annexes : les spécifications et une commande ferme qui leur permettront d'exporter.

Les spécifications représentent un cahier des charges qui indique clairement aux industriels les besoins et les préoccupations de l'armée française. Par ce biais, Thomson, Aérospatiale ou Dassault ont accès aux besoins de toutes les armées modernes du monde. Un avantage financier considérable dont seules bénéficient les entreprises du complexe. Enfin, même si la commande n'amortit pas à elle seule l'ensemble des coûts de fabrication, elle est l'unique argument de vente.

Aucun pays du monde n'achètera un matériel qui n'aura pas d'abord été vendu à l'armée française. Quand Aérospatiale et Thomson ont développé chacun un missile concurrent, le Roland pour le premier et le Crotales (d'origine américaine) pour le second, le cœur de la DGA battait plutôt pour le Roland. Néanmoins, pour permettre à Thomson d'exporter, la DGA a attribué le Roland à l'armée de terre et le Crotales à l'armée de l'air. La poire ainsi coupée en deux a permis à Thomson de décrocher l'un de ses plus beaux contrats en Arabie saoudite.

Le pouvoir de donner d'ordre place également la DGA dans la même position que Peugeot par rapport à ses sous-traitants. Si les ingénieurs de l'armement estiment que des entreprises concurrentes travaillent dans le secteur de la défense ont intérêt à fusionner des lieux de fabrication qui doublent, ils peuvent très bien venir à bout des résistances en ne commandant plus qu'à un seul.

Des priorités nouvelles

Ce pouvoir s'exerce cependant avec prudence, les présidents d'entreprises publiques pouvant bénéficier parfois de puissants appuis politiques. L'immense autonomie dont a bénéficié Dassault sous tous les gouvernements en est la meilleure preuve. En fait, le système est si fermé que les politiques n'interviennent qu'en cas de conflit ouvert. Ils sont alors en position d'arbitrer et tranchent entre les militaires, la DGA et les industriels. Généralement, les parties se débrouillent pour aboutir à un accord plutôt que d'en référer aux politiques, souvent perçus comme tiers incompétents.

La DGA - et ce n'est pas son rôle le moins important - joue enfin un rôle-clé dans les exportations. Tout d'abord parce qu'elle a le pouvoir de les autoriser. Ensuite, parce qu'elle renseigne les entreprises sur la situation politique et économique des pays candidats. De plus, une fois un contrat à l'exportation signé, les entreprises font systématiquement appel à des crédits de financement garantis par l'Etat.

Indirectement, c'est donc le contribuable français qui a financé l'achat et la destruction de l'armement irakien pendant la guerre du Golfe.

Toute machine dépend de son environnement. Le complexe militaro-industriel français n'échappe pas à cette règle. A la cisaille classique : compression lente mais progressive des budgets militaires, hausse continue du prix des matériels (plus de 10 % par an au-dessus de l'inflation), sont venues s'ajouter de nouvelles contraintes.

Selon Bertrand Warusfel, directeur de Warusfel et associés consultants, « il existe un effet général du libre-échange ». Autrement dit, un état-major a de moins en moins envie d'attendre cinq ans un nouveau matériel quand celui-ci a déjà été mis au point par un pays concurrent. L'aéronavale française souhaitait ainsi pouvoir s'équiper en F-18 américains au lieu d'attendre que le Rafale soit définitivement mis au point par Dassault. Mais les politiques ont tranché : le soutien aux constructeurs nationaux passe avant les impatiences des militaires de l'aéronavale.

Cet exemple en dit cependant long sur le changement progressif d'état d'esprit des utilisateurs. « Entre la préférence nationale et l'efficacité, les états-majors sont tentés de jouer de plus en plus la carte de l'efficacité », affirme Bertrand Warusfel. De leur côté, les industriels prennent progressivement conscience que le prix croissant des engins de destruction les oblige à rentrer dans le grand Monopoly de la restructuration européenne.

Pour éviter la multiplication des fabrications identiques et allonger les séries, les industriels savent qu'ils ont intérêt à se partager les tâches. Mais « il ne peut y avoir de répartition des tâches sans l'élaboration d'une politique de défense commune », souligne Bertrand Warusfel. Dans cette perspective d'un état-major européen, il est clair que le rôle pivot de la Délégation générale de l'armement va en éclat. Objectivement, la DGA apparaît même comme un frein à la constitution d'une Europe de la défense.

A moyen terme, les orientations données par le président de la République dans le discours prononcé au lendemain de la guerre du Golfe ont clairement indiqué une volonté de « modernisation ». Cela signifie-t-il plus d'argent pour les militaires ? On peut en douter, au vu des difficultés du gouvernement à boucler chaque année un budget en régression. Il n'est donc pas impossible que des choix anciens soient sacrifiés au profit de priorités nouvelles. Le Rafale, les missiles nucléaires du plateau d'Albion et quelques autres instruments de la panoplie pourraient alors faire les frais de la nouvelle donne politique.

YVES MAMOU

Lire aussi l'enquête sur le marché des armes dans « Le Monde affaires » du 1^{er} février

Grande-Bretagne : entre des mains privées

Toute l'industrie de l'armement - ou presque - a été dénationalisée, y compris la production des têtes nucléaires

LA « révolution conservatrice » de Margaret Thatcher a marqué l'industrie britannique de défense au moins autant que le reste de l'activité de la « Dame de fer », en 1979, il s'agissait pour l'essentiel d'une industrie nationalisée. En 1991, tout ou presque est entre des mains privées, y compris progressivement la production des têtes nucléaires, et il ne reste plus à John Major, s'il veut parachever l'œuvre entreprise, qu'à privatiser quelques chantiers de réparation navale...

Ce grand effort de désengagement de l'Etat a été accompli au nom d'une doctrine libérale poussée jusqu'au bout de sa logique. L'Etat, consommateur d'armements, n'est pas le mieux qualifié pour produire ces derniers au meilleur coût. De façon typiquement anglaise, on pré-

sente ici cette philosophie appliquée à la défense non pas sous la forme d'un substantif mais d'une expression très concrète : « *improve value for money* » (« obtenir davantage pour la même somme »). La concurrence, notamment internationale, est systématiquement encouragée et les appels d'offres du ministère de la défense ont lieu, en théorie du moins, comme s'il s'agissait d'une branche d'activité comme les autres.

Le meilleur prix

Cette doctrine a un visage, celui de Sir Peter Levene, responsable en chef de l'armement depuis 1985 au ministère de la défense. Sir Peter vient du secteur privé, et il y retourne à la fin de ce mois pour diriger la filiale britannique d'une banque d'affaires américaine. La

volonté délibérée de faire échapper ce poste-clé des mains des gens du sérail apparaît dans le choix de son successeur, un Australien, M. Malcolm Macintosh, ancien secrétaire général du ministère australien du commerce et de l'industrie. Selon une idée de Sir Peter, celui-ci a été désigné après publication dans la presse d'une petite annonce décrivant le profil idéal du futur titulaire de cette fonction...

Acheter au meilleur prix, sans trop se soucier des conséquences pour l'emploi, ni même de considérations de sécurité nationale (une partie de l'électronique de défense est ainsi passée en septembre 1989 sous contrôle allemand par l'entremise de Siemens), tel est le maître-mot de la politique mise en œuvre par Sir Peter Levene, et qui devrait être poursuivie par son successeur. En même temps, la diminution de la

menace soviétique implique une réduction de l'effort de défense. Ces deux facteurs se combinent pour rendre la vie très difficile aux industriels britanniques de l'armement.

La contraction du marché est évidente. Le budget de la défense pour l'année financière qui se termine le 31 mars s'élève à 21,2 milliards de livres (210 milliards de francs), ce qui représente une baisse de 0,6 % par rapport à l'exercice précédent si l'on tient compte de l'inflation. La chute va s'accroître. « On peut prévoir une réduction totale de 9 % en termes réels pour les trois années fiscales qui viennent », affirme Piers Whitehead, spécialiste de l'armement à la banque d'affaires Robert Fleming.

De Londres
DOMINIQUE D'HOMBRES
Lire la suite page 20

DIRECTION GENERALE

L'entraînement à la Direction Générale par des dirigeants et experts choisis parmi les meilleurs

CPA - PARIS

- Une formule « Début de semaine » :
Lundis 16 h 30 - 22 h 30 et mardis 13 h 30 - 22 h 30
- Une formule « Fin de semaine » :
Vendredis 13 h 30 - 22 h 30 et samedis 8 h 30 - 13 h 30

Soit deux formules permettant aux directeurs et cadres supérieurs confirmés une activité professionnelle ininterrompue
Programme annuel « Temps partagé » réparti sur 40 semaines dont 2 consacrées à une mission économique à l'étranger.

Prochaines sessions : Décembre 1991

Inscription en cours
LE CPA : L'ETAPE DECISIVE DE VOTRE CARRIERE



Renseignements et Inscriptions :
Catherine JACOB
CPA-PARIS
108, Bd Malesherbes - 75017 PARIS
Tél : (1) 47.54.65.84

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

orientations
SERVICEFilières, débouchés, métiers :
des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Niveau d'études 90-91 : _____ Age : _____
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires | <input type="checkbox"/> Design, Design Industriel |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques | <input type="checkbox"/> Electronique |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion | <input type="checkbox"/> Expertise Comptable |
| <input type="checkbox"/> Préparer un MBA | <input type="checkbox"/> Formation en Alternance |
| <input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion | <input type="checkbox"/> Formation Continue |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale | <input type="checkbox"/> Gestion Financière |
| <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion | <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel |
| <input type="checkbox"/> Architecture | <input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration |
| <input type="checkbox"/> Architecture d'intérieur | <input type="checkbox"/> Informatique |
| <input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle | <input type="checkbox"/> Ingénierie Aéronautique/Automobile |
| <input type="checkbox"/> Arts Graphiques | <input type="checkbox"/> Ingénierie Chimiste |
| <input type="checkbox"/> Assistance de Direction/Bureautique | <input type="checkbox"/> Journalisme |
| <input type="checkbox"/> Assurances | <input type="checkbox"/> Logistique Production |
| <input type="checkbox"/> Communication et Culture | <input type="checkbox"/> Médias |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise | <input type="checkbox"/> Relations Internationales |
| <input type="checkbox"/> Communication, Publicité | <input type="checkbox"/> Sciences Politiques |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité | <input type="checkbox"/> Sciences Sociales |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS | <input type="checkbox"/> Sténographie/Communication |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po | <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil |
| <input type="checkbox"/> Danse | |

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémouille
75006 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



(BNP)

EXERCICE 1990

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Michel REAL del SARTE, a examiné l'activité de l'ensemble des sociétés du Groupe et a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

ACTIVITÉ

Dans ses activités traditionnelles de prêt et de location aux entreprises, d'affacturage, de crédit consommation et de services bancaires, le Groupe a enregistré une production totale de financements nouveaux de 10,5 milliards de francs sur l'année. Cette hausse de 6,4 %, résulte d'une progression sensible du crédit traditionnel (+15 %) et de l'affacturage (+22 %) venant compenser la diminution des opérations de location rencontrée sur le marché des particuliers, en raison de la suppression des avantages fiscaux de la L.O.A. Pour leur part, les encours moyens ont progressé sur l'année de 10 %.

À 31 décembre 1990, les engagements de la clientèle (loyers et agios à percevoir inclus) s'élevaient à 17,4 milliards de francs.

RÉSULTATS

A 1,9 milliard de francs, les produits bruts bancaires sont en progression de 7,7 %.

En raison de la forte hausse des coûts de refinancement du Groupe qui n'a pu être répercutée dans les taux de vente, de la concurrence très vive rencontrée sur ses marchés et de l'augmentation sensible des provisions pour créances (+26 %), le résultat net financier consolidé du Groupe ressort à 92,1 millions de francs. Corrigé des variations liées aux plus-values immobilières, ce résultat est en baisse de 26,4 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Dans le cadre de la politique générale du Groupe, la dividende de la Compagnie du Crédit universel proposée à l'assemblée a été fixée par le conseil d'administration à la somme de 90 francs par action dont 75 francs bénéficieront de la possibilité de conversion en titres de la société.

EPARCOURT-SICAV

SICAV COURT TERME RÉGULIÈRE
pour le placement de vos disponibilités

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1990

Le Conseil d'administration, réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre Thiolon, propose à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 10 avril 1991, de fixer le dividende par action de l'exercice clos le 28 décembre 1990 à :

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	226,00 F	2,71 F	2,84 F
• créances négociables	74,00 F		
TOTAL	300,00 F	2,71 F	2,84 F

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera décaissé le 12 avril et mis en paiement le 15 avril 1991 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1991).

POLITIQUE DE GESTION EN 1990

Recommandée pour des placements de plus de 3 mois à 2 ans, Eparcourt-Sicav est un produit intermédiaire entre les Sicav monétaires et les Sicav obligataires long terme. Ses actifs monétaires permettent d'obtenir une bonne régularité de l'évolution de la valeur de l'action : son portefeuille obligataire lui apporte un surcroît de performance, lorsque les marchés sont favorables.

PERFORMANCE 1990 (dividende net réinvesti) : + 8,56 %
Valeur de l'action au 28.12.90 : 4.387,87 F

GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE

CHAMPS ECONOMIQUES

Grande-Bretagne :
entre des mains privées

Suite de la page 19

La part de la défense représente environ 4 % du produit intérieur brut, et ce secteur fait vivre au total, directement ou indirectement, environ 1 million de personnes. Selon le syndicat général des transports, le plus actif dans les industries de défense, 250 000 emplois pourraient être perdus dans les années qui viennent si un effort de reconversion vers des activités civiles n'est pas accompli. La difficulté vient du fait qu'il s'agit d'une industrie très dispersée (on dénombre plus de 484 firmes), qui hésite actuellement à investir dans des projets à long terme.

Le chiffre d'affaires de l'industrie privée de défense a été de 12,8 milliards de livres en 1990, dont 25 % à l'exportation, une taille et une proportion comparables à celles de la France. Les douze sociétés britanniques (1) figurant parmi les cent premières sociétés d'armement mondiales auraient, en 1988, réalisé 10 % du chiffre d'affaires total de ces cent sociétés, selon l'institut international de Stockholm SIPRI.

Un net
ralentissement

Le ralentissement va affecter en priorité l'aéronautique. Il intervient au plus mauvais moment pour British Aerospace. « Le dernier Tornado devait sortir des chaînes en mars 1992 », affirme Piers Whitehead. Les avis sont partagés sur les performances de cet appareil pendant la guerre du Golfe. Les uns font valoir qu'il a contribué pour une très large part à la destruction des aéroports irakiens. Les autres font remarquer que la proportion de Tornado perdus pendant le conflit est nettement supérieure à celle d'autres appareils comparables.

British Aerospace dépend à 40 % de ses activités militaires. Mais

celles-ci ont représenté, selon les résultats annoncés le 26 février, 486 millions de livres sur un bénéfice total de 585 millions de livres pour l'année 1990. Le terme du programme Tornado intervient alors que l'avenir de l'avion de combat européen, qui doit être construit en commun par le Royaume-Uni (British Aerospace), l'Allemagne (MBB), l'Italie (Aeritalia) et l'Espagne (CASA), n'est pas encore totalement assuré.

Les deux principaux partenaires sont British Aerospace et MBB. Les Allemands, obligés de financer l'intégration économique de l'ancienne RDA et qui ont largement contribué au financement de la guerre du Golfe, pourraient hésiter au dernier moment à s'engager dans l'aventure. Ils n'ont pas intérêt à se retirer dans la phase accrue de développement en raison des pénalités considérables qu'ils devraient verser. Mais ils ont jusqu'à la fin de 1992 pour décider ou non de se lancer dans la production.

« British Aerospace a annoncé à la fin de 1990 un carnet de com-

mandes de 11,8 milliards de livres, alors que celui-ci était de 11,4 milliards un an plus tôt. Entre-temps, la livre s'est dépréciée d'environ 10 %. On peut en conclure qu'il n'y a pas eu beaucoup de renouvellement, et d'ailleurs ces commandes représentent en tout environ un an de chiffre d'affaires, ce qui, dans l'industrie aéronautique est très préoccupant », constate Pierre Dumas, chef de la mission technique de l'armement à l'ambassade de France.

Des résultats
inférieurs

L'Arabie saoudite et les émirats du Golfe constituent traditionnellement le principal marché d'exportation pour British Aerospace, qui emploie en permanence 3 500 personnes dans la région. Le rôle joué par les États-Unis dans la guerre du Golfe remet-il en cause cette situation ? On estime ici que si les Saoudiens se montrent en ce moment mystérieux, ils n'ignorent pas que les Britanniques sont des fournisseurs politiquement sûrs que les Américains. Il n'y a pas d'équivalent, en Grande-Bretagne, du lobby juif qui peut intervenir outre-Atlantique auprès du Congrès pour empêcher un contrat.

Le problème est que British Aerospace n'a pas pour l'instant d'avion à proposer pour remplacer les Tornado. La chute du carnet de commandes, civiles et militaires, de la firme pourrait être de l'ordre de 20 % à 30 % en 1991, estime, à

titre personnel, Pierre Dumas. British Aerospace a d'ailleurs anticipé cette contraction en annonçant un plan de licenciement de 20 % de ses effectifs pour 1991 et 1992.

L'autre incertitude majeure qui pèse sur l'industrie britannique d'armement est celle du choix du futur char de combat de l'armée de terre. Il faut remplacer le parc des Chieftain, qui ont fait leur temps. Le Challenger 2 de la firme britannique Vickers est officiellement en concurrence avec le M1 américain, le Leclerc français et le Leopard 2 allemand. En réalité, la concurrence est entre le Challenger 2 et le char américain, ce dernier semblant plus performant.

L'accent mis sur la création d'unités moins lourdement armées et beaucoup plus mobiles, pouvant faire face rapidement à des conflits lointains, joue en faveur de l'abandon du Challenger 2 et de l'achat d'un nombre restreint de chars M1. Ce serait évidemment un grave revers pour Vickers et l'industrie britannique d'armement en général. La firme elle-même a fait savoir en février que ses résultats de 1991 seraient probablement inférieurs à ceux de 1990, qui lui ont permis de verser un dividende en augmentation de 11,2 %.

Les privatisations des années 80 ont entraîné un phénomène quasiment inconnu en France : la création d'un actionariat nombreux. Les gestionnaires de portefeuille n'hésitent pas à recommander à leurs clients d'investir dans des firmes d'armement, même de taille relativement modeste.

Cette situation a l'avantage de permettre un contrôle de la gestion peut-être plus rigoureux que dans les arsenaux nationalisés de jadis. Mais elle aboutit aussi à des choix qui sont souvent à court terme, de façon à permettre un rendement rapide. Il y a quatre fois plus de sociétés dans ce secteur en Grande-Bretagne qu'en Allemagne. La contraction qui s'annonce risque de faire des victimes.

de Londres
DOMINIQUE DHOMBRES

(1) British Aerospace, GEC, Rolls Royce, Thorn EMI, Ferranti, Plessey, VSEL, Hawker Siddeley, Royal Westland, Hunting et Vickers.

DIPLOMES GRANDES ECOLES - DEA - DESS
BAC + 4 AYANT UNE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE
CADRES RECHERCHANT UNE SPECIALISATIONMANAGEMENT EUROPEEN
des RESSOURCES HUMAINES

Mastère Spécialisé du Groupe ESC CLERMONT

Avec l'appui de FIAT (Fondation Agnelli), EDF, Limagrain, Michelin, Rhône Poulenc, Ibermatia, Liaisons Sociales, Quaternaire Education, KPMG Fidat.

Début du programme 1991 : 5 novembre 1991

RENSEIGNEMENTS : ☎ 73 92 39 71 ou
4 Bd Trudaine - 63037 CLERMONT Cedex

Pologne

Son histoire
se joue sous
nos yeux,
sa mémoire est
inépuisable.Dirigé par
Emmanuel Wallon
232 pages, 89 F.
En librairie.

autrement

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Fregat
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Lucet
secrétaire général

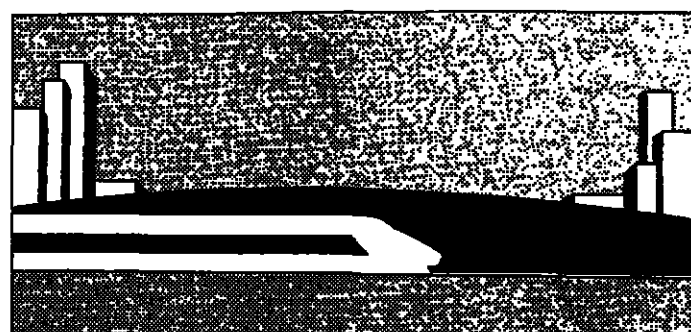
Rédacteurs en chef :
Jacques Asseline
Jean-Marie Colardant
Robert Solé
(adjoints au directeur
de la rédaction)

Thomas Farnet
Philippe Harman
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1990)
André Laurens (1990-1991)
André Fontaine (1991-1992)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-88
ADRESSATION :
1, PLACE HUBERT-BONIN-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-80-30-10

ÉMISSION MARS 1991

2 MILLIARDS DE FRANCS MINIMUM
EN 2 EMPRUNTS, OBLIGATIONS DE 5.000 F

EMPRUNT 9 % MARS 1991.
Montant : 1,5 milliard de francs minimum.

Durée : 12 ans à compter du 2 avril 1991.

Prix d'émission : 97,91 %, soit 4.895,50 F par obligation.

Jouissance et règlement : 2 avril 1991.

Intérêt annuel : 9 %, soit 450 F, payable en totalité le 2 avril de chaque année.

Taux de rendement actuariel : au 2 avril 1991 : 9,30 %.

Amortissement normal : en totalité au pair le 2 avril 2003.

Assimilations ultérieures : à cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches.

EMPRUNT 9,80 % EN DEUX TRANCHES AU CHOIX DU SOUSCRIPTEUR.

Montant : 500 millions de francs.

Tranche A : emprunt assimilable le 4 avril 1991 à l'emprunt 9,80 % février 1990 (Code SICOVAM 11657).

Tranche B : emprunt assimilable le 19 février 1992 à l'emprunt 9,80 % février 1990 (Code SICOVAM 11657).

Prix de souscription : 104,70 %, dont 102,572 % de prix d'émission et 1,128 % de coupon couru, soit 5.235 F par obligation.

Jouissance : 19 février 1991.

Règlement : 2 avril 1991.

Intérêt annuel : 9,80 %, soit 490 F, payable en totalité le 19 février de chaque année.

Taux de rendement actuariel : au 19 février 1991 : 9,26 %.

Amortissement normal : en totalité au pair le 19 février 2002.

Assimilations ultérieures : à cet emprunt pourront être assimilées ultérieurement d'autres tranches.

Durée : 10 ans et 323 jours à compter du 2 avril 1991.

NOTATION : L'émission de ces deux emprunts fait partie du programme de financement à long terme qui a reçu, des Agences Standard and Poor's, ADEF, et Moody's Investors Service, les notations AAA et Aaa reconnues sur le plan domestique et international.

Une fiche d'information (via COB n° 91-077 en date du 11 mars 1991) est tenue à la disposition du public, sans frais, sur demande. Balo du 18 mars 1991.

Souscription auprès de vos intermédiaires financiers habituels.

SNCF, DIRECTION FINANCIÈRE - 17, RUE DE LONDRES - 75009 PARIS

SNCF

par Jacques Fontanel
et Ron Smith

UNE enquête, réalisée auprès d'experts français et étrangers (1) sur les fondements de la guerre a mis en évidence des conclusions importantes. D'une part, les experts français reconnaissent à l'avenir de leurs connaissances étrangères, que la guerre est inscrite dans les fibres mêmes de l'humanité, qu'elle l'est étant récurrente, au même titre que la lutte pour le pouvoir ou les conflits idéologiques ou religieux. Dans ces conditions, les facteurs économiques à l'origine des guerres sont typiques des plus significatives des guerres. D'autre part, les fondements économiques de la guerre n'étaient mentionnés qu'en sixième ou septième position, ce qui ne manquait pas d'être étonnant, notamment dans les réponses des experts marxistes.

Pourtant, la guerre de Golfe semble avoir redonné quelque vie à l'hypothèse économique de la guerre, notamment pour le contrôle des sources d'approvisionnement énergétique et la lutte en place d'effets de domination économiques appuyés par les forces militaires. Ces thèmes, pour ne pas se limiter à une conception moniste de la guerre, tant les facteurs politiques, religieux, stratégiques, voire psychanalytiques ne peuvent être aisément séparés dans ce conflit.

Une pensée
embryonnaire

Les dépenses militaires ont toujours été conçues par les États comme des dépenses productives, dont la réduction devait, au moins à long terme, conduire à un surplus de croissance de l'économie mondiale. Cependant, dans un monde d'États souverains, la sécurité des nations constitue une priorité et une contrainte, que les économistes n'ont pas toujours perçues de la même manière.

L'histoire de la pensée économique est étonnante à ce propos. Malgré les efforts accomplis à la fin

PCS
Centre de préparation
aux HEC et à Sciences Po
créé en 1974.

- Classes préparatoires HEC et classes préparatoires Sciences Po
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Conditions d'admission
• Voie générale
• Baccalauréat C plus mention et/ou admissibles aux concours
• Voie économique
• Bac B et C plus mention et/ou admissibles aux concours
• Dépôt des dossiers à partir de janvier

GROUPE ESCA - PCS
48, rue de la Fédération 75008 Paris
Tél. (1) 46 60 99 96
enseignement supérieur qualifié

itec

220 F 154 F 205 F
France 244 F France 180 F France 222 F

سكز (من الإقليم)

هكذا من لايصل

CHAMPS ECONOMIQUES

Les économistes et la guerre

A côté de facteurs stratégiques, idéologiques, voire psychanalytiques, l'économie reste une des causes majeures des conflits armés

par Jacques Fontanel et Ron Smith

UNE enquête récente auprès d'une centaine d'experts français et étrangers (1) sur les fondements de la guerre a mis en évidence deux conclusions importantes : d'une part, les experts français considéraient, à l'inverse de leurs homologues étrangers, que la guerre était inscrite dans les fibres mêmes de l'humanité, qu'elle lui était inhérente, au même titre que la lutte pour le pouvoir ou les conflits idéologiques ou religieux. Dans ces conditions, les facteurs économiques n'étaient pas les variables explicatives les plus significatives des guerres. D'autre part, les fondements économiques de la guerre n'étaient mentionnés qu'en sixième ou septième position, ce qui ne manquait pas d'être étonnant, notamment dans les réponses des experts marxistes.

Pourtant, la guerre du Golfe semble avoir redonné quelque vie à l'hypothèse économique de la guerre, notamment pour le contrôle des sources d'approvisionnement énergétique et la mise en place d'effets de dominations économiques appuyées par les forces militaires. Ces thèmes, pour intéressants qu'ils soient, ne peuvent se limiter à une conception moniste de la guerre, tant les facteurs politico-religieux, stratégiques, voire psychanalytiques ne peuvent être aisément gommés dans ce conflit.

Une pensée embryonnaire

Les dépenses militaires ont toujours été conçues par les économistes comme des dépenses improductives, dont la réduction devait, au moins à long terme, conduire à un surplus de croissance de l'économie mondiale. Cependant, dans un monde d'Etats souverains, la sécurité des nations constitue une priorité et une contrainte, que les économistes n'ont pas toujours perçues de la même manière.

L'histoire de la pensée économique est édifiante à ce propos. Malgré les efforts accomplis à la fois

par les Nations unies, par les quatre Prix Nobel d'économie Wassily Leontief, Jan Tinbergen, Gunnar Myrdal, et Lawrence Klein, et maintenant par l'Association des économistes contre la course aux armements (2), l'analyse économique contemporaine de la guerre reste encore relativement embryonnaire et fortement influencée par les théories développées avant la seconde guerre mondiale.

La guerre comme facteur de puissance et de développement : cette conception, dans sa forme la plus accomplie, date des mercantilistes, pour lesquels il est parfois préférable pour un Etat de posséder moins de richesses si les autres pays, nécessairement concurrents et ennemis, sont proportionnellement plus pauvres. Les mercantilistes ne recherchent donc pas l'optimum économique, et la puissance du prince est le seul objectif de l'activité économique nationale. La défense d'un pays encourage le sentiment national, et la guerre victorieuse enrichit l'Etat. Dans ces conditions, l'économie est au service de la guerre et non l'inverse.

Ces idées seront reprises, sous d'autres formes, par l'Etat qui, s'il considère que la paix est souhaitable dans un monde d'Etats stabilisés sur la base des frontières naturelles, n'en pense pas moins que la laissez-faire conduit à la domination des plus forts et que les nations doivent se protéger militairement et économiquement des dominations étrangères. La guerre est un instrument politique, à forte implication économique, qui ne peut s'écarter de la ligne des frontières naturelles et d'un même niveau de développement ne sont pas réalisés, dans un univers encore nécessairement conflictuel. Cette conception n'est pas très éloignée de celle de Saddam Hussein.

Pour Galbraith, le complexe militaro-industriel américain des années 60 était nécessaire au gouvernement américain pour assurer sa toute-puissance sociale et économique, interne et externe. En effet, la subordination des citoyens s'avère dépendante de la sécurité internationale, la menace de guerre constitue un élément indispensable de contrôle des désaccords sociaux et des tendances antisociales. Les facteurs susceptibles d'accomplir les fonctions des conflits armés sont difficiles à mettre en place au même titre que les substituts au gaspillage nécessaires à la lutte contre la surproduction, et les rapports de domination avec les autres Etats sont essentiels à la richesse des grandes puissances.

Pour Jacques Attali, la guerre est même la manifestation extrême de la concurrence industrielle, de la création de demande et de la mise au travail des forces productives. Le conflit permet la relance de la production, il transforme les modes de consommation et les habitudes sociales. Ces études sont, dans une lecture orientée, particulièrement éclairantes de la situation actuelle, faite à la fois de déséquilibres entre les puissances militaires et les puissances économiques et de luttes pour le maintien ou le développement de nouveaux effets de domination s'exprimant sur l'ensemble de la vie sociale.

Cependant, historiquement, la guerre et l'économie ont eu des relations privilégiées. La colonisation peut être considérée comme une cause fondamentale, mais non exclusive, du sous-développement. Historiquement, les forces militaires des pays développés européens ont servi à assurer la conquête politico-économique du

monde entier. Elles ont favorisé les cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières, l'exploitation minière, la destruction des artisanats locaux, l'établissement de frontières nationales aberrantes, le développement d'une économie désarticulée, entièrement tournée vers la métropole. Il existe toujours des rapports de force qui n'ont pas vraiment été remis en cause, comme en témoigne le relatif équilibre qui subsiste dans les régions les plus défavorisées, largement dépendantes de zones d'influence héritées des antagonismes des grandes puissances et de la colonisation.

L'expression de la force est devenue apparemment moins militaire, au moins dans la vie quotidienne des pays dominés, mais la peur de l'holocauste nucléaire reste toujours présente dans les esprits. Les grandes négociations économiques internationales mettent en évidence la prééminence des rapports conflictuels et l'importance du statut de puissance nucléaire. La menace d'utilisation ou l'emploi des armes constituent un facteur décisif de diffusion des modes de production dominants et du maintien des pouvoirs existants. Mais aussi, l'économie sert d'instrument pour le conflit, qu'il soit armé ou non. Ces dernières années ont vu l'utilisation courante de cette « stratégie oblique » que favorisait l'application de la doctrine de l'équilibre de la terreur.

Des phénomènes politiques

L'économie est devenue un instrument de pouvoir de plus en plus utilisé, à l'ère nucléaire, dans les rapports conflictuels des Etats. L'insécurité ne dépend donc pas uniquement de la course aux armements, elle dépend également des inégalités, des dominations internationales, voire des exploitations sociales. L'économie devient une arme, permanente, même s'il est difficile, en longue période, de disposer de conditions satisfaisantes de la sécurité sans une économie forte capable de supporter les coûts de la défense nationale. Dans ces conditions, comme pour les mercantilistes, l'économie est au service du politique dans l'expression d'un conflit entre les nations.

Pour les grands classiques anglais, les conflits armés sont d'abord des phénomènes exclusivement politiques. L'interventionnisme économique de l'Etat est rejeté car les individus ont des intérêts complémentaires dans le cadre de la liberté généralisée des échanges. La guerre et sa préparation sont des variables expliquées de l'esprit de monopole, et à ce titre aussi bien Adam Smith que David Ricardo condamneront sans ambiguïté la pensée mercantiliste dominée par la volonté d'hégémonie du prince. La constitution de forces militaires est toutefois recommandée pour assurer la souveraineté des Etats menacés par les

convoitises des économies moins développées.

Ricardo recommande des négociations sur le désarmement car, selon lui, la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduirait inéluctablement à la guerre. Toujours original, Malthus fait l'hypothèse selon laquelle la guerre est d'abord le résultat d'un développement économique insuffisant par rapport à la croissance de la population. Il reconnaît même qu'à court terme un accroissement des dépenses militaires peut augmenter la demande globale et donc exercer des effets positifs sur l'ensemble de l'économie. Mais, à long terme, du fait de la paupérisation qu'il provoque, il est une source fondamentale de conflits.

Dans le même ordre d'idées, Joseph Schumpeter, s'opposant ainsi à Engels et Marx, affirmait même que la fonction militaire n'était pas une activité bonapartiste. De manière générale, la plupart des économistes libéraux partagent cette conception et ils considèrent que la fonction militaire doit être limitée à son minimum, de façon à améliorer les performances des économies nationales en lutte contre la rareté. Ainsi Nef considère que la paix stimule l'activité économique des Etats et, actuellement, Seymour Melman, en contrepoint, souligne les effets néfastes des dépenses militaires sur l'économie : perte de compétitivité, développement de la bureaucratie, diminution de l'investissement productif, apparition de complexes militaro-industriels. En fait, la guerre s'inscrit hors des règles de l'économie.

L'analyse keynésienne s'est plus intéressée aux conséquences économiques et sociales de la course aux armements qu'aux fondements de la guerre. Keynes aborde principalement la question de la gestion de l'économie de guerre et la nécessité de trouver des accords de paix qui ne conduisent pas à un appauvrissement excessif du pays vaincu, facteur de nouveaux déséquilibres. Sans doute la domination de la pensée keynésienne de la dernière guerre mondiale au début des années 70 est-elle une explication au faible intérêt manifesté par les économistes sur cette question.

Cependant, de manière très traditionnelle, les économistes keynésiens ont jugé les dépenses militaires utiles pour l'amélioration de la sécurité internationale et pour faire face à la menace des économies planifiées, et principalement de l'Union soviétique. En généralisant à l'excès, les keynésiens ont réduit leur analyse à une conception purement politique et conjoncturelle de la sécurité nationale, même si les idées de paix économique ont été reprises (fondées notamment sur des réparations de guerre excessives) ou de lutte systématique constituent bien des facteurs de guerre qui ressortissent à l'ordre économique.

Pour Marx et Engels, en tout cas, la paix n'a pas de vertu morale en

elle-même. La guerre et les conflits appartiennent au champ de la superstructure et ils sont conditionnés par les rapports sociaux antagonistes. Marx n'analyse, à travers la lutte des classes, que la guerre civile entre les capitalistes et les prolétaires. Il redoute cependant les effets des conflits armés sur l'idéal révolutionnaire du prolétariat, qui se trouve ainsi divisé par les querelles des capitalistes.

Ces études ont été poursuivies d'une part par Rosa Luxemburg, pour laquelle l'effort militaire sert à affirmer la puissance du capitalisme, et d'autre part par Lénine, qui considère que l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, est nécessairement marqué par les guerres totales et l'exploitation capitaliste du monde. La guerre ne peut disparaître qu'avec l'avènement du socialisme et du communisme.

Ces thèses ont été reprises par des auteurs contemporains. Pour Baran et Sweezy, les dépenses militaires servent à absorber le surplus que le capitalisme monopolistique sécrète ; la course aux armements et la guerre qui en constitue le débouché direct sont conformes à la logique du capitalisme. Kidron fait l'hypothèse selon laquelle les dépenses militaires exercent une pression positive sur les profits et stabilisent la surproduction des économies de marché. Il s'agit donc en priorité de remettre en cause un système économique qui développe constamment des tensions internationales s'exprimant notamment dans les conflits armés ou l'accroissement du gaspillage que constituent les dépenses d'armement.

Le chemin optimal

L'analyse néo-classique limite sa réflexion dans ce domaine aux nécessaires efforts à réaliser pour combattre des pays du pacte de Varsovie sur le double terrain économique et militaire. Il existe dans chaque société une fonction de bien-être social maximisée sous contrainte. Les dépenses de sécurité participent à la définition de cet optimum. La course aux armements n'est rationnelle que si elle peut s'opposer au socialisme.

Les théories des modèles de course aux armements, dans la lignée du modèle de Richardson, montrent que les budgets de préparation à la guerre accroissent les probabilités de guerre. La force militaire constitue un important instrument de redistribution des droits de consommation entre les pays. La dissuasion peut favoriser l'établissement d'un équilibre stable, mais elle peut aussi conduire inexorablement à la guerre. Pour Brito et Intriligator, le facteur-clé de ces équilibres réside dans la distribution des richesses initiales.

Cependant, les gouvernements tendent à entretenir des rapports privilégiés avec les pays qui leur accordent une aide militaire et civile. L'autonomie d'un pays est d'autant plus affectée qu'un partenaire exerce sur lui une emprise structurelle fondée sur les rapports militaires. La technologie occidentale, fortement influencée par la militarisation des économies avancées, domine le développement industriel qu'il impose aux pays dominés.

Les pays développés disposent alors d'un pouvoir contractuel considérable, fondé sur les zones d'influence souvent définies par la force ou les accords militaires. En fait, l'existence des dangers et la volonté des Etats de lutter contre l'assujettissement constituent des facteurs largement dépendants de

la course aux armements des grandes puissances, provoquant une « surdétermination de l'économie » aux contraintes militaires et stratégiques.

Autrement dit, si les dépenses militaires affaiblissent l'économie nationale, il est nécessaire de trouver le chemin optimal qui permette à la fois d'assurer une défense suffisante sans remettre en question ni la croissance économique d'aujourd'hui ni la sécurité nationale de demain. L'idée d'une course aux armements susceptible d'affaiblir suffisamment l'économie de l'adversaire et de rendre de plus en plus difficile le maintien de cette politique de puissance a souvent été développée.

Ainsi Staline pensait que le capitalisme aurait à choisir entre la consommation et l'effort militaire, tandis que les stratégies américaines estimaient, à juste titre, que la course aux armements épuiserait, à terme, l'économie soviétique, favorisant ainsi l'effondrement du système socialiste. L'économie contemporaine est un champ de conflits, et un processus de désarmement peut conduire à un changement progressif de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins.

La guerre est souvent synonyme de transformations profondes de la société. Elle n'a pas de fondement exclusivement économique, elle est inscrite dans la lutte pour le pouvoir ou les convictions religieuses ou idéologiques. Les conflits ne s'arrêtent pas à la production d'armes. Ils s'expriment aussi dans les dominations économiques, politiques ou culturelles. La guerre dépasse l'économie, mais celle-ci reste une des causes majeures des conflits armés.

(1) Les experts face aux armements, à la guerre, à la paix et au désarmement, in « La vérification du désarmement », ARES, vol. XI, Grenoble, 1989.

(2) ECAAR : Economist against the arms race (Arrow, Klein, Leontief, Modigliani, Solow, Tobin, Galbraith, Schwartz, Intriligator), nouvelle association concernée par l'analyse économique de la guerre et des conflits (Jacques Fontanel, 47X, 38040 Grenoble Cedex).

► Jacques Fontanel est professeur à la faculté de sciences économiques de Grenoble.
► Ron Smith est professeur au Birbeck College de l'Université de Londres.

BREF

Une petite encyclopédie sur les religions et les croyances

Le réveil de l'Islam

ROGER DU PROUEN

Une information solide, d'une écriture aisée, pour élargir ses connaissances.

128 p. 10 F

corf

PCS
PREPARATION COMMERCIALE SUPERIEURE
Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques...
Classes prépa ESC
Corps professorat réputé
Suivi personnalisé et groupes homogènes
Admission sur dossier pour bacheliers B.C.D.
Classes "pilotes" HEC
Conditions d'admission
• Vole générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
• Vole économique Bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
• Dépôt des dossiers à partir de janvier
GROUPE ELSICA - PCS
48, rue de la Fédération 75016 Paris
tél. 01 45 64 59 98
enseignement supérieur privé

L'INFORMATION
24 heures sur 24
36 - 15
LE MONDE

litec LES CODES EN TROIS COULEURS
Bleus (annotés) Blancs européens Orange (commentés et annotés)
220 F 154 F 205 F 200 F 190 F 200 F 160 F 310 F 350 F 230 F 350 F 180 F 190 F 280 F 200 F 160 F 170 F
France 246 F France 180 F France 232 F France 225 F France 212 F France 225 F France 185 F France 330 F France 370 F France 256 F France 375 F France 197 F France 210 F France 302 F France 220 F France 177 F France 190 F

En vente chez votre libraire spécialisé ou Litec.
27 place Dauphine 75011 Paris
26 rue Soufflot 75005 Paris
158 rue Saint-Jacques 75005 Paris.

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Sil les analystes des deux côtés de l'Atlantique continuent à se partager en optimistes et en pessimistes sur les chances de voir l'économie américaine sortir rapidement de la récession, le ministre plénipotentiaire auprès de l'ambassade de France à Washington, chef des services de l'expansion économique aux Etats-Unis (1), se range résolument parmi les premiers. Pour Jean-Daniel Tordjman, il n'existe à l'horizon américain qu'un seul « problème sérieux » qui pourrait se révéler un facteur négatif pour une reprise durable et pour la prospérité économique. Il s'agit des taux d'intérêt.

Commentons par reproduire les principaux arguments que le diplomate français a exposés la semaine dernière à l'occasion d'une conférence donnée à Paris au Club des CCE (conseillers commerciaux à l'étranger), en liaison avec l'Association France-Amérique. Il convient d'autant plus de se faire une idée sur leur bien-fondé que les propos de Jean-Daniel Tordjman ne visent pas seulement à éclairer le débat conjoncturel en cours en France et ailleurs : la fin de la guerre va-t-elle ou non déboucher sur la fin de la récession économique ?

Etant donnée l'influence que l'économie américaine continue d'exercer sur l'activité dans le monde, aucune analyse ne peut évidemment être conduite sur le sujet sans passer par un jugement sur les perspectives ouvertes par le vaste marché américain. Mais, comme il se doit, le chef des services de l'expansion aux Etats-Unis avait en tête en s'adressant à son auditoire une préoccupation immédiate et plus concrète que celle qui consiste à faire une prévision d'ordre national. Il entend convaincre les entreprises françaises que le moment est très favorable pour investir en Amérique du Nord.

Parlant du coût de la guerre, Jean-Daniel Tordjman s'est fait l'écho d'une opinion en train de faire son chemin dans les pays anglo-saxons. Les frais occasionnés par cette guerre rapidement gagnée, et cela malgré le prix exorbitant des matériels qui ont été engagés, ne doivent pas dépasser le montant des contributions financières promises aux Etats-Unis. Selon les évaluations du comité budgétaire du Congrès, le coût se situerait au maximum entre 50 et 60 milliards de dollars. Des pays engagés ou non directement dans le conflit, mais alliés des Etats-Unis, ces derniers attendent une contribution globale de

Un point de vue bien optimiste sur l'économie américaine

53 milliards de dollars ; l'Arabie saoudite doit en fournir 13, le Japon 9, l'Allemagne 6, etc. Effectivement, n'aurait-elle pas été versée que 13 milliards de dollars.

L'idée qui se fait jour à Washington et à Londres est qu'il se pourrait bien qu'en définitive les contributions extérieures soient supérieures au montant des dépenses. Etant donné en tout cas le caractère forcément en partie arbitraire des évaluations, le doute est permis. Jean-Daniel Tordjman ne s'est pas aventuré sur ce terrain. Il s'est contenté de faire remarquer que les sommes attendues s'analysent comme des dons purs et simples, autrement dit un apport net et franc à la balance des paiements américains.

Ajoutons pour notre part que normalement un apport de cette nature devrait mettre la balance des paiements en déficit à concurrence de son montant. Cette remarque vise seulement à relayer en passant le caractère ambigu de la notion de déficit extérieur, qu'on interprète si souvent, notamment sur les marchés, à la va-vite.

Cela dit, et pour au moins deux raisons, les suites de la guerre victorieuse devraient se traduire par d'importantes commandes supplémentaires à l'industrie américaine. Celle-ci prendra une part prépondérante à la reconstruction du Koweït. Jean-Daniel Tordjman a cité le chiffre de 15 milliards de dollars. Ajoutons que l'opération semble se présenter sous les meilleurs auspices dont puisse rêver un pays en particulier : pour des raisons psychologiques, qu'on leur a bien fait comprendre, les concurrents les plus dangereux, à savoir les Japonais et les Allemands, devront se tenir sur la réserve. Ce qui, malgré ses mesures protectionnistes, le Congrès américain n'est pas parvenu à obtenir, la guerre le permet : le champ libre pour conclure des contrats, en dehors des contraintes de la compétition internationale.

A cela s'ajoutent, nous dit le conférencier, les « besoins » en armements nouveaux. Il chiffre à 15 milliards de dollars environ les fournitures qui seront à ce titre livrées aux pays du champ de bataille, ou

proches : Arabie saoudite, Turquie, émirats, Koweït. Rien qu'avec les contrats qui étaient déjà passés et dont l'exécution était en suspens, on ne devrait pas être loin du compte. Ouf ! effet inattendu de la paix ! Elle accélère l'exécution des commandes militaires que la guerre-éclair avait comme retardées. Jean-Daniel Tordjman, pour sa part, prévient ses auditeurs : il entend leur parler de « la réalité des choses ». L'administration américaine, selon lui, n'oublie pas les « réalités de l'industrie de l'armement », même s'il sera beaucoup question, au cours des prochains mois sur le devant de la scène internationale, de la nécessité de contrôler – et de réduire – l'accumulation des armes au Proche-Orient.

C'EST dans les mêmes termes simplificateurs et décapants, documentés, que le ministre plénipotentiaire s'exprime au sujet d'une autre conséquence de la guerre gagnée. Pays producteurs et pays consommateurs auront beau, au cours des mois, s'entretenir de l'économie du pétrole, le prix du baril sera déterminé en réalité entre le président Bush – « qui connaît bien les données de cette économie » – et le roi Fahd. Parmi les intérêts énormes qui seront pris en considération, il y a le soud de sauvegarder la prospérité de l'économie internationale ; celui de maintenir un certain niveau de production et de recherche aux Etats-Unis ; celui aussi d'assurer des ressources financières aux pays du Golfe, Arabie et Koweït notamment, mais aussi peut-être l'Irak. Le résultat, « ce pourrait être un prix fixé autour de 21 dollars le baril, peut-être un peu plus bas, entre 18 et 20 ».

Pour Jean-Daniel Tordjman, tout cela n'est pas encore l'essentiel pour prévoir une reprise vigoureuse et prochaine. L'élément déterminant, ce sera « le renouveau de la confiance ». Depuis neuf mois « toutes les décisions d'investissement ont été suspendues, celles de la consommation lourde différées ». Le conférencier franchit un pas supplémentaire en laissant entendre que ces différents facteurs favorables justifient également le mouvement ascensionnel de la Bourse auquel on a déjà assisté. Depuis le 15 janvier l'indice Dow Jones est passé des

environs de 2 500 aux abords des 3 000 : « Les gestionnaires des fonds mutuels qui sont à l'origine des ordres d'achat ne sont pas fous ».

Il est vrai qu'il existe de grosses taches au tableau. L'une d'elles est l'énorme crise des caisses d'épargne (savings and loans). Mais tous les déposants rentreront dans leurs fonds. L'incompétence et, parfois, le malhonnêteté des gestionnaires vont se traduire par une perte s'élevant à 400 milliards de dollars. Ils seront payés sur trente ans par les contribuables.

Quant au système bancaire, il connaît aussi de grandes difficultés, mais elles ne sont pas de la même dimension. Sur les 14 000 banques que comptent les Etats-Unis, 200 devraient être en faillite cette année. Celles qui souffriront, ce sont les dirigeants de ces établissements et leurs actionnaires, mais pas l'économie dans son ensemble. Etant donné que les autorités sont bien décidées à empêcher le dépôt de bilan d'une des grandes banques, aucun effet boule de neige n'est à craindre.

Jean-Daniel Tordjman en arrive au point qui le soucie le plus : l'évolution des taux d'intérêt. A tous les niveaux, l'endettement est considérable. « Au contraire des Japonais, les Américains sont optimistes : ils s'endettent ». Sans doute pourrait-on trouver à cet endettement d'autres raisons (par exemple la propension excessive à s'endetter pour consommer). Le conférencier se contente de rappeler les chiffres en cause : la dette publique fédérale, qui s'élevait à environ 900 milliards de dollars quand Ronald Reagan est arrivé à la présidence (1981), se monte aujourd'hui à 3 400 milliards de dollars. Les ménages doivent également 3 000 milliards de dollars, de même les entreprises. La conférence conclut : « La dette n'est pas un problème aussi longtemps que les taux sont bas ». C'est vrai dans la mesure où les chiffres considérables qui viennent d'être cités mesurent par définition l'endettement brut.

A chaque dette publique ou privée, correspond par définition une créance qui figure à l'actif d'un établissement financier (et donc indirectement de ses actionnaires),

d'un ménage ou d'une autre entreprise. Ce qui fait véritablement problème, c'est qu'au fur et à mesure que la dette s'accroît, la probabilité que les taux puissent rester bas diminue. C'est bien à cet aspect des choses que Jean-Daniel Tordjman se réfère implicitement quand il mentionne parmi les possibles causes de perturbation un dérapage supplémentaire du déficit budgétaire.

Cette affaire des taux d'intérêt touche cependant au cœur du sujet : la récession dont a été victime l'économie américaine depuis le printemps de 1980 a essentiellement des causes financières. C'est également le cas pour la récession, beaucoup plus forte, qui a touché l'économie britannique. Reconnaître que les Etats-Unis restent exposés au risque d'une remontée des taux, c'est implicitement admettre que les facteurs négatifs qui ont brisé l'expansion n'ont pas été éliminés.

CONCLUSIONS cependant sur une note plus optimiste pour le court terme. Paradoxalement, les vicissitudes du financement du déficit américain devraient apporter indirectement un soutien puissant à la reprise économique (et peut-être aussi boursière) mondiale. C'est ce que prévoient Lewis Lehrman et John Mueller (voir notre chronique du 10 juillet 1990 : « Les fils spirituels américains de Jacques Rueff »). Au cours de l'année 1990, les banques centrales d'Europe et du Japon sont à nouveau intervenues massivement pour s'opposer à une baisse encore plus forte du dollar. Or les achats de dollars sur les marchés des changes sont la source principale d'expansion du crédit dans le monde. Mais le dollar pourrait bien avoir cessé de baisser (Jean-Daniel Tordjman le juge pour sa part « très sensiblement sous-évalué »). Cela laisse espérer que l'aisance monétaire provoquée par l'accumulation des réserves des banques centrales ne devrait pas, dans les mois à venir, dégénérer en inflation ouverte.

(1) Ces services publient une Lettre de Washington mensuelle et une brochure trimestrielle, Etudes et marchés. Renseignements auprès de l'ambassade de France à Washington ou de CCFCE, 10, avenue d'Iéna, Paris (16).

LECTURES

BERNARD MARIS

Les modernes, les modestes

Surprise... Quelle ne fut pas la surprise d'une majorité d'économistes lisant en 1980, dans le Réexamen de la théorie du chômage, d'Edmond Malinvaud, que le concept d'équilibre n'impliquait pas l'égalité de l'offre et de la demande... Peut-on imaginer pareil traumatisme ? Toute une production théorique se couvrait illico de poussière, qui coulait depuis si longtemps la tendance naturelle à l'équilibre, équilibre et nature faisant le « V » de la victoire de la main invisible...

L'intenable ambition des macroéconomistes

Voies de la recherche macroéconomique, d'Edmond Malinvaud (1), est un livre d'équilibre. Equilibre entre l'empirisme pur et la théorie pure. L'attention aux faits, aux institutions et à la modélisation, les doctrines libérale et interventionniste, le tout rationnel et le tout factuel. Un livre tempéré, à l'écoute de tous les courants, et néanmoins sans concessions. Les coups de rasoir sont entre les lignes. L'auteur de nouveautés sera-t-il déçu ? « Voies de recherche » ne signifie pas nouveaux résultats. En revanche, qui veut éviter les querelles mineures, les impasses, balayer les doutes et les idées noires des économistes doit lire cet ouvrage. Au cœur, la vraie question théorique de l'économie contemporaine, liée à l'existence concrète du chômage depuis quinze ans : le déséquilibre.

Qui ou non, faut-il abandonner la profession de foi (l'hypothèse, dit plus calmement le professeur au Collège de France) selon laquelle les marchés sont apurés en permanence ? Autrement dit, peut-on admettre l'absence de mécanismes de prix permanents, loi de l'offre et de la demande ou autre, qui conduisent vers des équilibres stables ? Il faut choisir. Le choix est clair : il existe des rigidités qui jouent un rôle essentiel au niveau global.

Dès lors la recherche en termes d'aggrégats trouve sa légitimité indépendamment de préférences microéconomiques. Mieux, l'absence d'ajustements systématiques par les prix ouvre enfin les champs les plus riches. Plus encore, dans l'économie contemporaine, les changements dynamiques autres que les changements de prix jouent probablement le rôle moteur.

De là à postuler que la macroéconomie est autonome... Un pas que d'aucuns trop heureux franchiront, mais non Edmond Malinvaud, qui refuse de modifier hors de toute référence à une rationalité des comportements, laquelle demeure la garde-fou évitant de tomber dans l'ultra-empirisme – type analyse de données –, aussi dangereux que l'ultra-rationalisme rejetant toute loi induite de l'observation. Rationnel extrême dont l'avarice est l'économie « à la Robbins », l'économie branchée de la logique, simple façon de penser, qui dit en gros qu'un quadrupède est un

animal à quatre pattes. La prétention à tout fondement de la microéconomie est intenable. L'observation et la modélisation globales et directes sont légitimes. On a envie de lire en filigrane que la micro n'est utile que dans l'équilibre partiel, là où précisément les questions d'existence et de stabilité ne font pas vraiment problème. Et l'échec de la micro – lu en clair cette fois – réside notamment dans celui de la théorie des jeux, si excitante, mais dont on ne voit pas comment elle pourrait prétendre au renouvellement de la macroéconomie.

La tolérance d'Edmond Malinvaud trouve sa limite, lorsqu'une théorie en arrive à se venter de ses insuffisances. Décision n'est pas raison. Veut-on critiquer ? Il y a pour ça des tests d'invalidation. Prenons la célèbre critique de Lucas : « Un modèle ne peut estimer un changement, car le changement altère les comportements modélisés ». Pourquoi aucun chercheur n'a-t-il jamais pris la peine de tester la critique de Lucas ?

Si le lecteur se donne la peine d'entrer dans ce livre, il sera récompensé de chapitres comme « Rôle des théories » ou « Validation des hypothèses », superbement leçons d'épistémologie, même si l'auteur s'en défend. Et il admettra au bout du chemin le travail quotidien de l'oublié, l'économètre, le travailleur de fond réhabilité.

Peu médiatique, peu adepte des paradoxes et brillants paradigmes, c'est lui qui est sur la voie authentique de la recherche, patiente, confiante dans le corpus existant, éloigné du « toujours nouveau ! » qui convient mieux à la publicité qu'au travail sérieux. Car ce livre de méthodologie est d'abord un livre de confiance dans la méthode, et, au fond, un livre de déontologie de la recherche.

La Terre et les Hommes

d'Alfred Sauvy

Il aurait aimé voir l'histoire de l'après-guerre contée exclusivement par les dessins de première page des journaux. Et bien, c'est un livre de dessins. Est-ce un testament ? Testament veut dire lien, alliance avec les hommes des générations futures, et témoignage. Au grand mariage de la terre et des hommes, Alfred Sauvy fut un témoin et un parent. Il y a quelque chose de familier dans ses écrits. Nous nous reconnaissons.

Ce livre laisse orphelin. C'est plus grave qu'on ne croit. Certes, une recherche, une écriture ne surgissent plus. Mais cet homme, si confiant, dit en partant « Je ne suis pas sûr ». Par petites touches, presque des aphorismes, mais sans arrogance ni aigreur d'avoir tant fait signe dans la vide, il construit le puzzle de l'humanité. Apparaissent des allégories, la médecine, les colonies, la démographie, la faim, le tiers-monde, la voiture, le

chômage. Comment ne pas voir l'explication du chômage ?

Le Dictionnaire d'économie politique, de Léon Say (1900), ne contenait pas le mot investissement. Est-ce imaginable, pour nous qui ne pensons qu'investissement, accumulation, croissance, futur, progrès ? Qui feignons de n'avoir de destin que le lerd ? Mais quelle est donc la couleur de nos lorgnons ?

Noire sans doute, la couleur des sveres et des vieux... Ne soyons pas si égoïstes, ni prétentieux, car les choses n'ont pas tellement changé en un siècle, dit le bon maître. Toujours le mouvement est du côté des jeunes et ceux-ci sont ailleurs. Les migrants mexicains. Demain l'Asie, peut-être... « Je ne suis pas sûr » veut dire « j'apprends ». C'est le dernier livre où Alfred Sauvy apprend.

► Economica, 184 p., 85 F.

Eglise et providence

Les Eglises face à l'entreprise. Cent ans de pensée sociale (2) est un livre de grands textes pontificaux et de réflexions chrétiennes à offrir pour le centenaire de *Rerum Novarum* (15 mai prochain) à votre ami socialiste un peu désemparé par le refrain libéral qu'il chante à mi-voix et en roulant des yeux inquiets depuis maintenant dix ans. La pensée sociale de l'Eglise est la dernière vigoureuse pensée socialiste.

Sauf, peut-être, l'inflexion de Pie XII, la doctrine reste claire, confirmée par Jean-Paul II : « La hiérarchie et le sens profond du travail exigent que le capital soit au service du travail, et non le travail au service du capital » (*Laborem Exercens*, 23). D'où le salaire minimum, forme du « juste » salaire, l'intervention de l'Etat et la planification souhaitables, le syndicat nécessaire, et les relations dans l'entreprise qui prient sur la forme de la propriété, publique ou privée.

Il est tout à fait passionnant de suivre l'évolution sémantique de cette doctrine qui ne parlait qu'en termes de classes, et adopte en 1990 le mot pollution. Elle n'ignore même pas le félicisme de la marchandisation. Est-ce matière inerte qui sort ennoblie de l'atelier tandis que les hommes s'y corrompent ? (*Quadragesimo Anno* 146). Que c'est beau ! On dirait du Marx. Sauf que le style ecclésiastique, si agréablement dénué, procure un vrai plaisir de lecture.

L'Etat-providence en question, par Denis Clair Lumbert (3), laisse à penser que la fin du communisme est aussi celle de la providence d'Etat. Mais voilà : peut-on encore écrire sur l'Etat-providence ?

Dans ce « boîtier » de Ravel de la calamité publique, on retrouvera l'inefficacité, l'hypertrophie, l'absence de risque, le refus de la mobilité, de la prévoyance, de la responsabilité, la mentalité d'assisté, la fin de la liberté, et l'inévitable coup de fusil sur l'institutrice. Tout cela n'est-il pas trop connu et trop admis par trop de gens pour rester convaincant ?

Néanmoins ce livre peut être la comme *survey* des mille travaux d'Hercule engagés par les penseurs contre l'Etat depuis quinze ans, particulièrement contre l'Etat en France, ou, une fois de plus, conseillé comme excellent anti-argumentaire ou manuel de défense, voire argumentaire à l'ami socialiste, qui en aura probablement usage pour repenser sa façade doctrinale dans les années qui viennent.

Sommes-nous embarqués vers la monnaie unique ?

Vers l'union économique et monétaire européenne (4) est le livre à lire pour comprendre la monnaie européenne, car représentant un colloque où des professionnels et des universitaires parlent court et clair. Et sauf un texte d'un professeur en transit, exercice de routine de camouflage, tous les articles sont denses, limpides, et révèlent une unité de pensée au-delà de la proximité de la monnaie unique. Chacun est même une belle petite leçon d'économie et de politique monétaire.

La monnaie européenne, qui ne peut être la troisième monnaie en parallèle, cheval de Troie rempli d'Anglais aveuglés de papier à l'effigie de leur reine, est désormais probable, du fait de l'existence d'un objectif européen commun et clairement prioritaire : l'absence d'inflation. Cet objectif conduit au contrôle rigoureux des taux. Convergence des taux d'intérêt et d'inflation égale de fait monnaie unique. Nous sommes embarqués.

Monnaie unique européenne, système monétaire international : vers quelles ambitions ? sous la direction de Christian de Boissieu et Daniel Lebégue (5), tempère notre optimisme. Ouvrage court, moins grand public que le précédent, dans lequel le sceptique lira Henri Bourgin, qui désespère Jean-Marcel Jeanneney, ou Christian de Boissieu qui s'interroge sur le degré de liberté budgétaire.

L'article de Michel Aglietta est très convaincant, sur les systèmes monétaires, la nature de bien public de la monnaie, la non-optimalité d'un système de changes flexibles, et la séduction d'une monnaie unique (économie d'information) interprétée comme équilibre de Nash. L'écu parallèle est ici aussi rejeté comme « faux nez du mark ». Ces pauvres Anglais dans leur cheval, en plus affubés d'un faux nez !

(1) Odile Jacob, 507 p., 280 F.
(2) Economica, 265 p., 110 F. Préface de Michel Albert.
(3) Economica, 266 p., 150 F. Préface de Jean-François Revel.
(4) La Documentation Française, 341 p., 160 F.
(5) PUF, 123 p., 70 F.

50 من الإجمالي

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde *des* Dirigeants

350 / 400KF +

Directeur des services comptables

Important groupe de services (1500 personnes, 2 milliards de francs de C.A.) connaissant un très fort développement sur le plan international et financier recherche son Directeur des Services Comptables.

Vritable animateur, vous organiserez et coordonnerez l'activité d'une équipe de 20 collaborateurs en exprimant vos compétences techniques et vos qualités relationnelles.

En effet, vous prendrez en charge la réorganisation de votre service, superviserez les opérations comptables et assurerez à court terme la gestion de trésorerie.

A 30/40 ans environ, votre solide formation comptable ou financière (Expertise Comptable ou Grande Ecole de Gestion) alliée à votre expérience de 5 à 15 ans en cabinet ou en entreprise vous permettra de donner toute sa dimension à cette mission d'envergure.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) s/réf. 212 à MEDIA PA 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILL. cedex, qui transmettra

LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)

avec son siège à New-York et des bureaux dans le monde entier, recherche candidats qualifiés pour le poste suivant :

DIRECTEUR DES OPÉRATIONS DE VENTE ET PRODUITS UNICEF

(y compris cartes de vœux)

— Poste basé à : Genève, Suisse.

MISSION :

- Diriger le service de vente des produits UNICEF (cartes de vœux, agendas, etc.) pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.
- Superviser les opérations marketing/ventes des produits UNICEF et les opérations de collecte de fonds dans les zones ci-dessus énoncées, en association avec les Comités Nationaux pour l'UNICEF.

PROFIL :

- Diplôme d'université ou de grandes écoles de commerce.
- Dix ans minimum d'expérience dans le domaine de la commercialisation de produits, de la promotion et du développement des ventes, de la collecte de fonds et des relations publiques à un haut niveau de direction.
- Expérience confirmée de direction internationale y compris direction des ressources humaines.
- Expérience indispensable dans le domaine du commerce international au niveau de l'Europe.
- Maîtrise écrite et parlée de l'anglais et du français.
- La connaissance d'autres langues européennes majeures sera un atout.

SALAIRE ET INDEMNITÉS :

- L'UNICEF offre des salaires et des indemnités de niveau international, correspondant au système des Nations unies.
- Les femmes qualifiées sont vivement encouragées à faire acte de candidature.

Adresser les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé en anglais, sous référence VN-91-087 à :

M. Juan Luis MEZA

Sr. Recruitment & Staff Development Officer UNICEF

3, United Nations Plaza (H-5F)

New-York, N.Y. 10017, USA

Date de clôture de réception des candidatures :

30 jours après la publication de cette annonce.

PARTICIPER AU DEVELOPPEMENT EUROPEEN D'UNE PME PERFORMANTE

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Vous serez l'animateur d'une équipe étoffée (20 personnes) et vous assurerez un ensemble de fonctions intéressantes et évolutives.

Votre mission impliquera la responsabilité de la comptabilité, de la trésorerie, des problèmes financiers et fiscaux ainsi que du contrôle de gestion qui est à créer.

Vous participerez à la stratégie de développement et d'implantation en Europe et assurerez l'animation et la gestion du personnel.

De formation HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po, Dauphine, âgé de 30-35 ans, vous disposez d'une expérience à dominante financière qui vous prépare néanmoins à un rôle opérationnel et polyvalent. Connaissance de l'anglais. Grandes perspectives d'avenir.

Poste basé Nord France.

Ecrire sous réf. 1000M. Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde *des* Juristes

• Le Monde • Mardi 19 mars 1991 23

Un groupe prestigieux dans le secteur des spiritueux structure ses services et cherche son

Responsable juridique

Sud-Ouest

350 KF +

Sa mission couvre l'ensemble des problèmes juridiques d'un grand groupe : marques, contrats internationaux (distribution, fournisseurs...), conventions inter-sociétés, vie sociale des sociétés. Répondant directement à la Direction Générale, il jouera un rôle de conseil tant auprès de celle-ci qu'auprès des autres intervenants du groupe.

Agé de 30 ans environ, il aura une solide formation juridique (BAC + 5). Un passage dans un cabinet d'avocats ou de conseil, avant une expérience significative dans un groupe international de distribution de produits à forte notoriété, serait l'idéal pour ce poste qui demande ouverture et capacité d'adaptation.

Anglais impératif.

Contactez Thomas le Carpentier au 45.62.90.00, ou adressez votre dossier de candidature sous référence TLC 9332 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél. : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

GRUPE INTERNATIONAL
12 Mds de CA, 13 000 personnes

JEUNE CADRE JURIDIQUE H/F

Maîtrise de Droit ou équivalent

PARIS

Notre Groupe, spécialisé dans la fabrication de produits destinés au second œuvre du bâtiment, gère en France plusieurs sociétés réparties en 3 entités dont l'ensemble représente plus de 3 Mds de CA et 2 800 personnes. Notre service juridique intervient pour l'ensemble de ces sociétés dans les domaines suivants : secrétariat général, contrats, marques et brevets, recouvrement de créances, contentieux, service immobilier. Pour étoffer le service, nous recherchons un cadre agé d'au moins 26 ans titulaire d'une Maîtrise de Droit des Affaires ou équivalent, et dont les activités seront définies en fonction de l'expérience acquise (2 à 3 ans chez un avocat ou dans un cabinet juridique). La réussite dans ce poste qui nécessite un attrait particulier pour le travail en équipe, vous permettra d'évoluer ensuite vers une fonction à responsabilités en France ou à l'étranger.

ORION, notre Conseil, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 103 783 M.

ORION
l'homme et l'entreprise

35 rue du Rocher 75008 PARIS

Un juriste fiscaliste international

Notre groupe de distribution (3.000 personnes) se développe rapidement dans plusieurs pays et crée le poste de juriste fiscaliste à l'échelon européen.

D'abord spécialiste de la fiscalité française, mais aussi du droit commercial et social, il nous aidera à implanter de nouvelles structures à l'étranger, à trouver et animer une équipe de correspondants et spécialistes juridiques dans chaque pays, à y gérer nos entreprises en fonction de la fiscalité en vigueur.

Nous cherchons un véritable homme de terrain du droit et de la fiscalité. Il justifie obligatoirement d'une formation supérieure de haut niveau, de plusieurs années d'expérience et de la maîtrise de l'anglais.

Le salaire est négociable. Le poste est basé à Lille (réceptions à Paris et Lille).

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé + photo, sous réf. 91.03.1632, à notre Conseil qui étudie votre candidature en toute discrétion.

DARCOR LILLE PARIS
BRUXELLES
CALAIS ST-QUENTIN VALENCIENNES
Immeuble Métropole - Place Salvador Allende
B.P. 274 - 59665 VILLENEUVE D'ASCO CEDEX



GRACE

Jeune Juriste d'Affaires : Un poste à créer en Alsace

Filiale française (500 personnes) du Groupe Chimique Multinational WR GRACE (46 000 personnes dans le Monde), nous concevons, produisons et commercialisons des produits industriels haute performance pour des marchés diversifiés (70 % à l'export).

Notre développement nous amène à créer ce poste pour mettre au service de la Direction Générale et des différents secteurs opérationnels de l'entreprise les compétences et l'assistance juridiques nécessaires dans tous les domaines : Droit des Sociétés, Droit Commercial, Contentieux, Assurances, relations avec les Administrations...

A ce titre, vous êtes responsable du suivi et de la supervision de tous les engagements contractuels liant l'entreprise à des tiers et assurez la coordination avec nos Conseils juridiques extérieurs.

Vous possédez une solide formation en Droit des Affaires (Maîtrise, DESS ou DJCE) et une première expérience acquise en entreprise ou dans un Cabinet vous permettant de vous adapter à des problèmes diversifiés. L'anglais et l'ouverture internationale constituent un atout fondamental.

ALGOE nous conseille dans cette recherche et étudiera confidentiellement votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier complet en précisant rémunération actuelle sous référence 412 M/2, 9 bis route de Champagne, 69134 Ecotly Cédex.

ALGOE
CONSEIL EN MANAGEMENT

MEMBRE DE SYNTHEC

Le Monde des Juristes

JURISTE CONFIRMÉ

Nous sommes l'un des tout premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers. Avec près de 3 500 collaborateurs en France et un encours de 290 milliards de francs, notre signature est reconnue et appréciée dans l'opinion publique et les milieux d'affaires.

Premiers par tradition, nous développons une stratégie de diversification de nos activités. Ce courant novateur nous engage à renforcer les équipes au sein de notre département CREDIT-BAIL IMMOBILIER.

Si vous cherchez une offre bien placée, suivez notre regard

De formation juridique supérieure, Bac + 4/5, vous souhaitez valoriser votre expérience acquise depuis 3 ou 4 ans dans le domaine du crédit-bail immobilier. Dans le cadre du montage des opérations, vous définissez les procédures juridiques, suivez les signatures des contrats et assurez la gestion juridique des dossiers.

Cette mission vous permettra de valoriser vos qualités relationnelles, votre esprit d'initiative et à terme, de manager une équipe.

Pour participer à notre recrutement, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous réf. JCM, au Crédit Foncier de France, Direction du Personnel, 19 rue des Capucines, BP 65, 75050 Paris Cedex 01.

CREDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.



Filiale promotion du groupe SAEF, SOTRAFIM réalise des programmes immobiliers à usage de bureaux, logements, locaux industriels... s'appuyant sur les moyens du groupe, SOTRAFIM est présente sur tout le territoire de l'île de France.

Nous recherchons un

Juriste Confirmé promotion immobilière

Une expérience significative, acquise de préférence chez un notaire, vous assure une excellente connaissance des problèmes juridiques liés aux opérations de promotion. Vous serez le collaborateur immédiat du directeur juridique dont le service intervient à tous les stades des opérations en consultation, recherche, rédaction d'actes...

Sens des affaires, rigueur, assurance relationnelle et capacité de négociation sont des atouts nécessaires pour réussir dans cette fonction.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence J018 à SAEF - Pascale FOURLEIGNIE DRH - 117/119, avenue Victor Hugo 92100 BOULOGNE.

SOTRAFIM
GROUPE SAEF

L'UN DES LEADERS MONDIAUX DE L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE RECRUTE SON

RESPONSABLE JURIDIQUE

Rattaché au Directeur financier du groupe, il est le conseil sur le plan fiscal et juridique des différents départements opérationnels et des filiales françaises et étrangères. Il intervient dans le cadre des opérations de croissance externe et/ou interne, de la gestion des contrats, des marques, des assurances et plus généralement sur l'ensemble des problèmes liés à sa fonction.

Agé de 30 à 35 ans, il aura une formation juridique de haut niveau idéalement complétée par une formation de fiscaliste qu'il utilisera à l'international. Un passage dans un cabinet d'avocat ou de conseil avant une expérience dans un groupe international serait apprécié pour ce poste qui demande des qualités de contact et des capacités d'analyse et de synthèse. L'anglais courant est indispensable pour ce poste basé en région parisienne ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 15615, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

utilisera à l'international.

Important Cabinet d'expertise comptable recrute pour résidences Caen et Basse-Normandie

COLLABORATEURS CONFIRMÉS

Profil : Formation supérieure, 3 à 5 ans d'expérience en cabinet.

Nous offrons : Mission de conseil aux entreprises, expertise comptable, audit et commissariat aux comptes. Formation permanente de haut niveau. Rémunération motivante. Situation évolutive.

Adresser lettre manuscrite, CV + photo, sous réf. 988, à PRECONTACT - BP 6052 - 14062 CAEN Cedex, qui transmettra.

634 000 LECTEURS
CADRES SUPÉRIEURS.
le Monde est
la première source
d'information des cadres
supérieurs.

(IPSOS 90)

Le Monde de la Gestion

fnac

POUR ACCOMPAGNER LE FORT DÉVELOPPEMENT DE SES IMPLANTATIONS EN PROVINCE, 23 MAGASINS, 3 MILLIARDS DE FRANCS DE CA, LA FNAC RENFORCE SES ÉQUIPES.

RESPONSABLE COMPTABLE

Rattaché au Directeur comptabilité et contrôle de gestion province et responsable d'une équipe de deux comptables, votre mission sera double. Chargé de la supervision de la comptabilité et du contrôle budgétaire du siège province, vous assurerez aussi l'élaboration de la consolidation et la préparation des documents présentés au Conseil d'Administration. Parallèlement, vous jouerez un rôle de conseil auprès des responsables comptabilité et gestion de chaque magasin de province : traitement de toutes questions d'ordre comptable et fiscal, proposition de nouvelles procédures, assistance dans le cadre d'une ouverture de magasin...

A environ 25/35 ans, vous justifiez de solides bases comptables (niveau DECS) complétées par une première expérience significative au service d'une entreprise ou d'un cabinet. Autonomie, organisation et sens de l'analyse sont les qualités qui vous caractérisent. De plus, votre aptitude à communiquer et votre sens de la qualité de service, atouts indispensables, font de vous l'homme ou la femme de la situation.

Des perspectives d'évolution au sein de notre Groupe seront par la suite proposées aux candidats de valeur.

Ce poste est basé à la Fnac, Direction comptabilité gestion province, 73 rue de Vaugirard, 75006 Paris, où vous pouvez adresser lettre de candidature manuscrite, CV et photo, sous réf. JPC2.

Groupe de Sociétés dans les domaines de la construction et de la gestion à Paris, cherche un

CONTROLEUR DE GESTION

qui aura pour mission de participer à la mise en place de cette fonction. Le candidat doit être âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle.

Merci d'adresser un dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à PREMIER CONTACT - 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS PERRET sous réf. 047014 ou taper 3815 code PCONTACT.

CONTROLEUR de gestion

(Sup de Co ou Maîtrise, 1 ère expérience)

Important groupe de communication, leader sur notre marché, nous recherchons un jeune cadre à potentiel afin de lui confier la gestion de l'un de nos principaux secteurs d'activité. Rattaché au directeur de cette branche, il se verra confier les missions suivantes :

- Effectuer la consolidation des budgets et tableaux de bord des différents départements.
- Conseiller les Directeurs d'Exploitation que vous rencontrerez sur le terrain.
- Superviser les travaux des assistants de gestion basés dans nos unités décentralisées.
- Assurer le reporting auprès du contrôle de gestion central.
- Veiller au respect des procédures en vigueur.

Outre un excellent niveau de formation, une première expérience de la gestion vous a permis de bien maîtriser tous les aspects de ce poste.

Autonome et disponible, vos qualités de synthèse et votre sens du contact sont les atouts dont vous disposez pour réussir dans cette fonction.

Intéressantes perspectives d'évolution au sein de notre groupe pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions sous référence 10040MO à notre Conseil :

ceforpe marc forget et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS



L'EUROPE ET L'AGRO-ALIMENTAIRE

Nous sommes le 1er producteur européen de volailles, CA de 6,8 milliards de francs, 6 400 salariés. Notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : couvaison, nutrition animale, élevage des volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime.

Nous sommes présents industriellement (47 Ets) et commercialement dans toute l'Europe au travers de nos marques (Père Dodu). Notre groupe connaît depuis plusieurs années une croissance considérable. Pour la soutenir, nous avons à pourvoir les postes suivants :

JEUNES RESPONSABLES DE GESTION

Âgé de 24/28 ans, débutant ou non, HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE ou équivalent, vous êtes à la recherche d'une fonction de nature généraliste (comptable, financière, gestion). Nous vous proposons des postes dans l'Ouest de la France ou à l'étranger (Allemagne ou Espagne).

Pour ces postes, le groupe DOUX vous apportera la formation nécessaire et vous donnera les moyens de vous adapter progressivement aux fonctions proposées. Le développement du groupe DOUX, ses ambitions, ses moyens, sa volonté de se saisir des opportunités de la nouvelle histoire européenne, tout cela vous offre des possibilités substantielles d'évolution.

Envoyer CV + lettre + photo en indiquant la référence 91/14 à : Groupe DOUX
Direction du Personnel
BP 22 - 28150 CHATEAULIN

SCORE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

DELMAS
CAUTION DÉLAIS-IMPAYÉ

Auditeur

Paris

Les notes

2 - travail d'évaluation des
3 - audit d'organisation

En appui de la plus haute des
C'est une mission de confiance
l'Économie et des Finances, l'État
d'audit et de conseil.

Contact : Gilles de Montigny,
Michael Page France, 75 001, Paris.

Journal administratif

Cette brochure
résume les points de
100 personnes et
100 000 de CA.
4 000 000 de chiffre
d'affaires et en France
et en Europe.
rapporte les résultats
d'exploitation d'un
groupe industriel
en France et à l'étranger.
Rédaction.

L'OPPORTUNITÉ RARE DE CRÉER VOTRE SERVICE

SERVICES COMPTABLES DE HAUTE PRESSION

CHEF COM

Chargé de la mise en place et de l'organisation d'un service comptable, vous serez responsable d'une équipe de comptables et de contrôleurs de gestion. Vous aurez à votre disposition un budget de 100 millions de francs. Vous serez le chef de file de l'équipe et vous devrez assurer la liaison avec la direction. Vous serez responsable de la gestion du service et de la formation du personnel. Vous serez le chef de file de l'équipe et vous devrez assurer la liaison avec la direction. Vous serez responsable de la gestion du service et de la formation du personnel.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV à : 17, rue Coutumeur - 91100 BRUNY

CONTROLEUR CONFIRMÉ

Rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous serez responsable d'une équipe de contrôleurs de gestion. Vous devrez assurer la liaison avec la direction et le service comptable. Vous serez responsable de la gestion du service et de la formation du personnel.

Nous vous offrons une mission de confiance et de responsabilité. Vous serez le chef de file de l'équipe et vous devrez assurer la liaison avec la direction. Vous serez responsable de la gestion du service et de la formation du personnel.

La réussite de ce poste vous offrira de nombreuses possibilités d'évolution. Ce poste vous offrira de nombreuses possibilités d'évolution.

Merci de nous adresser votre lettre manuscrite et CV à : 17, rue Coutumeur - 91100 BRUNY

BRUNY

500 000 000 000

هكذا من لا يملك

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mardi 19 mars 1991 25

Le Monde de la Gestion

DELMAS
GROUPE DELMAS-VIEUX

La Holding du groupe Delmas-Vieilleux, groupe international de services aux transports (CA : 6 MdF, 6 000 personnes, 130 filiales en France et à l'étranger) a développé une équipe d'audit performante, rattachée à la Direction Générale

Auditeur International Senior

Paris

Rémunération motivante

Les auditeurs interviennent dans 3 domaines principaux :

- 1 - audit financier opérationnel ;
- 2 - travaux d'évaluation financière à l'occasion d'opérations structurelles (fusions, acquisitions...) ;
- 3 - audit d'organisation (analyse de procédures, mise en place de systèmes de gestion, analyse fonctionnelle...).

En apportant de la plus value aux entités auditées, les auditeurs mettent au point les recommandations, rédigent les rapports, présentent les résultats et veillent à leur suivi.

Ce poste constitue un excellent tremplin pour évoluer vers une responsabilité opérationnelle en France ou à l'étranger au sein du groupe. Une formation Supérieure (Grande Ecole et/ou DESCT), 2 à 4 ans en cabinet d'audit et une excellente maîtrise de l'anglais sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Contactez Gilles de Montguy, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rém. actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. GM4870MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

L'Union de Banques à Paris, recherche, afin de poursuivre sa croissance, un ou plusieurs

Futur Directeur d'Agence Bancaire

Paris et région parisienne

Responsable de l'agence et de son développement commercial, il encadrera et animera l'équipe d'exploitation, gèrera en direct les plus gros comptes d'entreprises et sera largement responsable des crédits qui seront accordés aux PME par son agence. Disposant de trois ans minimum d'expérience bancaire tournée vers les PME, vous avez entre 25 et 35 ans et une formation supérieure (ESCT ou équivalent) ou une formation spécialisée (ITB, CESB) et vous souhaitez rejoindre une banque solide et dynamique au sein de laquelle vous pourrez évoluer en fonction de votre réussite et qui vous intégrera en tant que directeur ou second d'agence en fonction de votre âge et de votre expérience. Vous êtes sensible à la qualité des relations humaines au sein de l'entreprise et soucieux d'apporter un service de qualité à nos clients.

Contactez Christian Katchourine au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + prétentions au Michael Page Banking & Insurance au 10, rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. CK4117MO.

Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Jeune Responsable administratif et financier

Cette branche récente (près de 100 personnes et 100 MF de CA, 8 filiales principalement en France et en Europe) regroupe les activités d'ingénierie d'un groupe industriel en forte diversification.

Après analyse de l'existant, vous conduisez la mise en place d'un système d'information plus pertinent et harmonieux : procédures claires, informatique décentralisée, comptabilité analytique, outils fiables de contrôle de gestion et de suivi d'affaires. Vous coordonnez les services administratifs et comptables des filiales (10 personnes), jouez un rôle de conseil pour l'ensemble de la fonction auprès de leurs dirigeants et du Directeur de la branche, proposez des solutions, apportez un service, au-delà du reporting auprès du groupe.

Sup de Co et DECS ou équivalent, vous bénéficiez à 28/35 ans d'une expérience dans la fonction, ou encore d'audit ou de contrôle de gestion en cabinet ou en entreprise, avec une dominante comptabilité, gestion. Vous connaissez le secteur de l'ingénierie et avez vécu des mises en place organisationnelles et informatiques. Vous parlez allemand et peut-être anglais. Dans l'idéal, vous maîtrisez les comptabilités européennes.

Ce poste est basé à Argenteuil (95) et nécessite des déplacements fréquents et de courte durée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. M/BR251A, à Christian Bang-Rouhet, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Minitel 42.36.10.30.

CONSEIL
Ressources Humaines

Directeur Financier

ESC OU EQUIVALENT PARIS

Une société, en forte expansion, spécialisée dans la protection de l'environnement, en France et à l'étranger, filiale d'un groupe français d'importance mondiale, recherche un Directeur Financier, âgé de 30 à 40 ans, de formation supérieure (ESC option finances-comptabilité, maîtrise de gestion + DECS...), ayant acquis une partie de son expérience en cabinet d'audit et connaissant les normes comptables anglo-saxonnes. Dépendant de la Direction Générale, il aura principalement en charge, avec une équipe de 15 personnes, la gestion comptable, fiscale et financière, en France et à l'étranger, les relations bancaires, la consolidation interne. Ce poste, basé en proche banlieue ouest de Paris avec des déplacements courts et fréquents en Europe, nécessite de parler couramment anglais et, si possible espagnol ou allemand. Il comporte une rémunération motivante et d'intéressantes perspectives d'avenir pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 253 LM à IDL CONSEIL S.A. - 54, rue du Docteur Oursel - BP 275 - 27002 EVREUX Cedex.

IDL

L'OPPORTUNITÉ RARE DE CREER VOTRE SERVICE

CHEF COMPTABLE

Chargé de la mise en place et de l'organisation de votre service, et directement rattaché à la DG, vous êtes responsable de la comptabilité générale jusqu'au bilan, de la paie, des achats et du suivi des investissements. Vous assistez les chefs de services dans la définition des budgets, vous veillez à leur respect et participez à l'analyse des écarts.

A 30 ans environ, ESC option finance - contrôle de gestion ou DECS, vous souhaitez valoriser votre expérience de 3/5 ans de la comptabilité générale et l'élargir à la comptabilité analytique au sein d'une entreprise industrielle. A moyen terme, votre mission s'enrichira des aspects plus financiers de la fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous la réf. 3920/MAM à notre Conseil : 17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MORENO CONSEILS
REIMS - PARIS - LYON

Notre Groupe 600 collaborateurs, 900 MF de CA, se place parmi les leaders sur le marché de la peinture pour l'automobile et l'industrie.

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Après 6 mois au sein de l'équipe controlling, vous prendrez en charge :

- la valorisation et le contrôle de gestion des stocks,
- l'optimisation du suivi des coûts de fabrication,
- le développement de l'élaboration des coûts matières.

Vous avez 25/30 ans, une formation type ESCAE ou MSC, une première expérience, écrivez-nous.

Allemand impératif.

Poste basé à Montles Jolie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à HERBERTS FRANCE S.A. Le Responsable Recrutement BP 1025 - 78202 Montles Jolie Cedex.

Herberts
Une entreprise du Groupe HOECHST

L'EUROPE ET L'AGRO-ALIMENTAIRE.

Nous sommes le 1er producteur européen de volailles, CA de 8,8 milliards de francs, 6400 salariés. Notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : accouplement, nutrition animale, élevage des volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime.

Nous sommes présents industriellement (47 Ets) et commercialement dans toute l'Europe aux travers de nos marques (Père Dodu). Notre groupe connaît depuis plusieurs années une croissance considérable. Pour le soutenir nous avons à pourvoir le poste suivant :

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Agé de 34/38 ans, HEC, ESSEC ou ESCP, vous disposez ou non d'une première expérience, et souhaitez vous spécialiser dans la fonction financière. Sous l'autorité du Directeur Financier, vous superviserez et organiserez l'ensemble des fonctions financières d'un grand groupe international (gestion de la trésorerie court, moyen, long termes, placements, opérations de change, relations avec les banques). Le poste est basé au siège social (Château-Lafite).

Envoyer CV + lettre + photo en indiquant la référence 91/13 à : Groupe DOUX - Direction du Personnel BP 22 - 29150 CHATEAULIN

DOUX

Avec 1,8 milliard de francs de CA, 2 500 salariés, 5 sites industriels, notre société appartient à un important groupe industriel (équipement automobile), leader dans son domaine d'activité. Elle recherche pour sa Direction du Contrôle de Gestion (60 km Sud de Paris), un

CONTROLEUR DE GESTION CONFIRME

Rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion de la société, et en liaison étroite avec les Contrôleurs de Gestion des usines, vous assurerez l'établissement, le suivi et l'analyse du compte d'exploitation analytique, le suivi budgétaire, les réactualisations annuelles, le plan à 3 ans, l'élaboration du tableau de bord, le reporting du groupe.

Nous vous confierons également la maintenance du système de gestion et l'établissement des procédures.

Pour cette mission importante et diversifiée, nous recherchons un cadre de formation supérieure (ESCT, Maîtrise de Gestion) justifiant d'une solide maîtrise de la gestion en milieu industriel.

La réussite à ce poste basé au siège de la société vous ouvrira des opportunités d'évolution au sein du groupe.

Ce poste vous intéresse-t-il ?

Merci de nous adresser votre candidature, à la Direction des Ressources Humaines - BERTRAND FAURE AUTOMOBILE 8, rue Jean-Pierre Timbaud - BP 14 - 78391 BOIS D'ARCY CEDEX

BERTRAND FAURE AUTOMOBILE

MANDUCHER

Au sein du Premier Groupe Européen de Transformation de Matières Plastiques pour l'Automobile, Manducher (2 200 personnes - CA : 1,4 Md de F) renforce la structure de ses Unités de production et recherche deux

CONTRÔLEURS DE GESTION USINE

Rattaché au Directeur d'Usine, vous mettez en place et optimisez les procédures d'information. Vous participez au développement de la Gestion Budgétaire dans les sites industriels : élaboration et contrôle des budgets, analyse des écarts et suivi des engagements.

Vous travaillez en étroite collaboration avec le Service Central Contrôle de Gestion. Vos formations supérieures orientées vers la gestion, votre expérience professionnelle d'environ 5 ans en milieu industriel vous permet d'évoluer dans un environnement très opérationnel. Vous avez un bon relationnel et de la rigueur, vous êtes une force de proposition.

Venez vivre votre passion d'entreprendre !

Les postes sont à pourvoir dans nos usines de : Neuss-les-Minas (Nord - 450 personnes) et d'Oyonnax (Ain - 220 personnes).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CGUS/591 en précisant le site choisi à Manducher, Direction des Affaires Sociales, BP 2009, 01102 Oyonnax Cedex.

Le gestionnaire du Métro et des Bus de Marseille 2 700 pers. (CA 1 milliard de francs) cherche :

CONTROLEUR DE GESTION H/F

Dans une entreprise de Transport Urbain dont le management est très dynamique (structures fortement décentralisées) vous serez Responsable du contrôle de gestion central, et animerez l'équipe des Contrôleurs de gestion des secteurs décentralisés. Vos missions : élaboration des contrats budgétaires avec les secteurs de production couvrant également les domaines commerciaux, qualité, ressources humaines, finances ; contrôle des réalisations ; analyse des écarts ; optimisation des procédures.

Vous avez une formation supérieure et une première expérience réussie d'au moins 3 ans dans une entreprise performante.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé mentionnant votre rémunération actuelle sous référence 11814/LM à Denise de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. CEGOS - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

CEGOS

Le Monde de la Gestion

Nous sommes l'un des tout premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers. Avec près de 3 500 collaborateurs en France et un encours de 290 milliards de francs, notre signature est reconnue et appréciée dans l'opinion publique et les milieux d'affaires.

Premiers par tradition, nous développons une stratégie de diversification de nos activités. Ce courant novateur nous engage à renforcer les équipes au sein de notre département CREDIT-BAIL IMMOBILIER.

RESPONSABLE DE GESTION

Vous élaborez et veillez au respect des procédures de gestion ; vous assurez le suivi des crédits mis en place. De formation financière, grande école ou Bac + 4/5, vous souhaitez valoriser votre expérience acquise depuis 3 à 4 ans dans une fonction similaire (réf. RGM).

Si vous cherchez une offre bien placée, suivez notre regard

RESPONSABLE COMPTABLE

Vous définissez, organisez et prenez en charge l'ensemble des opérations comptables et des déclarations afférentes nécessaires.

De formation DECF, MSTCF, DESCF... vous bénéficiez d'une expérience d'au moins 4 ans dans les opérations crédit-bail immobilier (réf. RGM).

Pour participer à notre recrutement, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la référence choisie, au Crédit Foncier de France, Direction du Personnel, 19 rue des Capucines, BP 65, 75050 Paris Cedex 01.

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.



PREPAREZ VOTRE AVENIR DANS UN GRAND GROUPE INTERNATIONAL

1.500 collaborateurs en France, chiffre d'affaires de 2 milliards de Francs, une société-mère cotée en Bourse regroupant 20 sociétés qui développent leur activité dans la production et la commercialisation de produits et de matériaux à destination du BTP, une forte croissance tant interne qu'externe confirme notre réussite et nous déterminent à poursuivre un développement déjà prometteur. Pour mener à bien ces projets, notre Direction Financière recherche aujourd'hui un Responsable de l'

AUDIT INTERNE

Développement et suivi des procédures administratives, comptables et de gestion (en filiales, dans les usines comme au siège), missions d'audit, assistance ponctuelle aux opérationnels, participation à la consolidation légale et à la consolidation de gestion, seront les principaux volets de votre activité. Nous vous confions un poste où l'initiative et la créativité seront avec la compétence et la rigueur les atouts indispensables du succès dans une fonction au cœur de notre philosophie de gestion.

De formation financière, vous avez une expérience de l'audit en Cabinet ou en Entreprise et une bonne pratique de l'Anglais. Vous souhaitez à présent valoriser votre acquis au sein d'une équipe financière constituée de professionnels impliqués et motivés, au sein d'un groupe qui vous offrira des évolutions à la hauteur de votre talent.

Merci d'adresser votre dossier complet à notre conseil, Christiane CHARBONNÉ sous la réf H/AMD/LM à : R.P.C., 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

ASSOCIATION BANCAIRE POUR L'ECU

ABE EBA

Regroupant des banques du monde entier et chargée de la promotion de l'Ecu, de la représentation de la profession auprès des pouvoirs publics et de la gestion du système de clearing Ecu

cherche
UN ECONOMISTE

Ses missions :

- Diriger les études de l'Association en relation avec les services études des banques adhérentes.
- Assurer la publication d'un Bulletin mensuel et d'une Revue trimestrielle.
- Participer à la promotion de l'Ecu et de l'Association.
- Superviser les aspects économiques et financiers de notre communication institutionnelle.

De formation supérieure (économie). Une expérience bancaire serait un plus. Vous êtes bilingue Anglais.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil : Beau Frère - Réf. 7518 - 13, rue de Marivaux, 75002 Paris.



InterNed France

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE NEERLANDAIS SPECIALISTE DE L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER COMMERCIAL (Bureaux, Centres Commerciaux...) recherche un

jeune assistant de direction générale

Au sein d'une petite équipe très soudée et disposant d'outils de bureautique-informatique très performants, il assurera tout particulièrement la gestion des sociétés sous les aspects juridiques, financiers, comptables, fiscaux... Il travaillera en contact étroit avec les responsables des différents établissements.

Ce poste, impliquant une grande polyvalence et beaucoup de disponibilité, conviendrait à un JEUNE DIPLOME ECOLE SUPERIEURE JURIDIQUE complémentaire et pouvant s'appuyer sur une première expérience, même courte, lui ayant permis de se confronter à des problèmes de gestion très variés dans un environnement international. Parfaite maîtrise de l'Anglais indispensable.

Les dossiers de candidature - sous réf. 3949 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
2, rue Dufrénoy - 75116 Paris

TECHNOLOGIES

Holding d'un groupe de sociétés informatiques, connaissant une forte croissance Européenne, 250 M CA - 220 Personnes, recherche son

CONTROLEUR DE GESTION PARIS

- Rattaché au Directeur Financier, vous participerez activement à l'élaboration des comptes mensuels, au suivi budgétaire, à la consolidation financière du Groupe.
- Vous serez impliqué dans le suivi de la gestion client, la gestion de la trésorerie et du bilan consolidé.
- Dans le cadre de notre croissance externe, vous vous verrez confier des missions ponctuelles d'audit.

• Vous êtes HEC-ESSEC-ESC ou équivalent, et titulaire du DECF. • Vous avez 5 ans d'expérience minimum en cabinet d'audit puis au sein d'une entreprise et vos compétences vous permettent d'être opérationnel à court terme. • Âgé d'au moins 30 ans, vous parlez couramment l'anglais et possédez si possible des compétences en micro-informatique. • D'intéressantes perspectives d'évolution sont ouvertes à des candidats à fort potentiel et désireux d'impliquer.

Merci d'adresser CV + Photo + Prétentions à : TECHNOLOGIES Monsieur le Directeur des Ressources Humaines sous référence 0911/FZ 84/88 Boulevard de la Mission Marchand 92400 COURBEVOIE (Réponse et confidentialité vous sont assurées).

GROUPE BANCAIRE DE 1er PLAN
recherche pour son siège parisien :

Responsable Comptable A Fort Potentiel

Au sein d'une banque dynamique et multiforme, vous aurez pour tâche de remplir votre mission, à travailler en étroite relation avec les back-offices et différents services opérationnels du siège.

Vous participerez à l'établissement des résultats. Vous centraliserez les éléments de la liasse fiscale et serez responsable de son élaboration.

De formation supérieure, vous avez une solide expérience de la comptabilité et un vif intérêt pour les métiers de la banque.

Votre aptitude à communiquer sera, pour ce poste, aussi importante que vos compétences techniques. Les possibilités d'évolution rapide intéresseront un candidat ambitieux.

Adresser dossier de candidature sous réf. 9103/C à :

BDO 3G

3 G CONSEIL
1, Av. Eugénie
92210 SAINT-CLOUD



DOCKS DE FRANCE

La société des Super-Marchés DOC (3,8 Mds de CA, 2 500 collaborateurs), filiale en région parisienne du groupe Docks de France, recherche pour renforcer la Direction gestion du siège social situé à Jouy-en-Josas (78) son

AUDITEUR INTERNE H/F

De formation supérieure complétée par une spécialisation comptable de type DECS, vous avez acquis une première expérience de cette fonction.

Garant du respect des circuits d'informations, vous dynamiserez les procédures, formerez et animerez votre équipe de contrôleurs.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à SM DOC, Service recrutement, 94 rue Albert-Calmette, 78350 Jouy-en-Josas.

L'ESPRIT DE GROUPE

UNIRS

JEUNE AUDITEUR OPERATIONNEL

Rattaché directement au Chef du Service Audit, vous bénéficierez - au sein d'une petite EQUIPE - d'une LARGE AUTONOMIE sur le terrain pour assurer des missions d'AUDIT (fonctionnement, moyens de production, fonctionnalités informatiques, gestion et administration) des Caisses de retraite adhérentes : • préparation • méthodologie • recueil • analyse • diagnostic • conseils et propositions concrètes d'améliorations.

Courts déplacements en province.

POSSIBILITES D'EVOLUTION.

Merci d'écrire, sous référence UN/AUD/115M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil :

Richard Binetoul - GROUPE BBC Conseil

1 bis, place de Valois, 75001 Paris.

Réponse et discrétion absolues assurées.

PARIS puis la PROVINCE

Notre Groupe associé à un réseau international, apporte à nos clients (PME et Groupes à vocation nationale et internationale) des prestations de haut niveau en structure financière, audit, fiscalité, informatique, comptabilité.

Il a diversifié l'activité d'AUDIT vers une aide spécifique aux PME, par la constitution d'un réseau national. Nous recherchons des

AUDITEURS SENIOR

Diplômés d'une grande Ecole de Commerce ou de l'Université, vous bénéficiez d'une formation supérieure comptable (DESCF, MSTCF...) et vous pouvez vous prévaloir d'une expérience de 2 à 4 ans dans l'AUDIT ou au sein d'un cabinet d'Expertise Comptable. Après 2 ou 3 ans dans notre structure parisienne, la responsabilité d'un cabinet d'audit et d'expertise vous sera confiée en Province ou en grande Banlieue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence M/1108/L (portée sur la lettre et l'enveloppe) à notre conseil : Pierre LEMAHIEU - 14, rue Lincoln - 75008 PARIS

Synergies

CONTRE PARTENARIAT

Notre société, spécialisée dans la réalisation de maquettes 3D, implique la maîtrise de la technique. Dans cette perspective, nous recherchons : • des personnes ayant une formation supérieure en informatique, • des personnes ayant une expérience professionnelle dans le domaine de la maquette 3D. Vous êtes HEC-ESSEC-ESC ou équivalent, et titulaire du DECF. • Vous avez 5 ans d'expérience minimum en cabinet d'audit puis au sein d'une entreprise et vos compétences vous permettent d'être opérationnel à court terme. • Âgé d'au moins 30 ans, vous parlez couramment l'anglais et possédez si possible des compétences en micro-informatique. • D'intéressantes perspectives d'évolution sont ouvertes à des candidats à fort potentiel et désireux d'impliquer.

Merci d'adresser CV + Photo + Prétentions à : TECHNOLOGIES Monsieur le Directeur des Ressources Humaines sous référence 0911/FZ 84/88 Boulevard de la Mission Marchand 92400 COURBEVOIE (Réponse et confidentialité vous sont assurées).

Organisation

Béghin-Sa

Notre recherche pour notre filiale

AUDITE

En étroite collaboration le responsable

Ce poste d'auditeur implique une

Ecrire à Frédéric CHATELAIN, 14

S.C.C.C.

Merci d'adresser CV + Photo + Prétentions à :

Au sein de notre société, spécialisée

• les compétences techniques

Dans une structure dynamique

superviser les opérations

Diplômé de l'Université

accusé sans délai

L'expérience de notre

Poste à pourvoir

Merci d'adresser

Madame Bachelier, 30 rue

مركز من الإيجل

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

BOURSE DU 18 MARS

Règlement mensuel

COMPTANT

SICAV (sélection)

15/3

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

COMMUNICATION

Alors qu'Antenne Réunion commence à émettre

Dialogue de sourds entre M. Rocard et les partisans de Télé-Free-DOM

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre envoyé spécial

Ils ne se sont pas compris. D'ailleurs, ils ne se sont pas entendus. Et même s'ils s'étaient entendus, ils ne se seraient pas entendus. M. Rocard n'avait rien à annoncer. Rien, en tout cas, susceptible de satisfaire l'attente des auditeurs de Télé-Free-DOM, sans doute peu intéressés par les quelques éléments de réponse fournis par M. Rocard : le premier ministre a indiqué que le cahier des charges de RFO sera révisé, après consultation des élus des DOM-TOM. Une nouvelle chaîne privée, Antenne Réunion, soutenue par des industriels de l'île, devait commencer à émettre

ce lundi 18 mars. Elle a reçu la bénédiction du CSA, et partagera ultérieurement son canal avec la chaîne cryptée Canal Réunion. M. Rocard a évoqué, comme l'avait fait le CSA, la possibilité de voir lancer un nouvel appel à candidatures pour une autre chaîne privée. Mais rien ne dit que Télé-Free-DOM bénéficiera cette fois de l'autorisation du CSA. Bref, bien peu de choses par rapport à la levée de l'interdiction de Télé-Free-DOM que réclamaient les partisans de M. Sudre.

M. Sudre lui-même aurait bien voulu être reçu par le premier ministre. Mais M. Rocard a affirmé qu'au cours de ses voyages, il ne reçoit « jamais, jamais » sous la pression. « Il n'y a pas de précédent », a-t-il insisté. En outre,

Matignon n'avait pas franchement envie de renforcer le côté médiatique du personnage. Mais il était acquis que M. Sudre serait reçu par M. Jean-François Merle, conseiller du premier ministre chargé des DOM-TOM, peut-être même par M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM. Cela dépendait, en fait, de l'attitude de M. Sudre et de ses partisans, aujourd'hui divisés, semble-t-il, en modérés et radicaux. Comme les violences ont repris pendant la visite du chef du gouvernement, le dirigeant de Radio-Free-DOM n'a pas eu droit au ministre, mais seulement au conseiller. De toute façon, précise-t-on de source gouvernementale, il s'est agi d'un dialogue de sourds, sans utilité évidente.

J.-L. A.

Les chiffres des NMPP sur la vente en kiosques en 1990

L'embellie de la presse profite surtout aux magazines

Après une année 1989 particulièrement morne, la vente en kiosques de la presse a bénéficié d'une certaine embellie, qui n'empêche pas les zones d'ombre. Les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), principal organisme de distribution de la presse en France grâce à ses 36 000 points de vente diffusant 2 500 titres, indiquent que la vente en kiosques des journaux s'est accrue de 1 % en volume - et de 4,1 % en valeur - 11,33 milliards de francs - par rapport à 1989.

Les NMPP ont réalisé leur étude à partir d'un échantillon de 358 journaux segmentés en dix grandes familles. Elles notent en outre qu'en 1990 leur panoplie s'est enrichie de 96 nouveaux titres (318 journaux ont en effet été lancés en 1990 et 222 ont disparu).

En dépit de cette embellie, les Français n'ont que peu dépensé en matière de presse. L'an dernier, le prix de vente moyen des journaux a certes progressé de 3 %, mais cette augmentation est restée inférieure à celle d'autres produits de consommation (3,4 % selon l'indice INSEE). Le coût des journaux ne participe donc qu'en partie à la relative désaffection qui frappe la presse. Car, en 1990, toujours selon les NMPP, un ménage achète pour 743 francs de journaux, soit 13,1 % de son budget culturel-loisirs, qui ne représente lui-même que moins de 6 % du budget total.

Les disparités entre les différentes familles de la presse témoignent de choix et d'habitudes de lecture particulières. La presse quotidienne nationale, dont les NMPP font remarquer qu'elle est la plus majoritairement (62,9 %) par les habitants de l'Île-de-France, est la plus touchée. L'an dernier, en

dépit d'un second semestre dopé par l'évolution de la crise du Golfe, le ralentissement de la vente en kiosques des quotidiens nationaux s'est confirmée. Avec 1 335 000 exemplaires vendus par jour, les quotidiens enregistrent une baisse de leur vente au numéro de 1,9 %, soit un chiffre proche de celui de 1989 (moins 1,5 %). Mais les suppléments hebdomadaires des quotidiens (Figaro-Magazine, France-Soir Magazine, le Monde Radio-télévision, etc.) font progresser les ventes en kiosques de 2,2 %. Les premiers mois de 1991 devraient être plus bénéfiques puisque, en moyenne, les quotidiens nationaux ont connu une augmentation de leur vente en kiosques de 14 % en moyenne, avec une pointe à 31 % pendant la semaine de déclaration de guerre, selon une enquête menée récemment par l'agence de publicité Young and Rubicam.

Sports
et beaux-arts

La presse magazine échappe à la baisse. Un phénomène normal en France, dont la population, avec 1 354 exemplaires magazines diffusés pour 1 000 habitants, détient le ruban bleu européen de ce type de presse, devant la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie. En 1989, pourtant, les magazines avaient vu leur vente chuter légèrement de 0,9 %. L'ensemble des magazines a fait un bond de 1,7 % en volume et de 5,3 % en valeur l'an dernier. Alors que le prix de vente moyen des magazines - 8,65 francs - a subi un accroissement proche de celui du coût de la vie (3,5 %). Dans la famille des magazines, les titres consacrés aux loisirs sont ceux qui ont connu la plus forte progression en volume (3 %), notamment les journaux sportifs, qui augmentent leur vente de 22,4 %, et ceux dévolus aux beaux-arts (plus 43,3 %). En revanche, les journaux consa-

crés au tourisme et à la photographie font davantage grise mine.

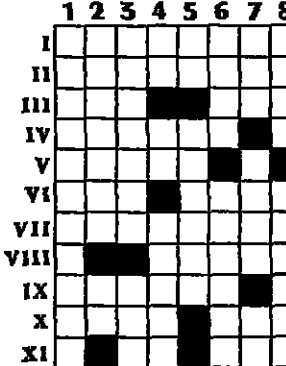
La presse de programmes de télévision renforce son poids dans le secteur des magazines. Sa quinzaine de titres présente, il est vrai, un moindre coût d'achat puisque le prix moyen est de 5,67 francs. En 1990, elle a augmenté ses ventes de 2,4 % et son chiffre d'affaires de 7 %. Les guides de programmes comme *Télé 7 Jours*, *Télé 7*, *Télé 7 Vidéo*, *Télé 7 K7* profitent plus de cette hausse que les magazines comme *Télérama*, *Télé-Poche*, *Télé-Loisirs*, etc. Dans la mode-santé, le recul s'est évanoui et les chiffres de 90 créditent les magazines féminins de ce secteur - et notamment ceux qui se consacrent à la santé comme *Santé Magazine*, *Top Santé*, etc., au détriment des titres de mode comme *Elle*, *Marie-France*, etc., d'un accroissement de 1,9 % des ventes et de 3,9 % de leur chiffre d'affaires.

Enfin, les *news-magazines* (*le Point*, *l'Express*, etc.) et autres *pièces* (*Paris-Match*) ont vu leur vente augmenter de 1,2 % en volume et de 6,4 % en chiffre d'affaires. Mais si la « bande des quatre » (*l'Express*, *le Point*, *le Nouvel Observateur*, *l'Événement* du jeudi) voit ses ventes au numéro se stabiliser (0,9 % d'accroissement), les magazines économiques et financiers (*l'Expansion*, *Investir*, *la Vie française*, *Mieux Vivre*, etc.) entrent dans une période de vaches maigres puisque leur vente recule de 8,5 % à 17 % selon les titres, se traduisant par des plans de restructuration et des révisions déclinatoires.

Y.-M. L.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5479



HORIZONTALEMENT

1. Des gens souvent amenés à faire des repas froids. - 2. On ne trouve plus de goût à rien. - 3. Un sommet. Bon quand il n'y a rien de cassé. - 4. Une soirée qui mourut en bonne compagnie. Lieu de fouilles. - 5. Pratique pour boucher. - 6. Mille pour signifier. Utile pour celui qui avait beaucoup de boulot. - 7. A fait rougir bien des fronts. - 8. Traces qui peuvent être laissées par une bombe. - 9. Être à la manille. Un jeu qui revient de loin. - 10. En Amérique. Recherché par le drogué. - 11. Pronom. Héros d'une épopée.

VERTICALEMENT

1. Facteur de division. - 2. Tréier comme de l'orge. Note. - 3. Endroit rempli de mouches. Peut être arrosé par le pont. - 4. Divinité. Vieille ville. Nom qu'on peut donner à un rejon. - 5. En France. Quand il est fin, c'est un bon poulet. - 6. Qui devrait être remplacée. Une grande rudesse. - 7. Se livre à une action d'éclat. Parfois suivi du tout. Un dictionnaire. - 8. Pouvait être hygiénique à une époque où on avait du pot. Est souvent un peu triste. - 9. Travail qui demande du discernement. Un personnage à demi légendaire.

Les producteurs de spots publicitaires dans l'attente d'un second souffle

En France, la production des films publicitaires pour la télévision est à son plus bas niveau. Selon le Syndicat français des producteurs de films publicitaires (SFPF), qui vient de publier son étude de marché 1990, la production de spots tourne autour de 1000 films, soit un niveau proche de celui de 1988, année noire entre toutes puisqu'elle enregistrait une baisse de 20 % par rapport à 1987 (*le Monde* radio-télévision date 5-6 août 1990). Et ce alors que le marché de l'achat d'espaces à la télévision a augmenté de 10 % en 1990.

Cette faiblesse dans la production allie la France sur des pays comme la Grèce ou le Danemark et la place loin derrière la Grande-Bretagne qui offrait en 1990 quelque 4 500 nouvelles réalisations publicitaires (au lieu de 7 000 en 1988, il est vrai). Les producteurs reprochent aux annonceurs et aux agences de diffuser des spots anciens, souvent redécouverts en formats plus courts. Mais ils ont aussi d'autres griefs : alors qu'ils sont une centaine de maisons de production à se disputer les 1000 budgets annuels, leurs projets sont épluchés par des « cost-controllers » (contrôleurs de gestion) qui « veulent absolument faire baisser les coûts au mépris de la créativité ». Selon les producteurs, cette tendance à l'économie se traduit par une plus grande médiocrité de la qualité des spots et alimente la phobie des téléspectateurs.

Enfin, les producteurs se plaignent aussi du recours des annonceurs et des agences à des sociétés de production étrangères et notamment britanniques, ce qui mettrait en péril toute la chaîne française de l'industrie du spot, des laboratoires de développement aux studios de tournage des techniciens aux comédiens. « Si on ne fait pas confiance à la production française, elle risque de ne plus figurer aux palmarès des prix internationaux », note M. Jacques Arnould, président du SFPF et dirigeant de la société de production Franco-Américain. Mais le président du SFPF estime que les producteurs doivent aussi veiller à de meilleurs rapports qualité-prix, en admettant « que les coûts ont souvent été disproportionnés par rapport à la qualité des scripts des films ». A l'horizon 93, la SFPF qui est à l'origine d'une fédération européenne des producteurs de spots (CFP-EEC) au sein de laquelle sont discutées harmonisation des devis et rédaction commune des documents servant à la réalisation, estime qu'il revient aux agences de les aider à affronter la concurrence. « Elles doivent nous emmener à la conquête des marchés extérieurs et non faire travailler des réalisateurs étrangers ».

Y.-M. L.

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

M. Pierre WILLARD et M^{me}, née Firoozah CHAZI, et Rozane

ont la joie d'annoncer la naissance de

Myriam.

Santa-Monica (USA), le 28 février 1991.

Décès

La famille et les amis de

M^{me} Marguerite CHESNEL, née Gelbert,

ont la douleur de faire part de son décès survenu le 12 mars, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu ce jour au cimetière de Villecresnes (94), à 14 heures.

Nous apprenons le décès de

Maurice CLERC, conseiller général des Yvelines,

survenu, vendredi 15 mars 1991, dans sa soixante-neuvième année.

(Né le 3 mai 1922 à Saint-Claude (Jura), Maurice Clerc, ancien responsable des œuvres sociales de Chrysler-France à Poissy, adjoint (RPR) au maire de Port-Marly de 1985 à 1991, était marié, père de deux enfants et grand-père de quatre enfants.)

M^{me} Etienne DECROUX, M^{me} Maximilien DECROUX, M^{me} Catherine DECROUX, et leurs enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Etienne DECROUX,

survenu le mardi 12 mars, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le vendredi 15 mars 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

85, avenue Edouard-Vaillant, 92100 Boulogne-Billancourt.

Russell Reynolds Associates, Inc. Les associés

Et l'ensemble du personnel du bureau de Paris

ont la très grande tristesse de faire part de son décès de leurs associés et amis

Philippe HANROT et Noël SCRIVENER

survenus le 12 mars 1991.

Le Laboratoire de paléontologie des vertébrés et paléontologie humaine, université Paris-VI.

L'Institut de paléontologie, Muséum national d'histoire naturelle.

Le Laboratoire de préhistoire et l'Institut de paléontologie humaine, Muséum national d'histoire naturelle.

La Chaire de paléontologie et de préhistoire, Collège de France.

Le Laboratoire de paléontologie des vertébrés et paléontologie humaine, université de Poitiers.

Le Laboratoire d'anthropologie, université de Bordeaux-I.

Le Laboratoire de paléontologie, EPHE Montpellier.

Le Laboratoire de paléontologie et sédimentologie, université Louis-Pasteur, Strasbourg.

Le Laboratoire de géologie du Quaternaire, CNRS, université de Marseille Luminy.

ont la profonde tristesse de faire part de son décès de

M. Jean PIVETEAU,

membre de l'Institut,

survenu à Paris, le 7 mars 1991.

(Le Monde du 9 mars 1991.)

Lyon, Tarare.

M^{me} Olivier Renaud,

née Chantal Richard,

et ses fils, Frédéric, Benjamin, Benoît,

M. et M^{me} Jean Renaud,

M^{me} Angèle Richard,

Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces, oncles, tantes, Parents,

Et alliés,

ont la douleur de faire part de son décès de

M. Olivier RENAUD,

avocat à la cour,

membre du conseil de l'ordre.

La messe de funérailles sera célébrée en l'église Saint-Paul, à Lyon, le mardi 19 mars 1991, à 9 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Tarare, vers 11 h 30.

Condolances sur registres.

M^{me} Arlette Riguet,

Les familles Leroy, Dinilhar, Bouhler, Pradel-Cagan,

ont la douleur de faire part de son décès de

M. Pierre RINGUET,

survenu le 13 mars 1991, dans sa soixante-troisième année.

L'inhumation aura lieu le mardi 19 mars, à 15 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes, les remplacer par des dons au profit d'Amnesty International.

Lucie Soboul, Et Denis Pavier, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de son décès de

docteur Irène SOBOUL,

survenu, le 16 mars 1991, à Paris.

L'inhumation aura lieu le jeudi 21 mars, à 14 h 15, au cimetière du Père-Lachaise.

M^{me} Paule Steiner,

son épouse,

Théo, Stany, David, Benjamin, ses enfants,

M^{me} Blanche Ephraïm, M^{me} Marthe Steiner, ses tantes,

ont la tristesse de faire part de son décès de

M. Hugues STEINER,

ancien député,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 15 mars 1991, de

Ille des Ravagers,

13, avenue des Peupliers, 94000 Créteil.

Les obsèques ont lieu le 18 mars, au cimetière de Pantin.

Les membres du Cercle Bernard-Lazare

ont la tristesse d'annoncer le décès de leur camarade et vice-président

Hugues STEINER,

ancien député à Auschwitz,

chevalier de la Légion d'honneur, membre du CRIF.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Pantin.

Anniversaires

In memoriam.

Léon CELLIER

en ce cinquantième anniversaire de sa mort.

Le 17 mars 1987, disparaissait le

général Pierre DELPECH.

Ceux qui ont connu et aimé cet homme à la personnalité si attachante auront une affectueuse pensée en ce jour.

Pour le premier anniversaire de la disparition de

Caroline

FOURDREIN-REICHARDT,

Son mari,

Ses enfants,

Seu famille,

demandent une pensée à tous ceux qui l'ont aimé, estimée et sont restés fidèles à son souvenir.

Il y a dix ans, le 19 mars 1981,

Guy de SERRES JUSTINAC,

passait sur l'autre rive.

Que ceux qui l'ont connu et aimé ne l'oublient jamais.

Il y a un an, le 15 mars 1990,

François RAPINAT

nous quittait.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Il y a quatre ans

Maximilien SCHEININGER

nous quittait.

Ses amis se souviennent.

Nancy.

Pour ce cinquantième anniversaire de sa disparition, pensons à

François-Frédéric

et à son père.

Claude SOURDIVE.

Sa famille et ses amis.

Communications diverses

An cours d'un dîner donné le

14 mars chez Laurence M. Jacques

Gaudouin, préfet, a remis, en présence de plusieurs personnalités et amis, les insignes d'officier de la Légion d'honneur à M^{me} Claude Delépine, administrateur judiciaire.

Loge d'Etude et de Recherche Louis de Clermont. Rite Français Traditionnel. Lundi 25 mars, à 19 h 30. Conférence : « La LNF et le Rite Français Traditionnel », par René Desgagniers. Sur invitation.

Env. de la « Chaire de la Maçonnerie Traditionnelle Libre » sur demande.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 46-86-23-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques

Abonnés et actionnaires

Communiqués divers

Thèses étudiants

92 F

80 F

95 F

50 F

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le 19 mars 1991



TEMPS PRÉVU LE 19 MARS 1991

SITUATION LE 19 MARS 1991



Mardi 20 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Mercredi 21 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Jeudi 22 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Vendredi 23 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Samedi 24 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Dimanche 25 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Lundi 26 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Mardi 27 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Mercredi 28 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Jeudi 29 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Vendredi 30 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Samedi 31 mars : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Dimanche 1er avril : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Lundi 2er avril : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Mardi 3er avril : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Mercredi 4er avril : temps ensoleillé, beau, avec quelques nuages en soirée. Température maximale de 12°C, minimale de 4°C.

Jeudi

L'organisation de l'opposition et le débat sur l'Europe

L'UDF veut mettre le RPR au pied du mur

Tirant, à leur façon, les leçons de la guerre du Golfe, les responsables de l'UDF ont choisi de serrer les rangs et d'accélérer le pas pour faire avancer l'Europe. Une manière aussi, pour eux, de mettre le RPR - préoccupé, plutôt, de régler au plus vite le problème des « primaires » présidentielles - au pied du mur de l'union.

La guerre du Golfe n'aura servi à rien de plus que de révéler les tensions latentes entre le RPR et l'UDF. Quatre exemples récents et parfaitement significatifs. M. Edouard Balladur prend-il l'initiative de réunir autour de lui un petit groupe de travail « trans-partisans » sur l'Europe réunissant députés RPR, UDF et centristes ? M. Giscard d'Estaing interdit formellement à MM. Alain Lamassoure et Philippe Vasseur, approchés par l'ancien ministre d'Etat, d'accepter et mercredi dernier, ce

sont les centristes Bernard Bosson et Edmond Alphandery qui se voient désavoués par la direction du CDS pour avoir déjà répondu favorablement à la même offre.

Le 14 mars, M. Alain Juppé tente de relancer les discussions sur l'organisation des « primaires » présidentielles en proposant la convocation rapide d'un sommet de l'opposition. Il attend encore une réponse. Samedi 16 mars, assemblée générale à l'Hôtel de Ville de Paris du Mouvement national des élus locaux (MNEL) : on attendait pour la photo MM. Chirac et Giscard d'Estaing, lequel s'est fait excuser. La rédaction du second tome de ses Mémoires semble toujours autant l'absorber.

Le même jour, réunion du conseil national du CDS, essentiellement consacré au sujet de prédilection des centristes : l'Europe. M. Pierre Méhaignerie, pour une fois, n'y va pas par quatre chemins. « Il y a deux lignes jaunes que les centristes ne franchiront pas, lance-t-il à l'adresse du RPR. L'une concerne les alliances avec le Front national, l'autre touche à la construction européenne (...). Nous sommes peints par les orientations européennes du RPR, mais si avec l'UDF nous maintenons la pression, je suis convaincu que le RPR révisera ses positions. »

Car il est évident que, d'un point de vue strictement hexagonal, la démarche de l'UDF et de son président, M. Giscard d'Estaing, n'est pas innocente. Certes, de la guerre du Golfe, les dirigeants de l'UDF ont retenu quelques leçons : que sur le tapis européen ressorti par tout le monde du dessous de la table internationale, ils ont une carte maîtresse à jouer. Qu'entre les défaillances socialistes et l'indignation du RPR, ils peuvent apparaître comme le véritable parti de l'Europe en France. Ils semblent avoir compris également, ainsi que le soulignait M. Léotard au « Grand Jury RTL-Le Monde », que les Français seront plus intéressés par ce genre de question que de connaître la diète réformée de l'article 21 de la charte de l'UDF. Ils ont retenu enfin que leurs sempiternelles querelles existentielles sur les perspectives et les réalités de leur confédération ne passionnent plus personne.

Depuis son origine, l'Europe a été pour cette UDF son lien le plus solide. Cela se vérifie à nouveau aujourd'hui. M. Gérard Longuet ne cache plus son accord total avec les centristes. Et, samedi, M. Méhaignerie expliquait sans détour qu'il est disposé à « machiner » un nouvel axe avec M. Giscard d'Estaing. « Gagnons d'abord avec l'UDF sur l'Europe et la stratégie électorale, même si cela ne nous fait pas toujours plaisir », conseillait-il à ses amis qui n'ont point sourcillé.

d'eux. Les manœuvres actuelles de M. Charles Pasqua sur la région parisienne, le jeu en soliste de M. Balladur, M. Chirac « qui navigue entre les deux », tout cela laisse à penser à l'UDF que « le RPR n'a plus les moyens de ses prétentions ».

En poussant les feux sur l'Europe, la confédération cherche à précipiter le mouvement, car elle pressent que les élections régionales l'aideront à apparaître comme le pilier le plus solide de l'opposition. Le jeu personnel de M. Balladur inquiète bien un peu dans la perspective d'une nouvelle cohabitation, mais l'on se défend de choisir. « M. Pasqua est notre adversaire, M. Balladur notre concurrent : cela ne change rien au fond », confie un membre éminent de l'UDF. Récemment M. Giscard d'Estaing rassurait en ces termes ses amis : « Le RPR n'a plus qu'un premier ministre à M. Balladur. Nous, nous avons bien plus que cela : nous avons un parti de gouvernement ».

Rien de nouveau, en réalité, sous le soleil de l'opposition. L'UDF avait été créée, en 1978, afin de militer pour l'Europe et de faire pièce aux prétentions du RPR. M. Giscard d'Estaing a de la mémoire.

DANIEL CARTON

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Léotard : « Le bilan de M. Rocard est effrayant »

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, a annoncé, dimanche 17 mars, au « Grand Jury RTL-Le Monde », que l'UDF donnera « quinze » au président de la République pour sa politique pendant la crise du Golfe. « Globalement, la politique qui a été menée pendant sept mois est conforme aux intérêts de la France », a-t-il affirmé. Le député du Var s'est, en revanche, montré très critique sur l'action du gouvernement.

« La France, a-t-il dit, ne va pas bien du tout (...). La France est un pays qui ne sait plus où on l'emmène, qui a une sécurité malheureuse, qui a des problèmes de retraite et d'éducation très graves. Le bilan de M. Rocard est effrayant (...). Je cherche désespérément ce que l'on peut mettre au crédit du gouvernement de M. Rocard depuis deux ans. Je trouve un pays qui est malheureux, malade, en désarroi, face à une Allemagne puissante, réunifiée, sur un continent qui bouge à une vitesse extraordinaire. »

M. Léotard a critiqué le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement, qui institue une solidarité financière entre les communes. « Il est idiot de penser qu'en appauvrissant les riches, on va rendre plus riches les pauvres, a-t-il déclaré. Je souhaite que l'opposition fasse bloc, y compris nos amis centristes, pour accepter le principe de la solidarité et refuser les mécanismes autoritaires et élitiques par lesquels elle transiterait. »

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Cette bonne blague !

Je vous vois d'ici, vous vous êtes perdus dans nos colonnes, vous avez passé le nez dans les différentes sections, société, économie, à la recherche de la publicité comparative publiée par nos confrères, vous avez mis le journal sans dessus dessous et vous déboulez, déçus, agacés, devant ma loge : Où elle est, sa double page, à Leclerc, on l'a pas trouvée. Oui, ben, cherchez pas, ils n'en ont pas voulu, mes chefs. Ils l'ont repoussée du pied, ces pères la vertu : C'est contraire à la loi. Il n'a pas encore été voté, ce projet-là.

De quoi s'agit-il ? Je ne sais pas si je peux vous le dire, mais en bonne pipelette je vous le dis quand même. D'un potard hargneux croqué avec férocité par Wolinski érucant de la bulle : Dix ans d'études ça se paye, bande de malades ! D'un boulanger : Chez moi, c'est pas les restes du cœur, bande de cloches ! Résultat, son shampooing, sa baguette, vendus 39 balles ou 3,20 F, vous le paierez bien moins cher dans un centre Leclerc.

Et, en dessous, un texte, en

clin d'œil, d'une astuce diabolique et d'une rare hypocrisie : Comparer les prix, ça les fait baisser. A condition de comparer ce qui peut être comparé. Un détaillant, un artisan, voire un pompiste salarié ou gérant d'une station contrôlée par les grands groupes pétroliers, n'ont pas les moyens de répliquer. Je cite. Seront-ils demain les premières victimes de la publicité comparative ? Ça vaut le coup d'y réfléchir ! Je cite encore.

Demain, c'est pas ces pauvres petits qui vont déguster, pas du tout, loin de nous cette abominable pensée. Nous allons nous rentrer dedans entre gros, entre thans, Carrefour contre Auchan. En attendant, ils en prennent plein la poire, les petits en question, qui veulent s'éclairer dans vos carnets de la liste des prix relevés dans telles pharmacies, boulangeries et pompes à essence. Faut-elle faire attention ! Avec en face, relevés sous contrôle d'huissier, les prix pratiqués par ce brave Leclerc, qui a le culot d'affirmer : Oui à la concurrence, non au dénigrement !

A bon entendeur, salut !

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Entre le vide occidental et le mythe arabe », un entretien avec Cornélius Castoriadis et Edgar Morin..... 2

La tournée de M. Baker

La crédibilité des Etats-Unis a-t-elle été renforcée, selon le secrétaire d'Etat..... 4

Les élections

en Finlande..... 6

M. Michel Rocard

à la Réunion..... 9

Le Ramadan

en France..... 11

Rugby

La victoire des gros bras anglais..... 13

Offenbach

au Châtelet..... 14

« La Paix », à Marseille

Aristophane dans l'actualité..... 15

Mozart

version nazie..... 15

Un film en forme de roman-feuilleton

de Karl Hart..... 15

SECTION B

Les salaires

des fonctionnaires allemands..... 17

Un accord gouvernement-syndicats

prévoit 6 % d'augmentation en 1991..... 17

« Projet de société »

au Brésil..... 17

Le logement

comme investissement..... 18

La rentabilité existe à long terme

selon une étude du CERC..... 18

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le complexe militaire-industriel en Europe • Les économistes et la guerre • La chronique de Paul Fabre..... 19 à 22

Services

Abonnements..... 14
Annonces classées..... 23 à 27
Cartes..... 30
Echecs..... 13
Loto..... 13
Marchés financiers..... 28-29
Météorologie..... 31
Mots croisés..... 30
Radio-Télévision..... 31
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 mars 1991 a été tiré à 547 916 exemplaires.

Maintenir la pression

Maintenir la pression : M. Méhaignerie a voulu la mèche, car telle semble bien être, en effet, la stratégie des dirigeants de l'UDF. Ce mardi 19 mars, le bureau politique de l'UDF présentera son projet pour l'Europe élaboré par MM. Alphandery, François Bayrou, Bernard Bosson, Lamassoure, Alain Madelin et Jean François-Poncet. Un projet extrêmement avancé et sans concession aucune pour le partenaire RPR sur des sujets aussi essentiels que le fédéralisme, la monnaie unique ou la défense communautaire européenne. Le lendemain, députés et sénateurs UDF et centristes se réuniront pour en débattre ensemble. Réunion inutile sur le fond, puisque rien sur ce dossier ne les sépare, mais telle est l'importance pour l'image d'un UDF rassemblé, côté d'une formation chiraquienne que l'on s'attend à voir imposer sur la mine européenne.

Rétrécissement géographique

L'UDF serre les rangs. Hormis M. Yves Galland, président du Parti radical, plus personne ne repousse la réforme des statuts proposée voici plus d'un an par M. Giscard d'Estaing. M. Longuet y est désormais favorable, ce qui est l'essentiel. Personne non plus ne veut se laisser impressionner par les « dékats » du RPR que l'on sent poindre au fur et à mesure que s'approchent les élections régionales. La défaite de M. Bernard Marie à Biarritz a persuadé ces dirigeants de l'UDF de l'inquiétant rétrécissement géographique de ce mouvement. « Sur les dix-huit représentants du RPR au bureau de l'UDF, seize sont de la région parisienne. C'est tout dire ! », observait, en privé, l'un

Les élections territoriales en Polynésie française

M. Flosse en position de former un nouveau gouvernement

PAPEETE

de notre envoyé spécial

M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'Etat, ancien député RPR, maire de Pirae, apparaît comme le grand vainqueur des élections territoriales qui ont eu lieu dimanche 17 mars, à la proportionnelle, en Polynésie française. Son parti, apparenté au RPR, a conquis dix-huit des quarante et un sièges de l'Assemblée territoriale, soit un gain de huit sièges.

La liste conduite par MM. Jean Juventin, maire de Papeete, président de l'Assemblée sortante, et Alexandre Léontieff, député non inscrit, président du gouvernement en exercice, a

subi un échec spectaculaire, puisqu'elle ne conserve que quatorze des vingt-trois sièges qu'elle détenait jusqu'alors.

L'autre député non inscrit, M. Emile Vernaudon, maire de Mahina, qui faisait cavalier seul, est parvenu à ses fins : les cinq sièges qu'il emportait le maintenaient en position de participer à une nouvelle majorité et à un nouveau gouvernement. Mais le Front indépendantiste de libération de la Polynésie, dirigé par M. Oscar Temaru, maire de Faaa, réalise, lui aussi, une nette percée : il compte désormais quatre conseillers territoriaux au lieu de deux dans l'Assemblée sortante.

A. R.

Deux skisheads écroulés pour avoir frappé un homme d'origine africaine à Nice. - Deux skisheads âgés de dix-neuf et vingt-trois ans ont été inculpés de coups et blessures volontaires et écroulés, samedi 16 mars à Nice (Alpes-Maritimes), pour avoir roué de coups un homme d'origine africaine. Ils s'en sont pris à leur victime, âgée de trente-quatre ans, à la sortie d'un supermarché, la blessant à coups de pied et de batte de base-ball.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4 138

EXIGEZ « LA MODE ET L'ARGENT DE LA MODE » !

La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous horripilent. Voyages, livres, sports, sorties, sollicitent assez votre « budget-plaisir ».

Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent.

Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin ? Là, les prix n'ont plus rien à voir. La mode qui laisse votre budget intact ou presque.

A partir de 30 F le mètre.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

PLUS VITE, MOINS CHER !
Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !



NEUBAUER
PEUGEOT

• 4, rue de Châteaurenard 75009 PARIS ☎42.85.54.34
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.58
• 23, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.55.52
• 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21